

Mis en ligne le 20/06/2023 à 16h26

REÇU EN PREFECTURE

le 20/06/2023

Application agréée E-legalite.com

21_RP-014-2114 04884-2023 06 12-AP2023 06 12_

COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER

Rapport budgétaire 2023



Caenlamer
NORMANDIE
COMMUNAUTÉ URBAINE

caenlamer.fr

02 31 39 40 00

**NOTRE VISION
STRATÉGIQUE**

“

*Un territoire
innovant
et aux multiples
atouts*



SOMMAIRE

PARTIE 1

LE PROFIL DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE	8
PRÉSENTATION DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER	12
A. Structure de la population en 2019	12
a. Évolution de la population sur le territoire de Caen la mer depuis 1968	12
b. Répartition par tranche d'âge en 2019	12
c. Répartition Femmes / Hommes en 2019	13
d. Catégorie socio-professionnelles en 2019	13
e. Ménages en 2019	14
B. Diplômes - Formations en 2019	15
a. Taux de scolarisation par tranche d'âge en 2019	15
b. Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de plus de 15 ans en 2019	16
C. Revenus et pauvreté des ménages en 2019	17
a. Taux de pauvreté par tranche d'âge du référent fiscal en 2019	17
b. Distribution des revenus en 2019	17
D. Logement en 2019	18
a. Évolution du nombre de logements	18
b. Type de logements en 2019	18
c. Résidences principales selon la période d'achèvement	19
d. Ancienneté d'emménagement des ménages dans leur résidence principale en 2019	19
e. Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation en 2019	20
E. Démographie des entreprises en 2020	20
a. Évolution des créations d'entreprises	20
f. Équipement automobile des ménages en 2019	20
b. Nombre d'entreprises par secteur d'activité en 2020	21
F. Population active, emplois et chômage au sens du recensement	21
a. Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2020	21
b. Emplois, activité et chômage au sens du recensement en 2019	22
c. Emplois par catégorie socioprofessionnelle en 2019	22
d. Emplois par secteur d'activité en 2019	23
e. Statut et condition d'emploi en 2019	24
g. Moyens de transports utilisés pour se rendre au travail en 2019	24
f. Lieu de travail des actifs de Caen la mer en 2019	24
L'ÉQUIPE COMMUNAUTAIRE	26
COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER	32
ORGANIGRAMME GÉNÉRAL DES SERVICES	33
D'OÙ VIENT L'ARGENT / OÙ VA L'ARGENT ?	34

LE CADRE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

1. LA PLANIFICATION FINANCIÈRE	37
1.1 La planification financière de long terme	38
1.2 La planification à moyen terme	39
1.3 Le cadre budgétaire annuel	39
2. L'ORGANISATION BUDGÉTAIRE	40
2.1 Les principes budgétaires	41
2.2 La structuration budgétaire	42

SOMMAIRE

PARTIE 2

LE RAPPORT FINANCIER ET COMPTABLE

PRÉAMBULE	49
PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET 2023	50
1. L'équilibre général du budget 2023	50
2. L'équilibre financier du budget principal (opérations réelles)	52
ÉQUILIBRE DU BUDGET / FONCTIONNEMENT 2023	53
1. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT : 226,56 M€	54
2. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 256,1 M€	58
2.1 La fiscalité directe	60
2.2 Les dotations, péréquations, garantie de ressources	65
ÉQUILIBRE DU BUDGET / INVESTISSEMENT 2023	68
3. LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT : 114,4 M€	69
3.1 Les dépenses d'équipement	70
3.2 Les dépenses financières	72
4. LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 84,9 M€	73
LES SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION ET LES PRINCIPAUX RATIOS	74
Les soldes intermédiaires de gestion (SIG)	74
Les principaux ratios d'analyse financière	75
L'ÉQUILIBRE DES BUDGETS ANNEXES	76
Assainissement	76
SPANC	78
Transports	78
Clos de la Hogue	79
Iles Plaine Nord Est	80
Rives de l'Odon	80
Koenig	81
Lazzaro	81
Normandika	82
Cardonville	82
Espérance	83
Martray	83
ADS (autorisation du droit des sols)	84
Réseaux de chaleur	85
PRÉSENTATION CONSOLIDÉE DU BUDGET GÉNÉRAL ET DES BUDGETS ANNEXES	86
QUELQUES CHIFFRES CLÉS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE	87
EXPRESSIONS POLITIQUES	89

LE RAPPORT PAR POLITIQUES PUBLIQUES

UN TERRITOIRE INNOVANT ET TOURISTIQUE	91
Une stratégie de développement des zones d'activités au service des entreprises	91
Tourisme : une nouvelle stratégie de développement touristique	94
Une politique d'attractivité offensive	97
LA COOPÉRATION TERRITORIALE AU SERVICE DES TRANSITIONS	98
« Caen la mer, territoire en transition » : une dynamique collective	98
LE DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DE CAEN LA MER	100
Une politique foncière et immobilière au service de l'aménagement du territoire	100
Des projets urbains pour un aménagement durable	102
Accompagner les évolutions de l'urbanisme réglementaire	103
Habitat : veiller à l'attractivité et à la qualité de l'offre de logement	104
TRANSPORTS ET MOBILITÉS	107
Une nouvelle ligne de tramway est-ouest	107
Renouvellement des bus du réseau Twisto par des bus biogaz	108
Travaux mobilités	108
Schéma cyclable communautaire	109
Les grands projets	111
L'aéroport Caen-Carpiquet	112
DES POLITIQUES CULTURELLES ET SPORTIVES AU BÉNÉFICE DU RAYONNEMENT DU TERRITOIRE	114
Une politique culturelle panachée	114
Le sport, vecteur d'attractivité	116
CADRE DE VIE	118
Espaces publics – Espaces naturels	118
La gestion des déchets	122
Cycle de l'eau	124

Questions à Joël Bruneau

Président de la Communauté urbaine
Caen la mer

Président de Caen la mer depuis 2014, Joël Bruneau livre les grandes orientations budgétaires de la collectivité aux 48 communes et évoque sa méthode de gouvernance pour que le projet proposé par les élus de la Communauté urbaine soit porté le plus largement possible au bénéfice des habitants et du territoire. Entretien.



LA CONCURRENCE ENTRE LES TERRITOIRES EST TRÈS GRANDE, QUELS PROJETS VISENT À RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE CAEN LA MER AU NIVEAU NATIONAL ?

Les 47 maires qui travaillent à mes côtés ont la volonté d'offrir un territoire toujours plus attractif, plus compétitif et qui préserve la qualité de vie de ses habitants. Nous poursuivrons donc en 2023 la mise en œuvre de nos grands projets tels que le Palais des sports, le boulevard des pépinières, les aménagements cyclables ou encore les travaux de préservation de notre littoral... Parce que l'attractivité d'un territoire repose aussi bien sur des projets structurants que sur des projets d'aménagement, je suis très attaché à ce que la Communauté urbaine soutienne la réalisation de projets portés par les villes mais dont l'envergure nécessite l'accompagnement de Caen la mer.

COMMENT LES 48 MAIRES DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE PEUVENT-ILS À LA FOIS VALORISER LEURS PROJETS ET AVOIR UNE AMBITION COMMUNE POUR CAEN LA MER ?

En tant que maires, nos actions sont guidées par l'intérêt général, chacun travaille avec le seul impératif de réaliser des projets qui dépassent nos différentes convictions politiques. Notre objectif commun est de permettre à la Communauté urbaine et à ses habitants de vivre mieux sur un territoire auquel nous sommes tous farouchement attachés.

En tant que Président, mon travail consiste à animer cette équipe d'élus, écouter chaque collègue et, *in fine*, de dégager un consensus. Toutes celles et ceux qui agissent et interviennent au nom de l'intérêt de la Communauté urbaine auront toujours une écoute attentive de la part des élus communautaires.



Mis en ligne le 20/06/2023 à 16h26
REÇU EN PREFECTURE
le 20/06/2023
Application agréée E-legalite.com
21_RP-014-2114 04884-2023 06 12-AP2023 06 12_

QUELLES SONT LES GRANDES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE EN 2023 ?

Notre stratégie financière est guidée par 4 grandes orientations : maîtriser les dépenses de fonctionnement (dans un contexte de hausse inédite du coût de l'énergie); maintenir une politique fiscale raisonnable, poursuivre un programme d'investissement ambitieux et modérer l'endettement.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement est une condition essentielle pour développer un programme d'investissements important et maintenir une politique fiscale raisonnable notamment vis-à-vis des entreprises. Elle permet également de dégager de l'épargne nécessaire au financement des investissements et de maintenir un endettement à long terme modéré.

LA SITUATION INTERNATIONALE A-T-ELLE DES RÉPERCUSSIONS SUR LE BUDGET D'UNE COLLECTIVITÉ LOCALE EN 2023 ?

Le budget 2023 sera nécessairement impacté par le contexte international et géopolitique : hausse historique des prix des matières premières conjuguée à un rebond des tensions d'approvisionnement, niveau très élevé des prix énergétiques, reprise de l'inflation à un taux élevé, resserrement monétaire avec notamment un relèvement des taux d'intérêt de la dette.... L'impact de la réforme de la fiscalité locale et notamment la disparition de la taxe d'habitation et son remplacement par une fraction de la TVA nationale auparavant perçue par l'Etat se poursuit en 2023.

PROJET DE TERRITOIRE, « CAEN LA MER, TERRITOIRE EN TRANSITION », QUELLE EST L'ILLUSTRATION CONCRÈTE DE CES PROJETS POUR LES HABITANTS DE CAEN LA MER ?

Collecte des déchets, gestion des espaces verts, de la voirie, des piscines, des bibliothèques, du conservatoire, de la patinoire, du transport public... font partie du quotidien des habitants. Notre rôle, en tant qu'élu, c'est de donner une cohérence à toutes ces actions et d'avoir une vision globale afin d'aboutir à un développement harmonieux du territoire. Cette cohérence ne peut s'obtenir qu'à travers la réalisation de documents « guides », comme le projet de territoire, donnant un calendrier et une trajectoire à l'ensemble de nos actions. Prenons par exemple la problématique de l'environnement : l'enjeu climatique dépasse largement Caen la mer, mais nous devons également, à notre échelle, agir concrètement pour réduire notre empreinte écologique. Caen la mer accompagne ainsi les particuliers pour qu'ils opèrent des travaux de mise aux normes dans leur logement. La Communauté urbaine développe aussi la production d'énergie solaire, encourage les mobilités douces... Grâce à l'expertise des techniciens de Caen la mer, une boîte à outils permet désormais aux maires d'avancer sur les questions de transition avec des opérations simples et concrètes telles que la débitumisation des espaces publics ou la gestion différenciée des espaces verts.

LE PROFIL DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE

Caen la mer est la capitale politique de la Normandie et le leader économique de l'ouest normand : plus de 145 000 emplois, 25 500 établissements et près de 35 000 étudiants. Elle compte aujourd'hui 48 communes, représentant 272 100 habitants.

La Communauté urbaine Caen la mer est un territoire aux multiples facettes : urbaines, rurales et maritimes. Laboratoire des nouvelles économies, Caen la mer offre tous les lieux et accompagnements ainsi que différentes opportunités professionnelles.

Elle est le 1^{er} pôle économique, industriel, d'emploi et administratif de la Normandie de l'ouest.

POPULATION

Source : INSEE



272 300

habitants au 1^{er} janvier 2022

39%

de la population du Calvados

Tendance

+2 088 en un an

+10 000

habitants depuis 2008

122 100

actifs

60 120

retraités

35 702

étudiants

5

campus universitaire

46

unités de recherche

2 200

chercheurs

TERRITOIRE

48

communes

366

km²

10

km de littoral

ENVIRONNEMENT (DÉCHETS, ASSAINISSEMENT...)

3,80 €

Prix moyen m³ d'eau potable et assainissement (sur la base de 120 m³ - donnée 2022).



110 515

abonnés eau potable (EBC - donnée 2021)

96 801

abonnés assainissement (Caen la mer - donnée 2021)

5

stations d'épuration (au 1^{er} janvier 2023)

1 432,5

km linéaire de réseau d'assainissement

253 860

bacs roulants



117 754

tonnes collectées

Dont

19 357

tonnes d'emballages recyclables et papiers.

7

déchetteries pour

49 807

tonnes collectées

21 774








composteurs individuels

Dont

2 200

distribués en 2021.

PALMARÈS

						
Baromètre Arthur Loyd du dynamisme et de l'attractivité des métropoles 2022 (voir page 20)	Port de Caen-Ouistreham	Caen Carpiquet	L'ÉTUDIANT	L'EXPRESS 2023	CHALLENGES 2023	JDD 2022
3^e métropole intermédiaire (+ 9 places depuis 2020)	Dans le TOP 10 des ports Français (3,2 millions de tonnes de marchandises par an et plus de 1 000 000 passagers avec Brittany Ferries)	1^{er} aéroport Normand	2^e au classement des meilleures grandes villes étudiantes entre 20 000 et 40 000 étudiants (L'Étudiant 2022-2023)	2^e ville de France dans la catégorie éducation/sport/santé	5^e métropole la plus attractive pour les entreprises.	5^e ville de France où il fait bon vivre.

EMPLOI



Source : INSEE

145 143

emplois

10% d'emplois industriels

35% d'emplois publics

48% d'emplois dans le commerce, transports et services divers

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

80

Espaces d'activités économiques représentant près de 2 300 hectares dont 40 disponibles à la commercialisation (à fin 2022) / 11 ZAE en cours d'aménagement et/ou de commercialisation.

313 727 €

montant voté en 2022 dans le cadre de l'aide à l'immobilier d'entreprise

100

entreprises accompagnées dans le cadre de projets d'acquisition immobilière



LES PÉPINIÈRES ET HÔTELS D'ENTREPRISES EN CHIFFRES

81

entreprises hébergées en pépinières et hôtels d'entreprise gérés par Caen Normandie Développement

8 600

m² de bâtiments

118

bureaux de 10 à 50 m²

11

ateliers de 25 à 1500

12

salles de réunions

2

espaces de coworking

1

salle de visio

CULTURE

5

établissements
culturels en régie

+ 1 million

de prêts de livres par an
par les bibliothèques
communautaires

+ 1 300

actions culturelles
par an en bibliothèque

26

bibliothèques communales
membres du réseau
de lecture publique

+ 1 600

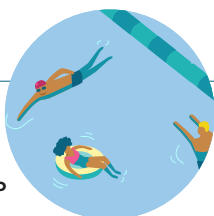
élèves de l'enseignement
artistique

Une centaine

d'enfants participant
à DEMOS

SPORT

6

piscines
dont 2 en DSP

1

patinoire



1

golf
en DSP

FRÉQUENTATION PISCINES

515 000

usagers par an

17 500

places pour l'apprentissage
de la nage

8 500

scolaires accueillis
tous les ans

160

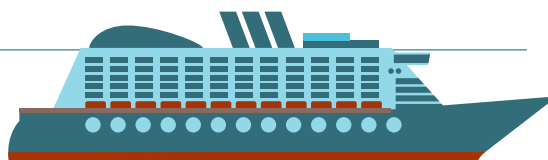
heures hebdomadaires
d'ouverture au public

MOBILITÉ

301 395

voyageurs (aéroport)
(+ 33 % par rapport à 2021)

1 million

passagers/an
(Port Caen-Ouistreham)

500 km

d'aménagements cyclables

400

Vélolocs, vélos à assistance électrique
en location longue durée

et

230

Vélobibs

3

lignes de tramway



70

lignes de bus

100 000

personnes transportées par
jour sur le réseau Twisto.CONSTRUCTION
DE LA COMMUNAUTÉ
URBAINE

1990

Création du District
du Grand Caen
(18 communes)

2002

Le District du Grand Caen
devient la Communauté
d'agglomération du Grand Caen.

HABITAT

147 224
logements

43,1%
de maisons
individuels

55,4%
d'appartements

4,2%
de résidences
secondaires



34 553
logements locatifs sociaux

26%
des résidences principales

Sources RPLS 2021

2
personnes par logement
(chiffre INSEE 2019)

2 701
logements neufs
livrés en 2021

dont

81%
sont produits en zones denses
(centre urbain métropolitain et couronne urbaine)



3 553 €/m²

Prix moyen des logements collectifs neufs sur Caen la mer en 2020
(hors parking)

8 641
sollicitations auprès de
la Maison de l'Habitat en 2021

dont

2 251
pour la rénovation
des logements privés

8
aires permanentes d'accueil des gens
du voyage qui représentent 97
emplacements et 2 aires de grands
passages de 200 et 50 places

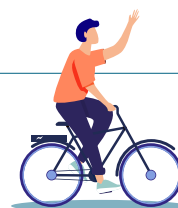
TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

50
bus biogaz
en 2022

185
d'ici 2029



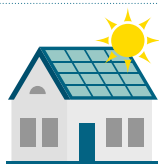
507
bénéficiaires de l'aide à l'achat
d'un VAE 2022



180
logements thermographiés
en 2022

+de 360
luminaires renouvelés en 2022
dans les zones d'activités

2
réseaux de chaleur pour un total de 20 800
équivalents logement desservis



55
audits énergétiques en 2022
au titre du service commun
efficacité énergétique.

879 100€ TTC
pour la protection
du littoral

76%
des communes pratiquent
la fauche tardive



2003

L'agglomération devient Caen la mer
et accueille 10 nouvelles communes
(28 communes)

2004

La commune
de Sannerville
intègre Caen la mer

2013

Création d'une nouvelle
intercommunalité,
avec 35 communes

2017

Création de la Communauté
urbaine regroupant
50 communes.

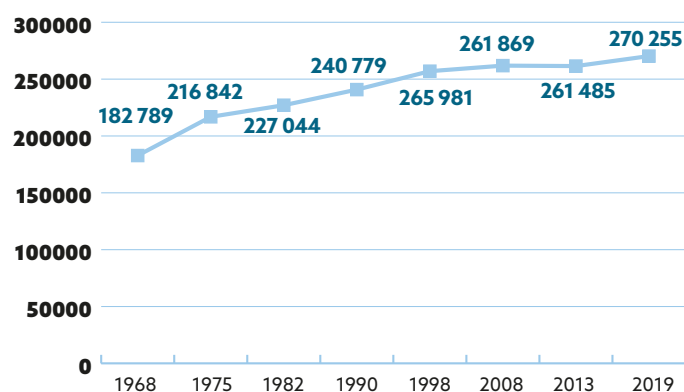


PRÉSENTATION DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER

L'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) publie chaque année des données démographiques sur chaque territoire français. L'INSEE étudie les données issues du recensement de la population pour produire ces publications. Cette présentation de la Communauté urbaine Caen la mer va s'appuyer sur les données fournies par l'INSEE pour établir le profil de Caen la mer et découvrir ses spécificités par rapport aux autres intercommunalités de France métropolitaine.

A. STRUCTURE DE LA POPULATION EN 2019

a. ÉVOLUTION DE LA POPULATION SUR LE TERRITOIRE DE CAEN LA MER DEPUIS 1968

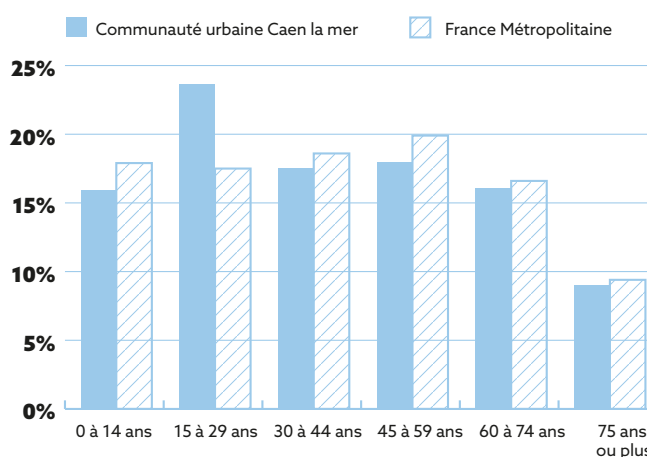


En 2019, la Communauté urbaine Caen la mer comptait 270 255 habitants, soit 8 770 habitants supplémentaires par rapport à 2013. Ces cinq dernières années la population s'est de nouveau accrue après s'être stabilisée entre 2008 et 2013 autour de 261 000 habitants.

La plus forte croissance de population du territoire a eu lieu au début des années 70. La population a augmenté de 34 000 habitants entre 1968 et 1975.

b. RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE EN 2019

	Communauté urbaine Caen la mer		France Métropolitaine
	Nombre	%	%
Ensemble	270 255	100%	100%
0 à 14 ans	42 979	16%	18%
15 à 29 ans	63 829	24%	18%
30 à 44 ans	47 284	17%	19%
45 à 59 ans	48 461	18%	20%
60 à 74 ans	43 319	16%	17%
75 ans ou plus	24 383	9%	9%



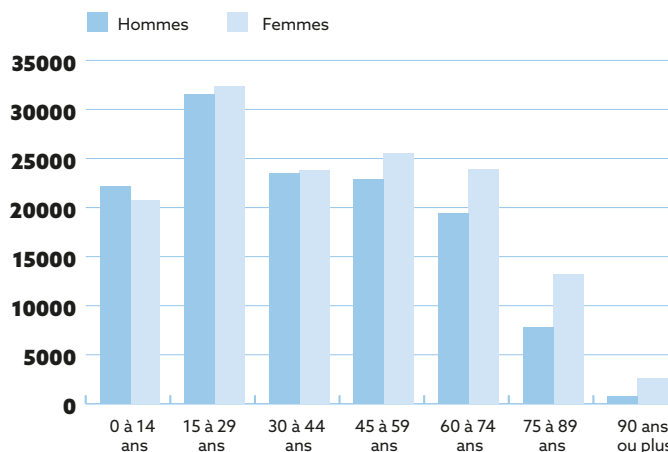
Les habitants de la Communauté urbaine sont jeunes : 40% de la population a moins de 30 ans. Par rapport à la France métropolitaine, c'est surtout la tranche d'âge 15-29 ans qui se démarque car elle représente 24% de la population communautaire contre 18% de l'ensemble de la population métropolitaine.

Cette jeunesse de la population est due au nombre important d'étudiants présents sur le territoire.

Pour les autres tranches d'âges, la population de la Communauté urbaine ne se distingue pas du reste de la France métropolitaine.

c. RÉPARTITION FEMMES / HOMMES EN 2019

	Communauté urbaine Caen la mer	
	Hommes	Femmes
Ensemble	128 152	142 103
0 à 14 ans	22 218	20 761
15 à 29 ans	31 508	32 321
30 à 44 ans	23 535	23 749
45 à 59 ans	22 888	25 573
60 à 74 ans	19 425	23 894
75 à 89 ans	7 815	13 209
90 ans ou plus	763	2 596



La population du territoire communautaire est composée de 142 103 femmes et 128 152 hommes. Il y a donc 13 951 femmes de plus que d'hommes. Jusqu'à 45 ans, la proportion femmes/hommes est équilibrée.

C'est à partir de 45 ans que le nombre de femmes est supérieur au nombre d'hommes et plus on avance dans les tranches d'âges, plus la proportion entre femmes et hommes s'agrandit.

Par exemple, entre 45 et 59 ans la population féminine est de 12% supérieure à la population masculine alors qu'entre 75 et 89 ans, il y a 69% de femmes en plus.

Ces écarts s'expliquent par une espérance de vie des femmes plus grande.

d. CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLES EN 2019

Pour la répartition de la population par catégorie socioprofessionnelle, on ne prend que la population de plus de 15 ans.

	Communauté urbaine Caen la mer		France Métropolitaine
	Nombre	%	%
Ensemble	227 264	100%	100%
Agriculteurs exploitants	416	0%	1%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	6 227	3%	4%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	21 659	10%	10%
Professions intermédiaires	32 918	15%	14%
Employés	36 413	16%	16%
Ouvriers	23 088	10%	12%
Retraités	60 120	27%	27%
Autres personnes sans activité professionnelle*	46 424	20%	17%

* étudiants, chômeurs n'ayant jamais travaillé, militaires du contingent, hommes et femmes au foyer

Un rapide coup d'œil au tableau ci-dessus indique que 47% des habitants de plus de 15 ans sont soit retraités, soit sans activité professionnelle. C'est 3% de plus que ce que l'on constate au niveau national.

Les autres personnes sans activité professionnelle comprennent :

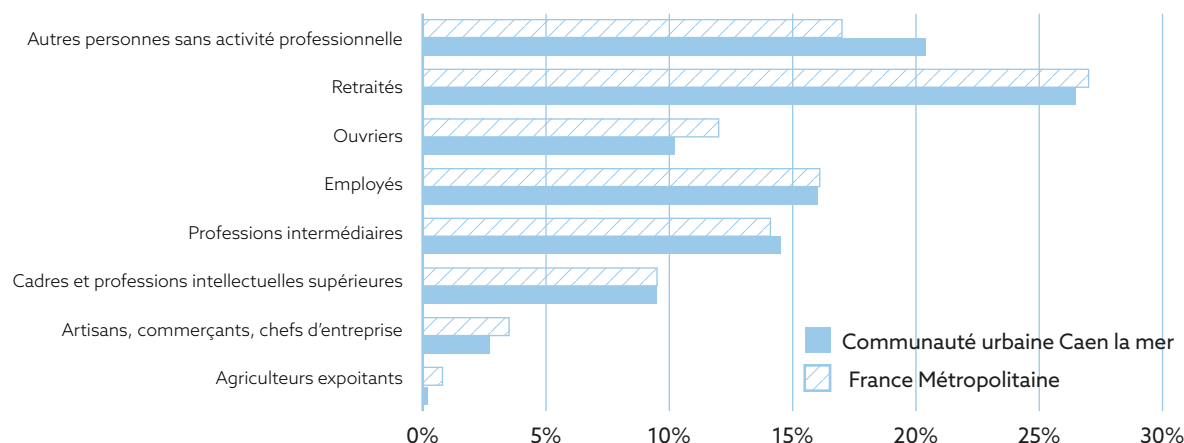
- Les étudiants et élèves de 15 ans et plus.
- Les chômeurs n'ayant jamais travaillé.
- Les militaires du contingent.
- Les personnes sans activités professionnelles exceptées les retraités (hommes et femmes au foyer...).

Le tableau ci-dessous indique la répartition de ces personnes sans activité professionnelle selon leur genre et leur âge.

	Hommes	Femmes	% de 15 à 24 ans	% de 25 à 54 ans	% 55 ans ou +
Autres personnes sans activité professionnelle	20 456	25 968	67%	11%	6%

On constate que 67% des habitants sans activité professionnelle ont moins de 25 ans. Ce chiffre explique la différence avec l'ensemble de la population française sur les personnes sans activité professionnelle. Elle est due au nombre d'étudiants présents sur le territoire et à la jeunesse de la population.

Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle



Parmi les autres catégories socioprofessionnelles, on constate que la Communauté urbaine Caen la mer compte proportionnellement moins d'ouvriers et d'agriculteurs que le reste de la population française. Le graphique permet également de visualiser que la proportion de retraités est égale qu'ailleurs en France.

e. MÉNAGES EN 2019

	Communauté urbaine Caen la mer		France Métropolitaine
	Nombre	%	%
Ensemble	130 814	100%	100%
Ménages d'une personne	58 066	44%	37%
Hommes seuls	23 788	18%	16%
Femmes seules	34 278	26%	21%
Autres ménages sans famille	3 256	2%	2%
Ménages dont famille principale est	69 492	53%	61%
Un couple sans enfant	31 133	24%	26%
Un couple avec enfant(s)	26 033	20%	25%
Une famille monoparentale	12 325	9%	10%

La Communauté urbaine Caen la mer compte 130814 ménages. La structure des ménages de la Communauté urbaine est différente de la structure des ménages français. En effet, 44% des ménages communautaire sont composés d'une seule personne contre 37% des ménages métropolitains. Et seulement 53% des ménages sont des familles, c'est-à-dire des couples avec ou sans enfants contre 61% au niveau national.

La structure des familles est sensiblement identique par rapport aux familles métropolitaines. Le tableau ci-dessous permet de comparer plus précisément la structure des familles de la Communauté urbaine par rapport aux familles françaises.

Ménages selon leur composition

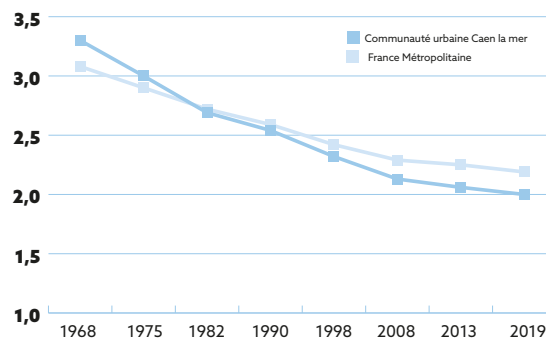
	Communauté urbaine Caen la mer		France Métropolitaine
	Nombre	%	%
Un couple sans enfant	31 133	45%	43%
Un couple avec enfant(s)	26 033	37%	41%
Une famille monoparentale	12 325	18%	16%

La proportion de couples sans enfant est légèrement supérieure sur le territoire (45% contre 43%). La proportion de familles monoparentales est également supérieure. Ces familles monoparentales sont majoritairement des femmes seules.

Comme les ménages de la Communauté urbaine Caen la mer sont à 44% composés de personnes seules et que les familles sont majoritairement, soit des couples sans enfants, soit des familles monoparentales, cela induit une taille des ménages inférieure à 2 personnes. Depuis 2013, le ménage moyen comporte 2 personnes.

C'est moins qu'au niveau national, un ménage français étant en moyenne composé de 2,2 personnes.

Evolution de la taille des ménages



Ce graphique montre l'évolution de la taille des ménages depuis 1968. C'est à partir de 1975 qu'une différence s'est faite entre les ménages de la Communauté urbaine et la moyenne des ménages français. L'écart entre les deux n'a cessé de s'accroître jusqu'en 2013. Depuis, la taille des ménages de la Communauté urbaine se stabilise autour de 1,7 personnes alors que la taille des ménages français continue de baisser doucement.



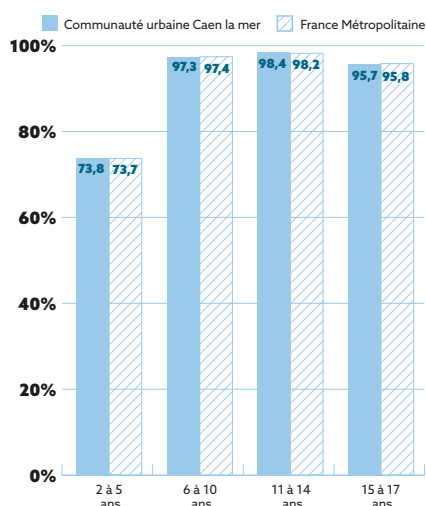
B. DIPLÔMES - FORMATIONS EN 2019

a. TAUX DE SCOLARISATION PAR TRANCHE D'ÂGE EN 2019

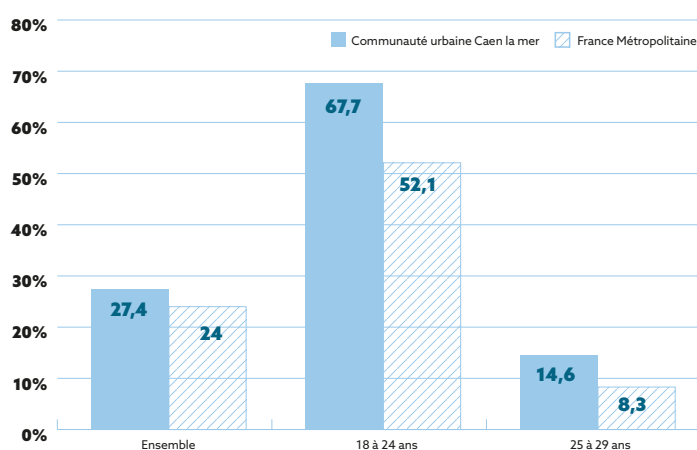
	Communauté urbaine Caen la mer			France Métropolitaine
	Ensemble	Population scolarisée	%	%
Ensemble	264 939	72 527	27,4%	24,0%
2 à 5 ans	10 965	8 094	73,8%	73,7%
6 à 10 ans	14 960	14 553	97,3%	97,4%
11 à 14 ans	11 739	11 551	98,4%	98,2%
15 à 17 ans	9 439	9 035	95,7%	95,8%
18 à 24 ans	36 350	24 622	67,7%	52,1%
25 à 29 ans	18 039	2 642	14,6%	8,3%
30 ans ou plus	163 447	2 030	1,2%	1,0%

Le taux de scolarisation de la population communautaire est de 27,4%. Il est beaucoup plus important que sur l'ensemble de la population française où le taux de scolarisation atteint 24%. La forte proportion de personnes âgés de moins de 30 ans sur le territoire (40% de la population) explique ce fort taux de scolarisation.

Toutefois, ce taux important cache des disparités entre les tranches d'âges.

Taux de scolarisation par tranche d'âge pour les mineurs

Chez les mineurs, le taux de scolarisation est quasiment le même à Caen la mer que dans le reste de la France. En maternelle, 73,8% des enfants sont scolarisés contre 73,7% au niveau national. Au lycée, le taux de scolarisation est de 95,7% contre 95,8% en France métropolitaine.

Taux de scolarisation par tranche d'âge en postbac

Le fort taux de scolarisation de la population de la Communauté urbaine s'explique par la présence de nombreux étudiants sur le territoire. 2/3 des habitants âgés entre 18 et 24 ans sont scolarisés contre seulement un peu plus de la moitié en moyenne en France.

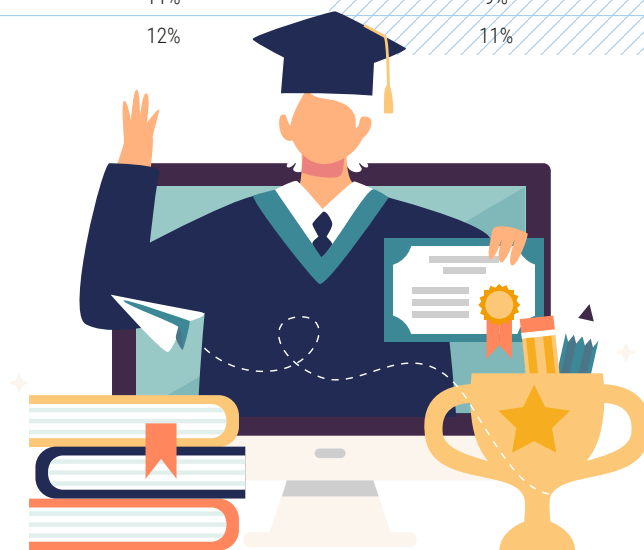
Dans la tranche d'âge 25-29 ans, on constate également un taux de scolarisation bien plus important sur le territoire communautaire que dans le reste de la France (14,6% contre 8,3% au niveau national).

B. DIPLÔME LE PLUS ÉLEVÉ DE LA POPULATION NON SCOLARISÉE DE PLUS DE 15 ANS EN 2019

Part des titulaires (en %)	Communauté urbaine Caen la mer	France Métropolitaine
Aucun diplôme ou certificat d'études primaires	20%	22%
BEPC, brevet des collèges, DNB	5%	6%
CAP, BEP ou équivalent	24%	25%
Baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent	16%	17%
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac +2	11%	11%
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac +3 ou bac +4	11%	9%
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac +5 ou plus	12%	11%

Parmi les habitants de la Communauté urbaine de plus de 15 ans qui ne sont plus scolarisés, 34% ont obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur. Cette proportion est plus élevée que la moyenne nationale car seulement 31% des français qui ne sont plus scolarisés ont obtenu un tel diplôme.

L'écart par rapport à la moyenne française se fait surtout par rapport aux diplômes de niveau bac+3 ou bac +4, car 11% de la population de Caen la mer possède un tel diplôme (9% au niveau national).



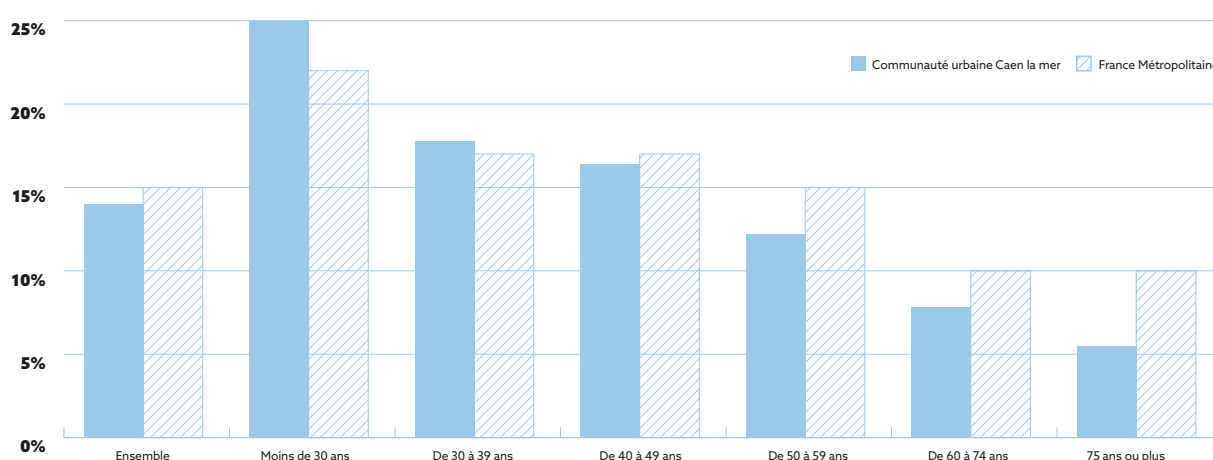
C. REVENUS ET PAUVRETÉ DES MÉNAGES EN 2019

Un individu est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté est fixé à 60 % du niveau de vie médian, soit un revenu de 1 015 € mensuel en 2018.

a. TAUX DE PAUVRETÉ PAR TRANCHE D'ÂGE DU RÉFÉRENT FISCAL EN 2019

Sur le territoire de la Communauté urbaine, le taux de pauvreté atteint 14% contre 15% au niveau national. Cela implique que 14% des habitants du territoire vivaient avec moins de 1 100€ mensuels en 2019.

On retrouve ci-dessous le taux de pauvreté par tranche d'âge du référent fiscal.



À partir de 50 ans, les habitants de la Communauté urbaine sont moins touchés par la pauvreté que la moyenne des français. En revanche, les moins de 30 ans sont plus pauvres sur le territoire qu'ailleurs en France car 25% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté contre 22% en France métropolitaine.

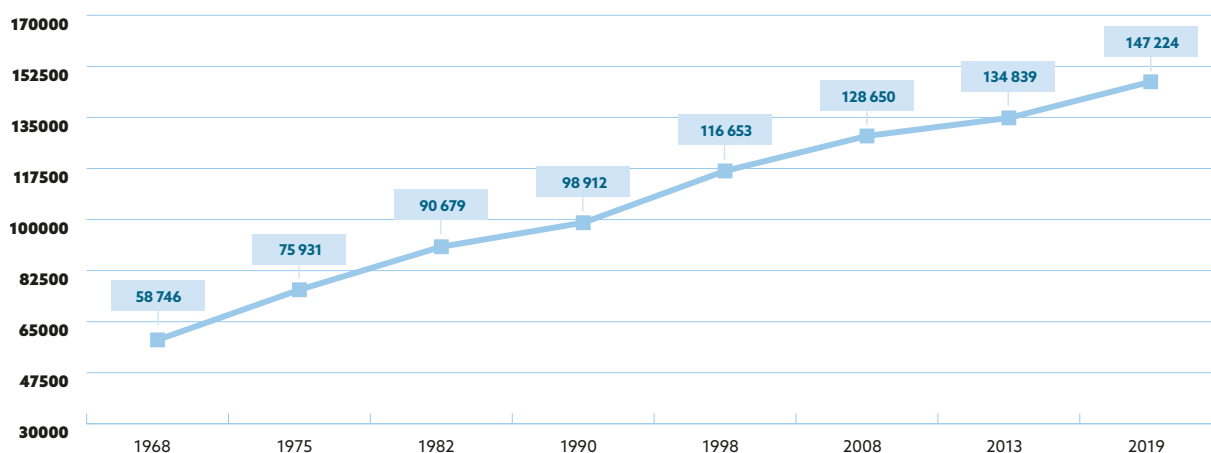
b. DISTRIBUTION DES REVENUS EN 2019

	Communauté urbaine Caen la mer	France Métropolitaine
Médiane du revenu disponible (en €)	22 000	21 730
1 ^{er} décile (en €)	11 830	11 500
9 ^e décile (en €)	38 170	39 480
Rapport interdécile	3,2	3,4

Ce tableau permet de se rendre compte de la distribution des richesses sur le territoire et du niveau des inégalités. Le revenu médian des habitants du territoire est quasiment identique à celui des Français. En revanche, la distribution des revenus est moins inégale puisque le rapport interdécile est moins élevé pour la Communauté urbaine (3.2) que pour le territoire (3.4).

D. LOGEMENT EN 2019

a. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS



Le nombre de logement n'a fait que s'accroître depuis 1968. En 50 ans, il a presque triplé, il est passé de 58 746 à 147 224, soit une hausse de 1 735 logements par an.

Cette courbe nous indique que la dynamique de construction de nouveaux logements est restée relativement stable ces cinquante dernières années. On constate toutefois un ralentissement sur la période 2008-2013 où le nombre de logements n'a augmenté que de 1 237 par an. Puis une reprise de la dynamique de construction de nouveaux logements ces dernières années (2013-2019) puisque le nombre de logements a augmenté de 2 064 par an sur la période, soit 329 logements de plus par an que la moyenne constatée ces cinquante dernières années.



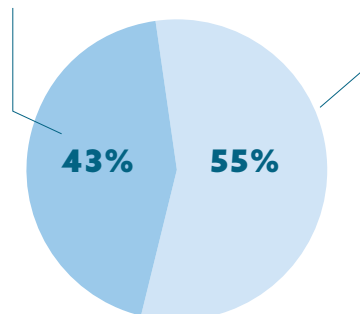
b. TYPE DE LOGEMENTS EN 2019

Communauté urbaine Caen la mer

63 426 **81 603**

Maisons

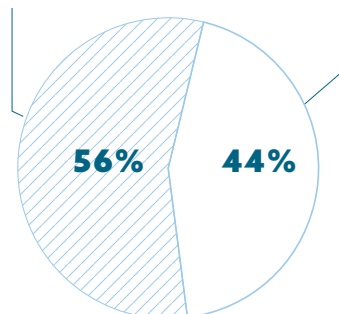
Appartements



France Métropolitaine

Maisons

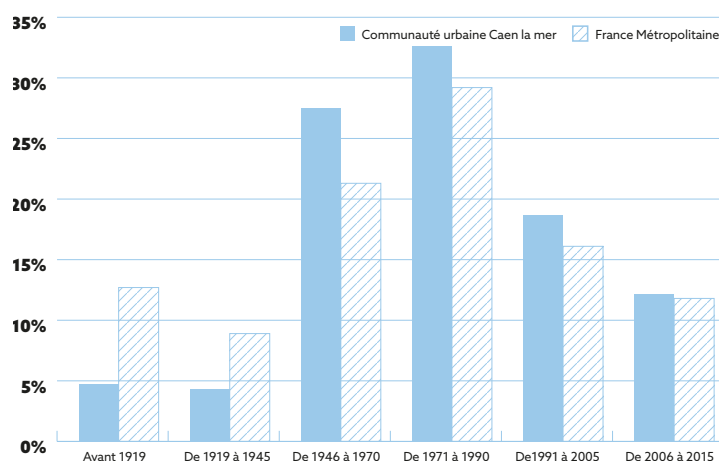
Appartements



Les logements sur le territoire communautaire sont à 55% des appartements. Cette statistique confirme le caractère urbain de la Communauté urbaine Caen la mer.

c. RÉSIDENCES PRINCIPALES

	Communauté urbaine Caen la mer		France Métropolitaine
	Nombre	%	%
Résidences principales construites avant 2016	126 918	100%	100%
Avant 1919	6 004	5%	13%
De 1919 à 1945	5 485	4%	9%
De 1946 à 1970	34 874	28%	21%
De 1971 à 1990	41 353	33%	29%
De 1991 à 2005	23 759	19%	16%
De 2006 à 2015	15 444	12%	12%



Le parc de logements du territoire comporte peu de résidences construites avant la Seconde Guerre mondiale (9%) par rapport au reste du territoire métropolitain (22%). À contrario, 28% des logements ont été construits entre 1946 et 1970 contre 21% en France métropolitaine.

Ces disparités sont dues aux dégâts très importants infligés à la Ville de Caen et son agglomération lors de la Seconde Guerre mondiale et montre les efforts déployés par les habitants pour reconstruire leurs logements à la sortie de la guerre.

On constate également que la proportion de logements construits entre 1971 et 1990 est plus importante sur le territoire communautaire qu'en France métropolitaine (33% contre 29%). Ce chiffre s'explique par la forte augmentation de la population de la Communauté urbaine sur la période. Il a été montré précédemment que la population s'était accrue de 58 000 habitants entre 1968 et 1990.

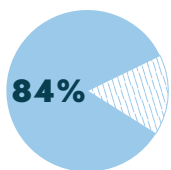
Globalement, le graphique ci-dessus montre qu'aujourd'hui les habitants de la Communauté urbaine sont logés dans des habitations plus récentes que le reste de la population française.

d. ANCIENNETÉ D'EMMÉNAGEMENT DES MÉNAGES DANS LEUR RÉSIDENCE PRINCIPALE EN 2019

Personne habitant 1 an auparavant :

225 187

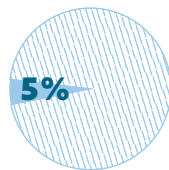
dans le même logement



France métropolitaine
89%

13 736

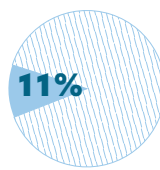
dans un autre logement
de la même commune



France métropolitaine
4%

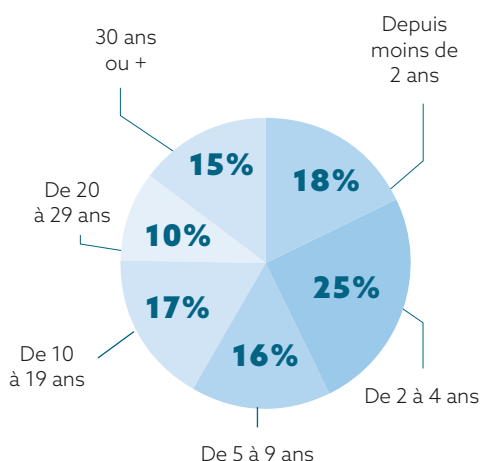
28 559

dans une autre
commune



France métropolitaine
7%

Ancienneté d'emménagement des ménages



Ces chiffres démontrent que les habitants de la Communauté urbaine Caen la mer sont plus mobiles que l'ensemble de la population française. En effet, seulement 84% de la population habitait il y a un an dans le même logement que celui qu'ils occupent aujourd'hui alors que dans le reste de la population la proportion est de 89%.

Parmi les habitants qui ont déménagé, deux tiers ont changé de commune de résidence.

Si l'on regarde à plus long terme, 41% des ménages de la Communauté urbaine occupent leur logement depuis moins de 4 ans (33% en France métropolitaine).

e. RÉPARTITION DES RÉSIDENCES PRINCIPALES SELON LE STATUT D'OCCUPATION EN 2019

	Communauté urbaine Caen la mer				France Métropolitaine	
	Nombre de ménages	%	Nombre de personnes	Ancienneté d'emménagement	%	Ancienneté d'emménagement
Ensemble	130 789	100%	261 249	12,7	100%	15,3
Propriétaire	58 090	44%	127 861	19,1	58%	20,4
Locataire	70 808	54%	129 516	7,5	40%	8,2
dont d'un logement HLM loué vide	29 654	23%	65 060	11,8	15%	12,0
Logé gratuitement	1 891	1%	3 873	8,4	2%	12,8

Les ménages communautaires sont principalement locataires de leur résidence principale et en moyenne, ils ont emménagé dans cette location depuis un peu plus de 7 ans. Cette proportion de locataires par rapport au niveau national explique en partie la forte mobilité des Caennais observée au paragraphe précédent. En effet, lorsque l'on est locataire, on reste moins longtemps dans son logement que lorsque l'on est propriétaire. Toutefois, les chiffres présentés ci-dessus démontrent que les habitants ont tendance à déménager plus souvent que la moyenne métropolitaine car les propriétaires ont 1,3 année d'ancienneté d'emménagement de moins que la moyenne des Français et les locataires 0,7 année.

f. ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE DES MÉNAGES EN 2019

	Nombre	%
Ensemble des ménages	130 789	100%
Au moins un emplacement réservé au stationnement	83 274	64%
Au moins une voiture ensemble	104 717	80%
1 voiture	66 517	51%
2 voitures ou plus	38 200	29%

80% des ménages habitant la Communauté urbaine disposent d'au moins un véhicule. En revanche le nombre de logements équipés d'au moins un emplacement réservé au stationnement est très inférieur à ce nombre puisqu'il est seulement de 64%.

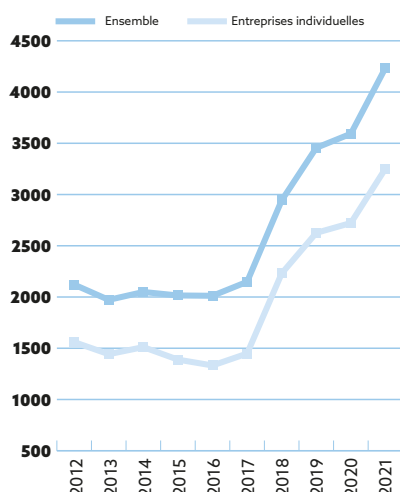
Par ailleurs, il est intéressant de noter que parmi les ménages qui ont au moins une voiture, seulement 29% des ménages ont 2 voitures ou plus.

E. DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES EN 2020

a. ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Le nombre de créations d'entreprises était stable entre 2010 et 2017. Les facilités de créations de micro-entreprises accordées par le gouvernement actuel ont permis une explosion des créations d'entreprises individuelles à partir de 2018. Cela est vrai à Caen la mer, comme dans le reste de la France.

Évolution des créations d'entreprises



Nombre d'entreprises par secteur d'activité en 2020

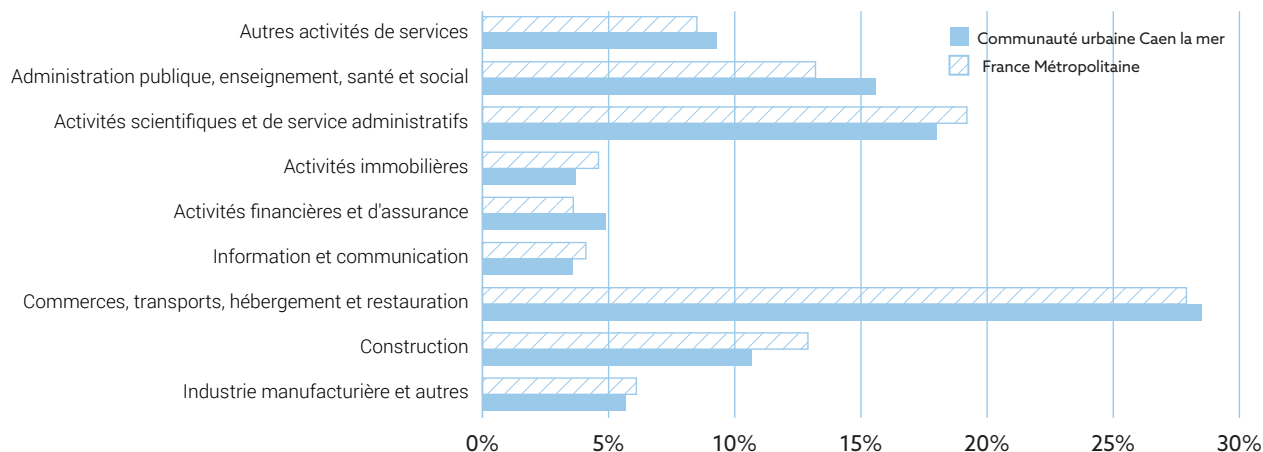
	Communauté urbaine Caen la mer		France Métropolitaine
	Nombre	%	%
Ensemble	21 066	100%	100%
Industrie manufacturière et autres	1 202	6%	6%
Construction	2 253	11%	13%
Commerces, transports, hébergement et restauration	6 013	29%	28%
Information et communication	756	4%	4%
Activités financières et d'assurance	1 024	5%	4%
Activités immobilières	788	4%	5%
Activités scientifiques et de service administratifs	3 793	18%	19%
Administration publique, enseignement, santé et social	3 288	16%	13%
Autres activités de services	1 949	9%	9%

B. NOMBRE D'ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2020

En 2020, le territoire de la Communauté urbaine Caen la mer comptait 21 066 entreprises en activité. Les secteurs d'activités les plus représentés sur le territoire sont à l'image de ce que l'on constate sur l'ensemble de la France métropolitaine. Les commerces, transports, hébergement et restauration représentent 29% du total alors que les activités scientifiques et de services administratifs et les secteurs de l'enseignement, de la santé, du social et de l'administration publique représentent respectivement 18% et 16% des entreprises du territoire.

La répartition des entreprises par secteurs d'activités est quasiment identique entre la Communauté urbaine et le reste de la France métropolitaine. La Communauté urbaine se distingue tout de même par une moindre représentation du secteur de la construction et une surreprésentation des entreprises des secteurs de l'enseignement, de la santé, du social et de l'administration publique.

Entreprises par secteur d'activité



F. POPULATION ACTIVE, EMPLOIS ET CHÔMAGE AU SENS DU RECENSEMENT

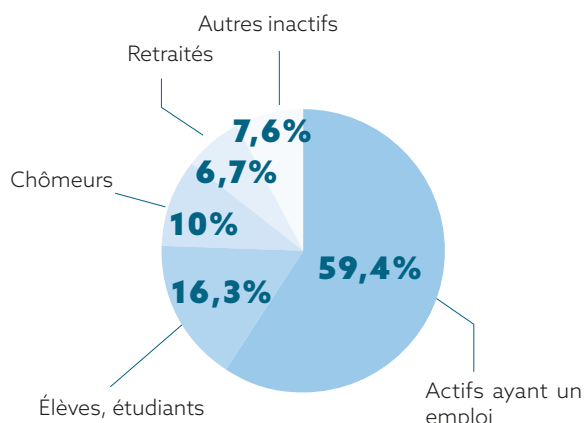
Les données suivantes sont issues du recensement de la population, elles dépendent donc des déclarations effectuées par les citoyens eux-mêmes. Par conséquent, les chiffres peuvent varier notamment sur la proportion de chômeurs.

Les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes de 15 ans ou plus qui se sont déclarées chômeurs. En revanche, pour le Bureau International du Travail (BIT), être sans emploi signifie ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence. Ainsi, un chômeur au sens du recensement peut ne pas être un chômeur au sens du BIT car une personne ayant travaillé un petit peu se considérera sûrement au chômage si elle est par exemple activement à la recherche d'un autre emploi à temps plein.

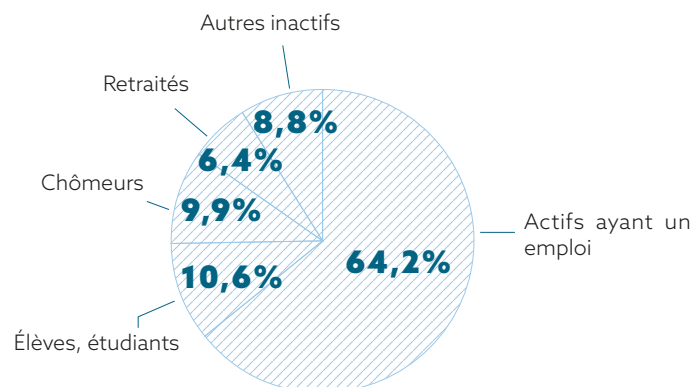


a. POPULATION DE 15 À 64 ANS PAR TYPE D'ACTIVITÉ EN 2020

Communauté urbaine Caen la mer



France Métropolitaine



La Communauté urbaine compte seulement 57,3% d'actifs ayant un emploi parmi sa population âgée de 15 à 64 ans (contre 64,2% de la population française). À contrario, la proportion d'élèves et d'étudiants atteint 16,3% sur le territoire contre 10,6% en France. Mis ensemble, ces deux chiffres sont quasiment identiques à Caen la mer et dans l'ensemble de la France métropolitaine (75,7% contre 74.8%).

b. EMPLOIS, ACTIVITÉ ET CHÔMAGE AU SENS DU RECENSEMENT EN 2019

	Communauté urbaine Caen la mer	% de la population totale
Population de 15 à 64 ans	175 898	65%
Nombres d'actifs résidant à Caen la mer	122 536	45%
Actifs ayant un emploi résidant à Caen la mer	104 982	39%
Nombre de chômeurs	17 604	Tx de chômage : 14,4%
Nombre d'emplois sur le territoire de la CU	144 117	S.O.
Indicateur de concentration d'emploi	137	S.O.

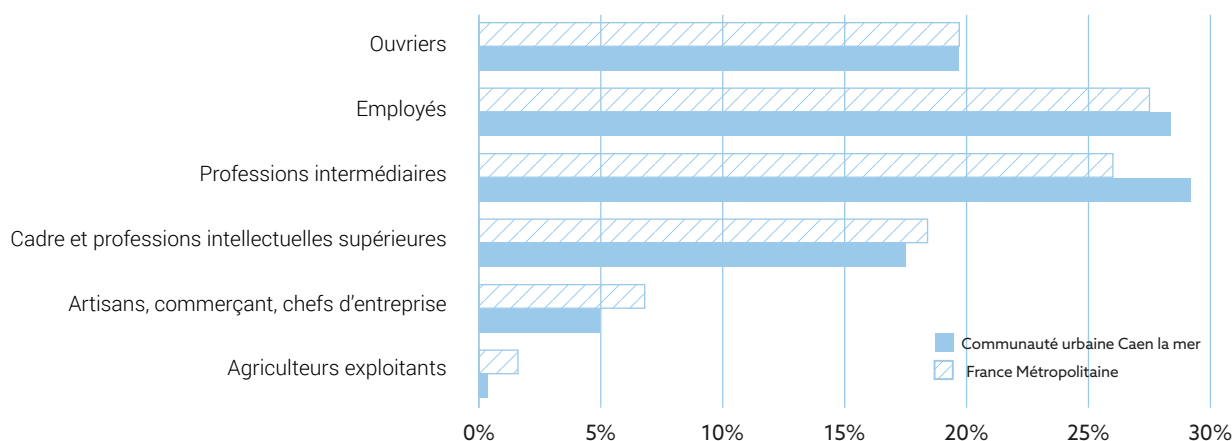
Le nombre d'actifs comprend les résidents ayant un emploi et ceux étant au chômage. Ces actifs correspondent à 45% de la totalité de la population de la Communauté urbaine. Leur nombre s'élève à 122 536.

Le nombre d'emploi sur le territoire de la Communauté urbaine est de 144 117. **L'indicateur de concentration d'emploi signifie qu'il existe 137 emplois sur le territoire pour 100 actifs résidant au sein de la Communauté urbaine.**

c. EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE EN 2019

	Communauté urbaine Caen la mer		France Métropolitaine
	Nombre	%	%
Ensemble	144 117	100%	100%
Agriculteurs exploitants	508	0%	2%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	7 120	5%	7%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	25 219	17%	18%
Professions intermédiaires	42 044	29%	26%
Employés	40 880	28%	28%
Ouvriers	28 345	20%	20%

Emplois par catégorie socioprofessionnelle

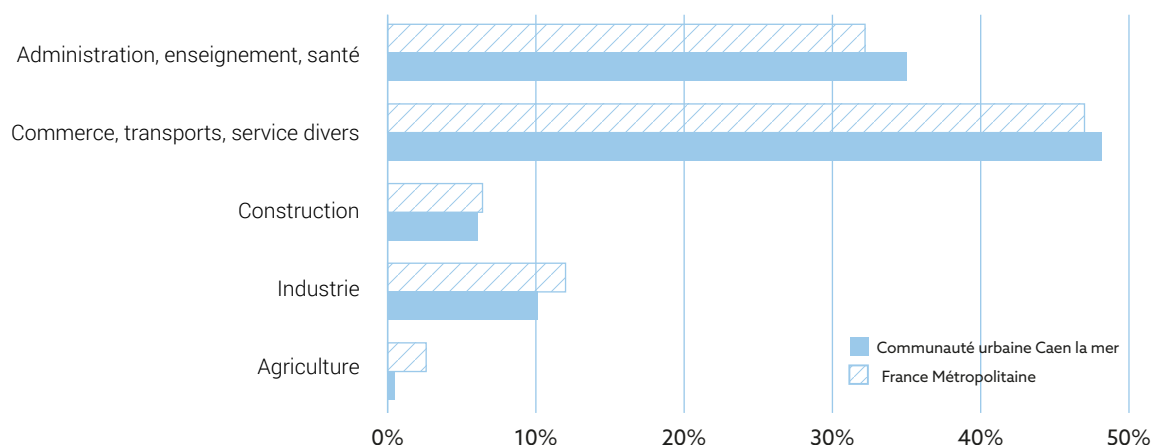


Les emplois sont relativement identiques à Caen la mer et dans le reste de la France métropolitaine. On constate seulement un peu moins d'artisans, commerçants et de chefs d'entreprises remplacés par des personnes exerçant des professions intermédiaires. Cette catégorie regroupe des travailleurs occupant une position intermédiaire entre les cadres et les agents d'exécution mais aussi les travailleurs des secteurs de l'enseignement, de la santé et du social.

d. EMPLOIS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2019

	Communauté urbaine Caen la mer		France Métropolitaine
	Nombre	%	%
Ensemble	144 117	100%	100%
Agriculture	742	1%	3%
Industrie	14 640	10%	12%
Construction	8 804	6%	6%
Commerce, transports, services divers	69 440	48%	47%
Administration, enseignement, santé	50 491	35%	32%

Emplois par secteur d'activité



La répartition des emplois par secteur d'activité montre que presque la moitié des emplois de Caen la mer concerne les secteurs du commerce, transports et autres services divers. Ce chiffre concorde avec le nombre d'entreprises de ce secteur sur le territoire.

C'est en revanche sur les secteurs de l'administration, de l'enseignement et de la santé que le territoire de Caen la mer se distingue par rapport au niveau national avec 35% des emplois sur ce secteur d'activité (contre 32% en France métropolitaine).

Par contre, les secteurs de l'agriculture et de l'industrie sont sous-représentés.

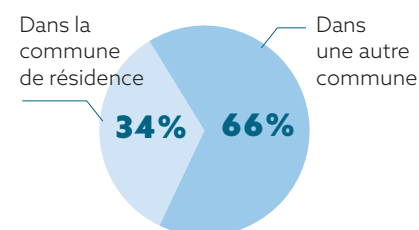
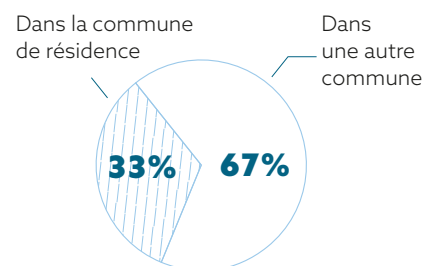


e. STATUT ET CONDITION D'EMPLOI EN 2019

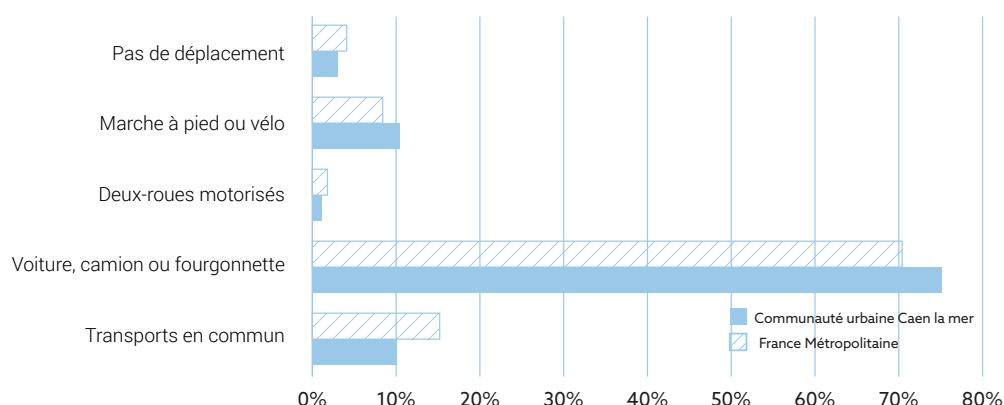
	Communauté urbaine Caen la mer	France Métropolitaine
	%	%
Ensemble	100%	100%
Salariés	90%	87%
CDI et titulaires de la fonction publique	74%	73%
CDD	10%	9%
Intérim	2%	2%
Emplois aidés	1%	1%
Apprentissage - Stage	3%	2%
Non Saliés	10%	13%
Indépendants	6%	8%
Employeurs	4%	5%
Aides familiaux	0%	0%

Sur 100 actifs de la Communauté urbaine ayant un emploi, 90 sont salariés. Cela représente 3 points de plus que ce que l'on constate sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Les actifs du territoire sont donc moins souvent indépendants ou employeurs que la moyenne des actifs métropolitains. En revanche, ils sont plus souvent titulaires de la fonction publique, en CDI ou en CDD.

f. LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS DE CAEN LA MER EN 2019**Lieu de travail des actifs métropolitains**

Le lieu de travail des actifs du territoire de la Communauté urbaine est identique à celui des autres actifs français. Au 2/3, les actifs de Caen la mer travaillent dans une autre commune que leur commune de résidence.

g. MOYENS DE TRANSPORTS UTILISÉS POUR SE RENDRE AU TRAVAIL EN 2019

Les habitants de la Communauté urbaine sont moins adeptes des transports en commun que le reste de la France métropolitaine. Seuls 10% des actifs utilisent ce moyen de transports pour se rendre au travail contre 15% au niveau national. Ils plébiscitent en revanche l'utilisation de la voiture à 75% (contre 70% au niveau national).

La marche à pied et le vélo sont choisis à 11% par les habitants. C'est 3 points de plus qu'au niveau métropolitain.



L'ÉQUIPE COMMUNAUTAIRE

LE PRÉSIDENT



JOËL BRUNEAU

Maire et Président de la Communauté urbaine
Commune de l'élu : Caen

LES VICES-PRÉSIDENTS



RODOLPHE THOMAS

Maire et 1^{er} vice-président
en charge de l'Emploi,
de l'Économie sociale et solidaire
et de la Politique de la Ville
Commune de l'élu : Hérouville Saint-Clair



HÉLÈNE BURGAT

Maire et 2^e vice-présidente
en charge de la Transition écologique
Commune de l'élu : Mondeville



PHILIPPE JOUIN

Maire et 3^e vice-président
en charge de l'Administration générale
et des Ressources Humaines
Commune de l'élu : Soliers



MICHEL PATARD-LEGENDRE

Maire et 4^e vice-président
en charge de l'Habitat
et des Gens du voyage
Commune de l'élu : Ifs



MICHEL LAFONT

Maire et 5^e vice-président
en charge du PLUi et
de l'Urbanisme réglementaire
Commune de l'élu : Thue-et-Mue



ROMAIN BAIL

Maire et 6^e vice-président en charge
des Ports, du Littoral et du Tourisme
Commune de l'élu :
Ouistreham Riva-Bella



FLORENCE BOUCHARD

Maire et 7^e vice-présidente
en charge de la Solidarité territoriale
Commune de l'élu : Castine-en-Plaine



MARC POTTIER

Maire et 8^e vice-président
en charge de la Culture
Commune de l'élu : Colombelles



PATRICK LECAPLAIN

Maire et 9^e vice-président
en charge de l'Espace Public
Commune de l'élu :
Bretteville-sur-Odon



JEAN-MARIE GUILLEMIN

Maire et 10^e vice-président
en charge du Cycle de l'eau
(GEMAPI et digues)
Commune de l'élu : Cormelles-le-Royal



DOMINIQUE GOUTTE

11^e vice-président en charge du Développement économique, des zones d'activités économiques, de la recherche et de l'enseignement supérieur
Commune de l'élu : Caen



MARC LECERF

Maire et 12^e vice-président en charge de l'Environnement, des Energies, de la Collecte et de la Valorisation des déchets
Commune de l'élu : Fleury-sur-Orne



NICOLAS JOYAU

13^e vice-président en charge des Mobilités
Commune de l'élu : Caen



FRANCK GUÉGUÉNIAT

Maire et 14^e vice-président en charge de la Communication, de l'Attractivité du territoire et du Numérique
Commune de l'élu : Épron



EMMANUEL RENARD

15^e vice-président en charge de l'Aménagement de l'espace, des zones d'aménagement concerté et foncier
Commune de l'élu : Caen

LES RAPPORTEURS GÉNÉRAUX



ARISTIDE OLIVIER

Rapporteur général en charge des Sports et des Finances
Commune de l'élu : Caen



BÉATRICE TURBATTE

Rapporteur général en charge de la Politique Contractuelle et des Services communs
Commune de l'élu : Rosel

LES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES

AUTHIE



OLIVIER
SIMAR

BÉNOUVILLE



CLÉMENTINE
LE MARREC

BIÉVILLE-BEUVILLE



CHRISTIAN
CHAUVOIS

BLAINVILLE-SUR-ORNE



LIONEL MARIE




































MARIE-CHANTAL
REFFUVEILLE

BOURGÉBUS



SÉBASTIEN
FRANÇOIS

CAEN

	AMANDINE FRANÇOIS- GOGILLON		SOPHIE SIMONNET		LUDWIG WILLAUME
	SONIA DE LA PROVÔTÉ		GÉRARD HURELLE		NICOLAS ESCACH
	NATHALIE BOURHIS		MARC MILLET		PATRICK JEANNENEZ
	CÉCILE COTTENCEAU		DOMINIQUE DUVAL		ÉMILIE ROCHEFORT
	GABIN MAUGARD		VÉRONIQUE DEBELLE		AGNÈS MARREUX
	RUDY NIEWIADOMSKI		BRIGITTE BARILLON		THÉOPHILE KANZA MIA DIYEKA
	JACQUELINE MARTIN		MICHEL LE LAN		GINETTE BERNIÈRE
	BÉATRICE GUIGUES		PASCAL PIMONT		LYNDA LAHALLE
	BRUNO COUTANCEAU		VIRGINIE CRONIER		VIRGINIE AVICE
	CAMILLE BROU-VERNET		RUDY L'ORPHELIN		ALEXANDRA BELDJOUDI
	FRANCIS JOLY		BÉATRICE HOVNANIAN		XAVIER LE COUTOUR



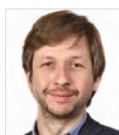
**CÉLINE
PAIN**



**GILLES
DÉTERVILLE**



**ANNIE
ANNE**



**AURÉLIEN
GUIDI**

CAIRON



**DOMINIQUE
ROUZIC**

CAMBES EN PLAINE



**ÉLISABETH
HOLLER**

CARPIQUET



**PASCAL
SÉRARD**

COLLEVILLE-MONTGOMERY



**FRÉDÉRIC
LOINARD**

COLOMBELLES



**NADINE
LEFEVRE-
PROKOP**

CORMELLES-LE-ROYAL



**PASCALE
BOURSIN**

CUVERVILLE



**CATHERINE
AUBERT**

DÉMOUVILLE



**LUDOVIC
ROBERT**

ÉTERVILLE



**THIERRY
SAINT**

FLEURY-SUR-ORNE



**MARIA
LEBAS**

GIBERVILLE



**DAMIEN
DE WINTER**



**SARA
ROUZIÈRE**

GRENTHEVILLE



**MAGALI
HUE**

HERMANVILLE-SUR-MER



**PIERRE
SCHMIT**

REÇU EN PREFECTURE

le 20/06/2023

Application agréée E-legalite.com

21_RP-014-2114 04884-2023 0612-AP2023 0612_

HÉROUVILLE SAINT-CLAIR



**LAURENT
MATA**



**AGNÈS
DOLHEM**



**GHISLAINE
RIBALTA**



**ERWANN
BERNET**



**BAYA
MOUNKAR**



**JÉRÔME
LANGLOIS**



**SYLVIE
MOUTIERS**



**VINCENT
LOUVET**

IFS



**ÉLODIE
CAPLIER**



**THIERRY
RENOUF**



**JEAN-PAUL
GAUCHARD**

LE CASTELLET

LE FRESNE-CAMILLY

LION-SUR-MER



**PATRICK
LESELLIER**



**JACQUES
LANDEMAINE**



**DOMINIQUE
RÉGEARD**

LOUVIGNY

MATHIEU



**PATRICK
LEDOUX**



**PHILIPPE
MARS**

MONDEVILLE



**MICKAËL
MARIE**



**SERGE
RICCI**



**MARYLINE
LELÉGARD-
ESCOLIVET**

MOUEN

OUISTREHAM RIVA-BELLA



**BENOÎT
LERÉVÉREND**



**ISABELLE
MULLER
DE SCHONGOR**



**RAPHAËL
CHAUVOIS**

PÉRIERS-SUR-LE-DAN



**RAYMOND
PICARD**

ROTS



**MICHEL
BOURGUIGNON**

SAINT-ANDRÉ-SUR-ORNE



**CHRISTIAN
DELBRUEL**

SAINT-AUBIN-D'ARQUENAY



**BERTIN
GEORGE**

SAINT-CONTEST



**JEAN-MARC
PHILIPPE**

ST-GERMAIN-LA-BLANCHE-HERBE



**STÉPHANE
LE HELLEY**

SAINT-MANVIEU-NORREY



**FABRICE
DEROO**

SANNERVILLE



**MARTIAL
BORDAIS**

THAON



**RICHARD
MAURY**

THUE-ET-MUE



**NELLY
LAVILLE**

TOURVILLE-SUR-ODON



**DIDIER
BOULEY**

TROARN



**CHRISTIAN
LE BAS**

VERSION



**NATHALIE
DONATIN**

VILLONS-LES-BUISSONS



**YVES
RÉGNIER**

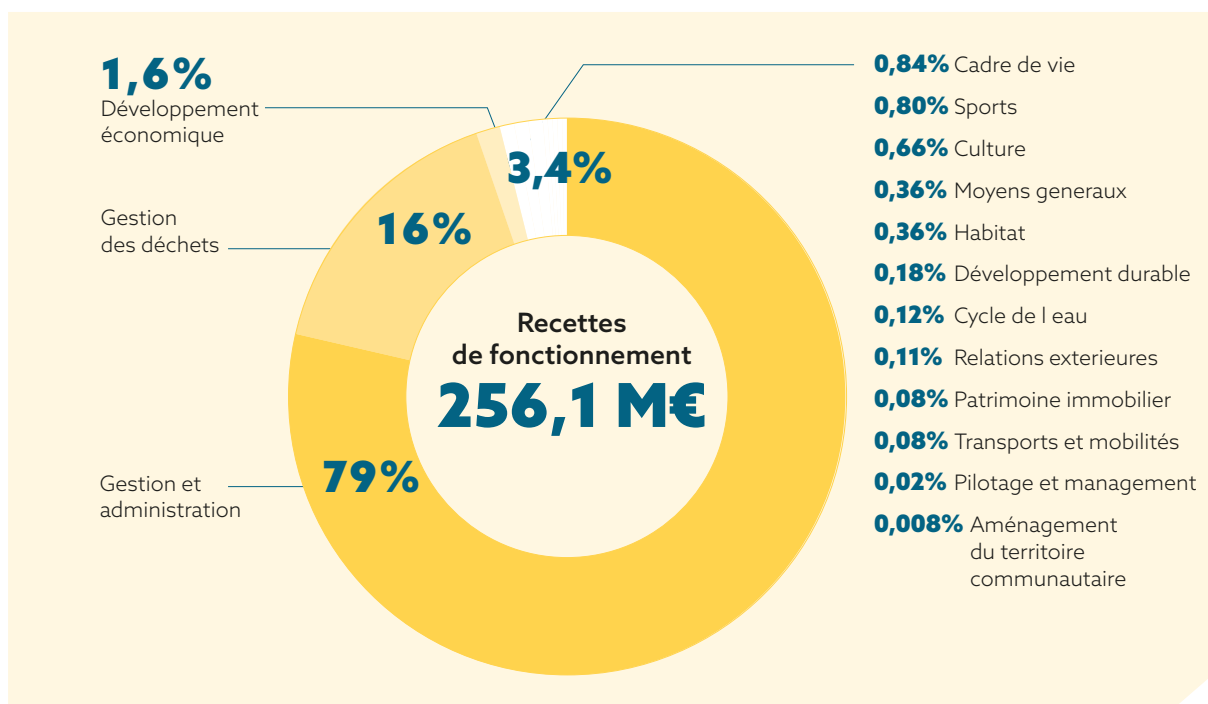
Communauté urbaine CAEN LA MER



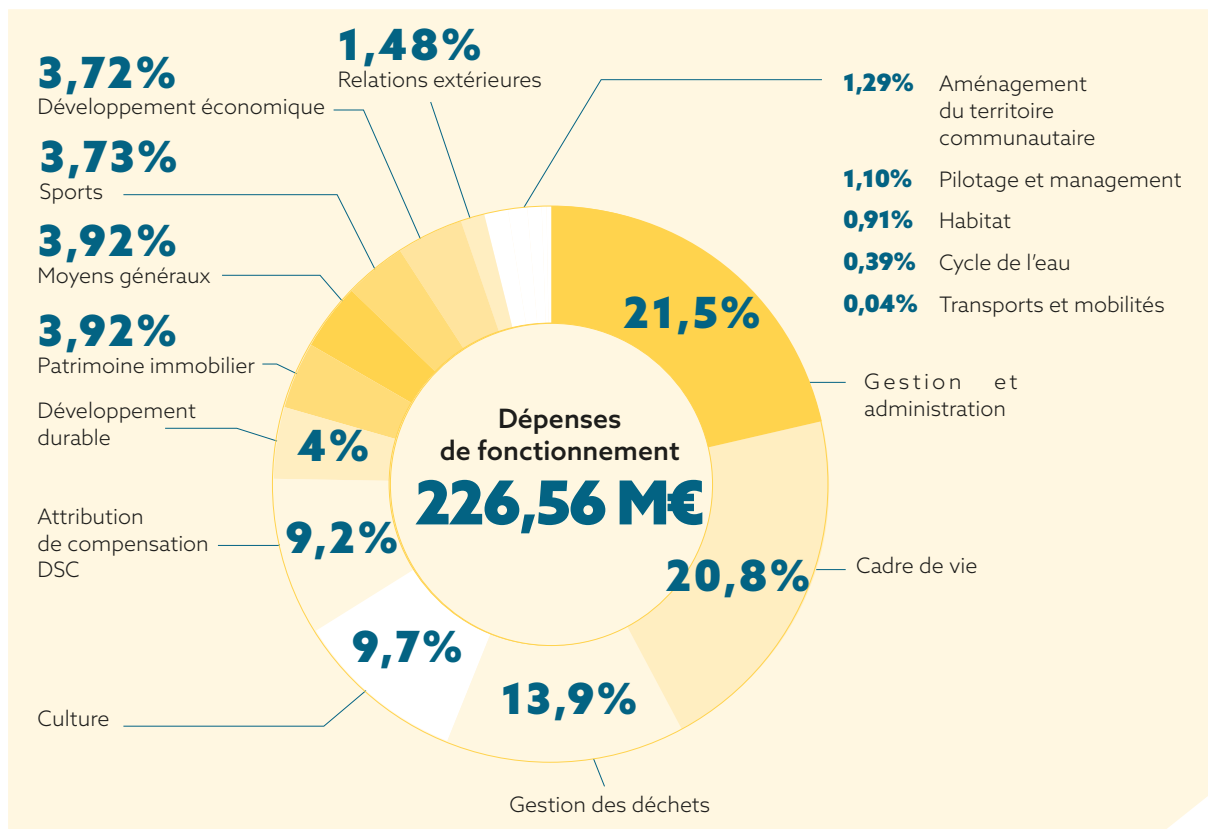
ORGANIGRAMME GENERAL DES SERVICES



D'OÙ VIENT L'ARGENT ?



OÙ VA L'ARGENT ?



* LE SAVIEZ-VOUS ?

L'attribution de compensation est un transfert financier entre la Ville de Caen et la Communauté urbaine Caen la mer. Cette attribution de compensation est un solde. C'est la différence entre la fiscalité (ressources) et les dépenses (charges) transférées. Son montant est figé tant qu'il n'y a pas de transfert de nouvelles compétences vers la Communauté urbaine.

CAEN LA MER INVESTIT POUR VOTRE FUTUR

2,02%

Patrimoine
immobilier

Habitat

Gestion des déchets

Aménagement
du territoire
communautaire

Développement
économique

2,01%

Moyens
généraux

1,27%

Cycle de l'eau

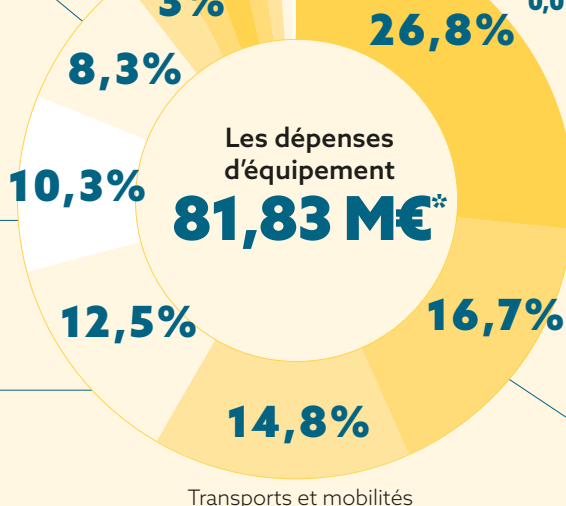
1,03%

Développement durable

1% Culture

0,04% Gestion et administration

0,01% Relations Extérieures



* Uniquement les dépenses votées sur autorisation de programme (voir page 68)

PALMARÈS DES PRINCIPALES DÉPENSES PRÉVUES POUR 2023



En millions d'euros

Le cadre

BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

Cette partie permet de mieux comprendre le cadre dans lequel s'insère la préparation du budget de la Communauté urbaine, comment s'organise la planification financière et avec quelles contraintes.

1. LA PLANIFICATION FINANCIÈRE

L'ENJEU

L'enjeu pour les élus communautaires est d'assurer une gestion financière efficiente permettant de garantir les équilibres budgétaires à long terme et une allocation performante de nos ressources. La mise en œuvre méthodologique de cet enjeu crucial est la mission première de la direction des finances. Elle travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des directions de la Communauté urbaine pour partager la bonne réalisation de cet objectif.

LA MÉTHODE

Le cadre budgétaire et financier de la Communauté urbaine s'inscrit dans une triple temporalité : long terme, moyen terme et annuelle.

Même si la seule obligation légale définie par les textes considère l'annualité du processus budgétaire, il est évident que les bonnes pratiques financières exigent de travailler dans un cadre pluriannuel. Pour ce faire, la Communauté urbaine réalise différents documents cadres qui lui permettent de planifier ses budgets et notamment de veiller au respect des règles budgétaires sur le long terme.

LE CADRE GÉNÉRAL DE LA PLANIFICATION





1.1 LA PLANIFICATION FINANCIÈRE DE LONG TERME

Selon le souhait des élus, la direction des finances met en œuvre un certain nombre d'outils pour suivre efficacement la planification financière de long terme, notamment les investissements programmés sur le mandat, et assurer un équilibre sain de ses finances.

Cette planification stratégique s'inscrit généralement sur 6 ans. Elle repose sur 4 grands documents cadres.

LE PLAN DE MANDAT

Un plan de mandat est un document de référence qui priorise les engagements des nouveaux élus et les décline en projets concrets.

Il synthétise et simplifie la lecture des différentes politiques publiques menées. Il propose ainsi d'appréhender la diversité et la complexité des missions publiques assumées. C'est un appui à l'établissement d'un projet d'administration.

LE PROJET D'ADMINISTRATION

Le projet d'administration reprend à son compte le plan de mandat tel qu'il a été défini par les élus communautaires. Il est la traduction des objectifs stratégiques et des projets souhaités par les élus.

Le projet d'administration sert de support pour construire les projets des directions pour les années à venir. Les projets de directions sont élaborés pour une durée identique à celle du plan de mandat. Ils sont révisés régulièrement pour s'assurer du bon alignement stratégique des plans d'actions de chacune des directions. Son suivi étant continu, les projets de directions peuvent être revus et ajustés tous les ans pour assurer une amélioration des actions produites par la collectivité.

LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

La mise en œuvre d'une prospective financière est un préalable indispensable à la structuration de tout suivi budgétaire efficace. Une prospective financière se distingue par son niveau « macro ». Elle a pour objectif de poser de grandes hypothèses sur les principales masses du budget de la collectivité et de tenir compte des orientations politiques sur les sujets financiers, notamment au travers de différents ratios de gestion (endettement, épargne brute, investissement...). De cette prospective financière, qui s'établit sur la durée d'un mandat (6 ans) se dégagent les capacités futures de la collectivité à porter ses investissements permettant ainsi d'identifier le respect des contraintes de gestion sur le long terme (ratios de pilotage) et des contraintes légales (équilibre budgétaire). Ces points sont développés dans la partie intitulée « organisation budgétaire ».

LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Le montant des investissements possibles pendant la durée du mandat (6 ans) est ainsi défini par l'établissement de la prospective financière qui est le document cadre de long terme pour les élus et la direction financière.

Le plan pluriannuel des investissements (PPI) est quant à lui un document permettant d'affiner le choix des investissements retenus et de calibrer leur exécution sur la durée du mandat. En ce sens, le PPI est un détail du montant des investissements prévus dans le cadre de la prospective financière.

Le PPI peut également s'analyser comme un plafond maximal d'engagement à l'échelle du mandat. Il est révisé régulièrement en fonction du contexte macroéconomique et local.

L'inscription des dépenses dans les budgets annuels sera faite en fonction des choix politiques annuels, notamment définis à partir des éléments suivants :

- Niveaux d'épargne issus de la section de fonctionnement.
- Niveaux de subvention sur les projets.
- Urgences.
- Évolution du montage des projets.
- Coût de l'endettement.

La prospective financière et le PPI sont donc bien deux outils dynamiques, vivants, dans le sens où ils s'adaptent sans cesse aux évolutions macro (croissance, Loi de Finances votée par l'État...) et micro (progression des recettes fiscales, estimation des travaux...). Ils font l'objet de mises à jour régulières à chaque fois que le contexte l'exige.

Le PPI est en cours d'élaboration et sera présenté ultérieurement.

1.2 LA PLANIFICATION À MOYEN TERME

Au-delà de la planification à long terme, les collectivités peuvent utilement mettre en œuvre des outils de pilotage leur permettant de faire l'intermédiaire entre la planification de long terme (prospective et PPI) et le budget annuel.

Le budget à moyen terme et la programmation pluriannuelle de fonctionnement permettent de faire le lien entre une vision longue et une vision courte. Il permet aux directions d'avoir une visibilité sur une durée supérieure à un an, rendant le pilotage plus aisé que ce soit dans une perspective de déploiement de nouveaux projets nécessitant des crédits pluriannuels ou dans une perspective d'économies budgétaires qui réclame du temps dans la mise en œuvre.

De telles pratiques sont en cours de réflexion et seront probablement déployées sur le mandat. Elles permettront aux directions de la collectivité de parfaire leurs outils de pilotage et de gestion.

1.3 LE CADRE BUDGÉTAIRE ANNUEL

Un projet de règlement financier plus détaillé est en cours d'élaboration.

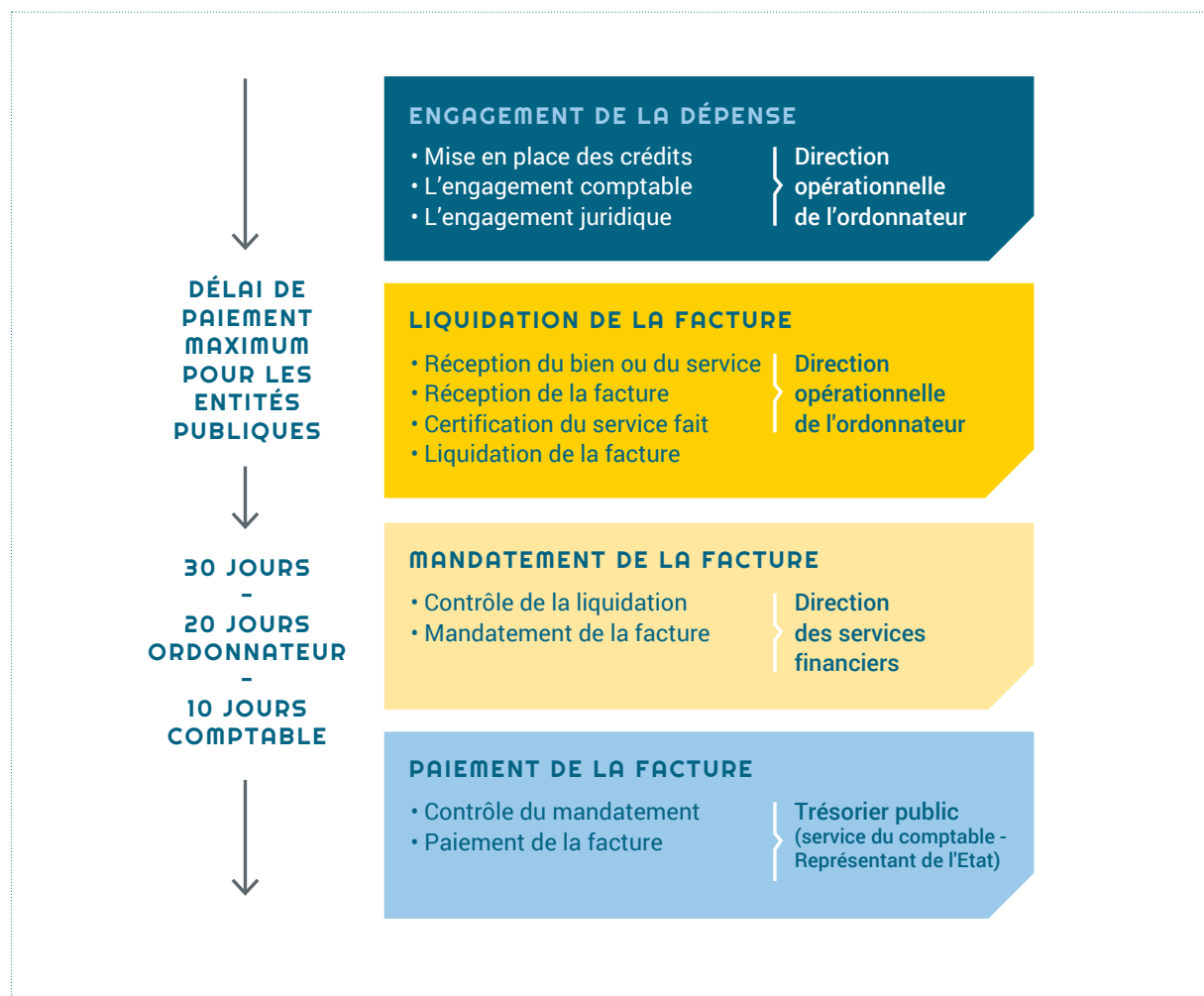


2. L'ORGANISATION BUDGÉTAIRE

LA SÉPARATION ORDONNATEUR/COMPTABLE

L'ordonnateur (le Président) est la personne qui décide de l'opportunité de la dépense, dans la limite des budgets votés en assemblée délibérante, alors que le comptable (fonctionnaire de l'État) est la personne qui paye la dépense après divers contrôles. Ci-dessous un schéma permettant d'appréhender l'organisation comptable (chaîne comptable).

Sans entrer dans le détail des responsabilités et limites incombant à chacune des parties, il faut savoir que la comptabilité tenue par l'ordonnateur est une comptabilité en « partie simple », ce qui signifie que seuls certains comptes sont mouvementés (1, 2, 6, 7). Les comptes de tiers et de trésorerie sont tenus par le seul comptable. Notons que le plan de comptes normalisé utilisé par les collectivités territoriales s'inspire largement du plan comptable général de 1982, il y a donc assez peu de différences avec le privé. En ce qui concerne la Communauté urbaine, c'est le plan de compte associé à l'instruction comptable M57 qui est utilisé depuis le 1^{er} janvier 2017.



2.1 LES PRINCIPES BUDGÉTAIRES

Le budget est l'acte par lequel l'autorité locale prévoit et autorise les recettes et dépenses de la collectivité pour une année. Il est préparé par l'exécutif local et approuvé par l'assemblée délibérante de la collectivité. Le budget est un acte politique car c'est une traduction financière et comptable des choix politiques de gestion. Le budget est un acte de prévision. En fonction de la situation passée et des événements prévisibles pour l'année à venir, il évalue les dépenses et les recettes de l'année à venir. Mais le budget est aussi un acte juridique d'autorisation. Sans cet acte, une collectivité ne peut faire aucune dépense.

Acte de prévision et d'autorisation, le budget a un caractère limitatif en ce qui concerne les dépenses et évaluatif en ce qui concerne les recettes.

Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'exécution par l'assemblée délibérante.

Le vote et l'exécution du budget de l'ensemble des collectivités territoriales sont encadrés par un corpus législatif et réglementaire. Le contrôle de légalité effectué par les services de l'État décentralisé (préfecture), veille au respect de ces règles et a le pouvoir d'invalider les documents budgétaires soumis à son approbation qui seraient non conformes aux textes.

La présentation du budget des collectivités doit respecter différents principes budgétaires. Ces principes sont issus du droit budgétaire classique. Pour les collectivités territoriales, les principes budgétaires sont au nombre de 6. Deux principes budgétaires régissent les règles de présentation des budgets locaux (unité, universalité). Quatre principes régissent les règles d'adoption des budgets locaux (antériorité, annualité, équilibre et spécialité). D'autres principes budgétaires complètent ces 6 principes fondamentaux (sincérité, prudence...). Le respect de ce cadre et de ces principes budgétaires fait l'objet d'une surveillance rigoureuse du préfet et des Chambres régionales des comptes (CRC).

Chacun de ces principes accepte des dérogations qui seront précisées dans le règlement budgétaire et financier.

L'UNITÉ BUDGÉTAIRE

Le principe d'unité budgétaire est le principe selon lequel les dépenses et les recettes doivent figurer dans un seul document, mais ce document doit retracer toutes les dépenses et les recettes de façon séparée et détaillée, chacune d'entre elles y figurant pour son montant intégral.

L'exigence d'un budget présenté avec la totalité des recettes et des dépenses exprime l'impossibilité de réaliser des compensations entre ces deux natures d'opérations de sorte que le document budgétaire permet d'avoir une vue complète des opérations comptables de la collectivité.

L'exigence de transparence de l'ensemble des opérations financières réalisées par une administration publique guide ce principe et donne la possibilité d'un contrôle exhaustif de la part des services préfectoraux mais également de l'ensemble des citoyens.

L'UNIVERSALITÉ BUDGÉTAIRE

Le principe d'universalité budgétaire revêt une double acception. C'est un principe de non contraction/non compensation des dépenses et des recettes mais c'est aussi un principe de non affectation des recettes aux dépenses. Le premier exige que les dépenses et les recettes soient inscrites et exécutées pour leur montant brut. C'est pourquoi cette règle est aussi appelée la « règle du produit brut ». Les dépenses et les recettes sont donc inscrites sans contraction entre elles (hormis le cas particulier lié aux avoirs sur factures). Le second interdit qu'une recette autorisée par le budget soit affectée à une dépense budgétaire prédéterminée. Toute recette a vocation à financer n'importe quelle dépense (l'ensemble des recettes couvre l'ensemble des dépenses).

L'ANTÉRIORITÉ

La règle de l'antériorité découle de la combinaison du principe de l'annualité et de la définition du budget comme acte d'autorisation. Elle signifie que le vote du budget doit intervenir avant le début de l'exercice qu'il concerne. Concrètement, l'établissement et le vote du budget doit intervenir avant la période d'exécution, donc avant le 1^{er} janvier. Cependant, la réglementation prévoit qu'un budget peut être voté jusqu'au 15 avril de l'année en cours et lors d'une année de renouvellement des organes délibérants, avant le 30 avril. Cela permet d'assurer la continuité du service public et d'éviter un arrêt brutal de la vie de la collectivité.

L'ANNUALITÉ BUDGÉTAIRE

Le budget prévoit et autorise les dépenses et les recettes pour une année civile du 1^{er} janvier au 31 décembre. Le budget s'exécute du 1^{er} janvier au 31 décembre.

L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Le principe d'équilibre budgétaire oblige les collectivités à présenter un budget dont les dépenses sont égales aux recettes. Ce principe, fondamental, est présenté en détail dans la partie suivante.

LA SPÉCIALITÉ DES DÉPENSES

Ce principe consiste à autoriser une dépense pour un objet particulier (charges générales, salaires, subventions...). Les crédits sont affectés à un ensemble de services et sont regroupés par chapitre groupant des dépenses de même nature.

LA SINCÉRITÉ BUDGÉTAIRE

Ce principe suppose que l'ensemble des produits et des charges ait été évalué de façon sincère.

2.2 LA STRUCTURATION BUDGÉTAIRE

Le premier élément de structuration d'un budget est la séparation en deux parties : une **section de fonctionnement** et une **section d'investissement**. Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalant les dépenses. Les figures ci-dessous illustrent cette première distinction.

Structure budgétaire d'un budget de collectivité locale

SÉPARATION EN SECTION

LES CLASSES DE COMPTES

	DÉPENSES	RECETTES
SECTION DE FONCTIONNEMENT	6	7
SECTION D'INVESTISSEMENT	1 et 2	1 et 2

La **section de fonctionnement** retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante et régulière de la collectivité, celles qui reviennent chaque année, que ce soit en dépenses ou en recettes. Les comptes utilisés sont les comptes de classe 6 (dépenses ou charges) et de classe 7 (recettes ou ressources).

La **section d'investissement** présente les programmes d'investissements nouveaux ou en cours. Elle retrace les dépenses et les recettes ponctuelles qui modifient de façon durable la valeur du patrimoine comme les dépenses concernant le remboursement des capitaux empruntés, les acquisitions mobilières et immobilières ou les travaux nouveaux. Les comptes utilisés sont les comptes de classe 1 et 2.

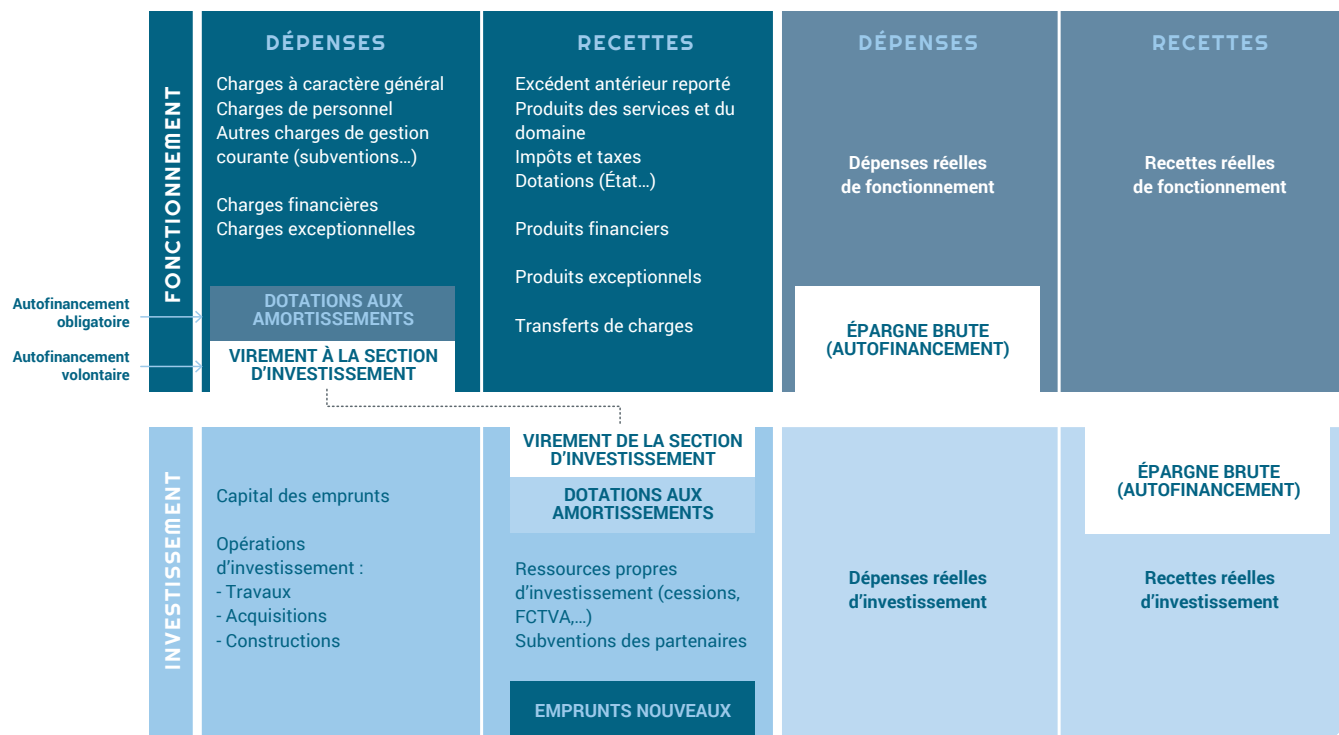
Articulation entre sections, règles d'équilibre et contraintes de gestion

Les schémas ci-dessous permettent une compréhension directe des mécanismes en jeu. L'articulation entre les deux sections peut ainsi être présentée à la fois par une approche « comptable » et par une approche plus « financière ».

Articulation entre les sections d'un budget

APPROCHE COMPTABLE

APPROCHE FINANCIÈRE



Ainsi, les ressources d'exploitation de la collectivité, généralement supérieures à ses charges d'exploitation, permettent de dégager une capacité d'autofinancement (CAF) ou épargne brute (EB) qui est transférée en section d'investissement (approche financière) pour le financement de ses investissements. Ce transfert se fait comptablement par le jeu d'écritures des dotations aux amortissements et le virement à la section d'investissement (approche comptable).

L'approche comptable permet d'appréhender les contraintes réglementaires de vote des budgets locaux.

L'approche financière permet d'appréhender un premier niveau d'analyse financière et les contraintes de gestion d'une collectivité.

Les contraintes réglementaires sont liées au principe budgétaire d'équilibre. C'est l'un des principes auxquels les collectivités territoriales sont soumises pour le vote de leur budget (cf. partie supra).

Ce principe budgétaire dispose qu'un budget est réputé à l'équilibre s'il respecte les 3 conditions suivantes :

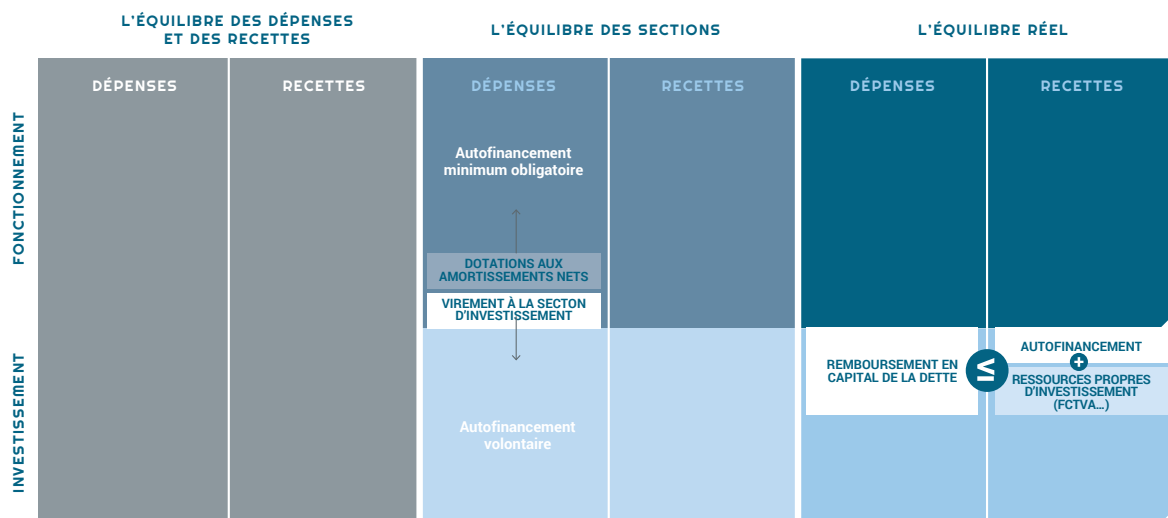
1. L'équilibre des dépenses et des recettes toutes sections confondues.
2. L'équilibre à l'intérieur de chacune des sections, fonctionnement et investissement. Cette condition crée une obligation de dégager des ressources en surplus des charges d'exploitation pour couvrir l'inscription des dotations aux amortissements (nets). C'est ce qu'on appelle la contrainte d'autofinancement minimum obligatoire.
3. L'équilibre réel, c'est-à-dire la couverture des dépenses de remboursement en capital de la dette par des ressources propres d'investissement (CAF + ressources définitives d'investissement telle que le FCTVA et certaines dotations).

Cette dernière contrainte n'est pas sans rappeler la notion de « règle d'or » que le gouvernement souhaitait appliquer au budget de l'État. Notons que la mise en application concrète de cette idée a été pour l'instant reportée par l'État, la situation de ses finances ne lui permettant pas de l'envisager. Elle est par contre bien effective pour les administrations publiques locales.

Afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire, il convient également, au-delà de ces trois éléments, que l'évaluation des dépenses et des recettes soit sincère. Les graphiques ci-après schématisent ces trois notions.

La présentation des contraintes réglementaires est essentielle pour introduire les contraintes de gestion. Même si ces dernières correspondent aux choix de chaque collectivité quant à leur niveau, elles répondent néanmoins à des valeurs de référence à ne pas dépasser.

Le principe d'équilibre budgétaire

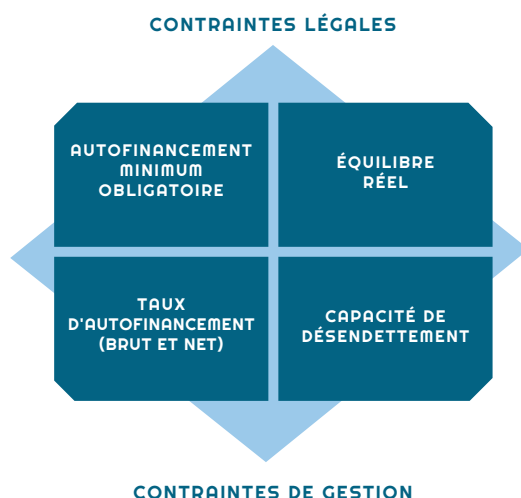


Les principaux indicateurs sont :

- Le taux d'épargne brute (Epargne brute/Recettes réelles de fonctionnement). C'est un solde intermédiaire de gestion pivot en analyse financière. Son niveau de référence est de 10%. Il ne doit pas descendre en dessous de 5%.
- L'épargne nette. Elle correspond à l'épargne brute à laquelle on retranche le remboursement en capital de la dette. Elle doit être idéalement supérieure à 0. Le taux d'épargne nette doit donc également être positif.
- La capacité de désendettement (Epargne brute/Stock de la dette en capital). Ce ratio mesure le temps (en années) qu'une collectivité mettrait à rembourser sa dette si elle devait y consacrer l'ensemble de son épargne brute. Son niveau ne doit jamais être supérieur à 15 ans (qui représente la durée moyenne des emprunts contractés par les collectivités territoriales).

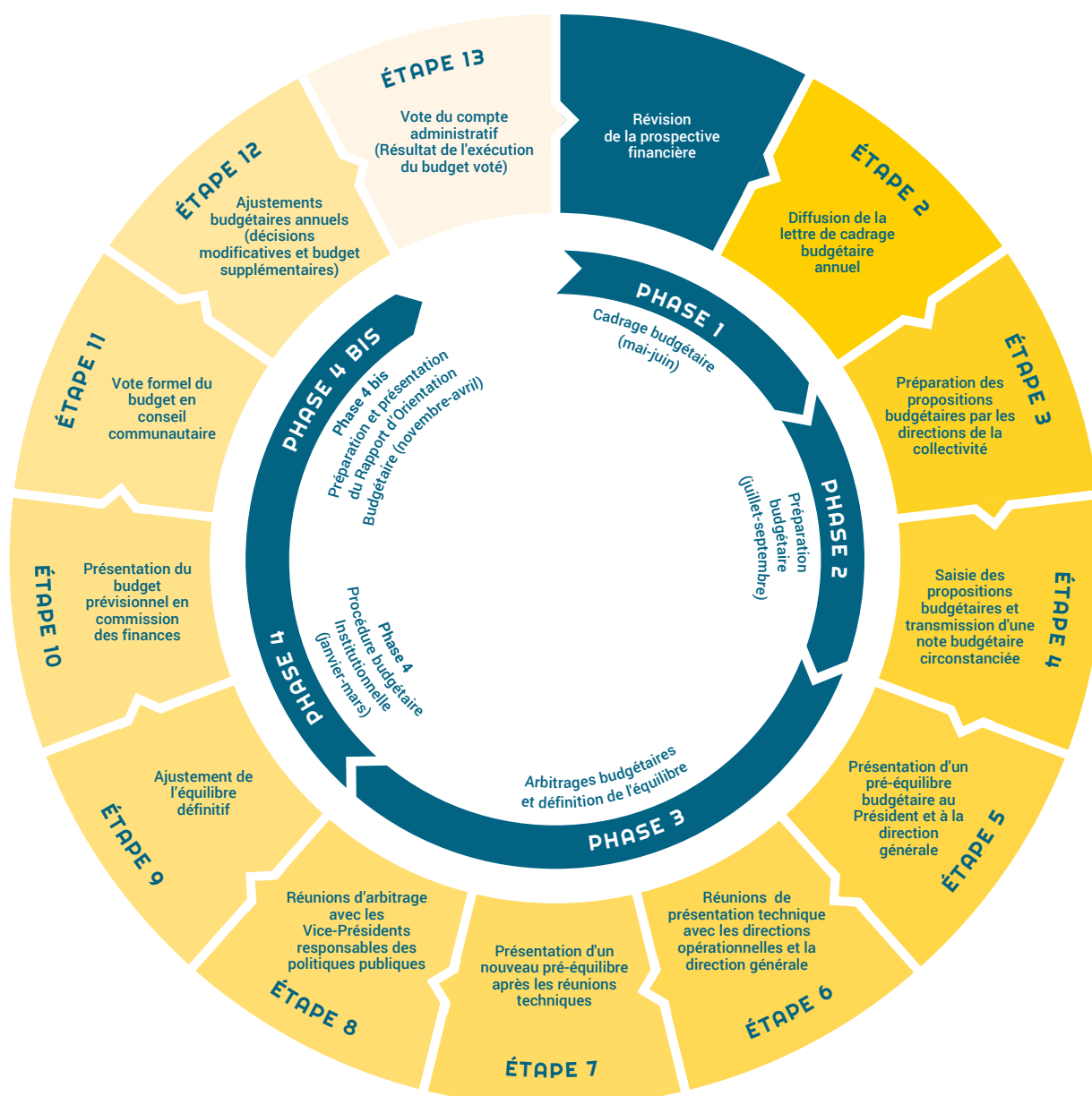
La matrice ci-dessous permet d'avoir une vision synoptique des contraintes réglementaires et de gestion qui s'imposent aux collectivités territoriales. Ces précisions, certes théoriques, permettent de mieux apprécier la situation financière de la Communauté urbaine.

Contraintes légales et contraintes de gestion d'une collectivité locale



LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE ET SON CALENDRIER

Le vote d'un budget est le résultat d'un long processus transversal et obligatoire. Sa maîtrise est donc primordiale pour permettre de présenter un document fiable et dans les délais impartis (le 15 avril). Il est organisé autour de 4 grandes phases. Le schéma ci-dessous vous en présente les principales étapes.





LA GESTION DES AP/CP

La gestion en AP/CP, contrairement aux documents cités préalablement, n'est pas un document de projection mais un outil réglementaire de suivi et de vote de la section d'investissement d'un budget. Elle est bien souvent mise en œuvre pour permettre de se conformer aux règles liées à la comptabilité d'engagement. C'est donc un outil juridique d'exécution des investissements d'une collectivité.

La gestion pluriannuelle repose sur l'identification d'autorisations de programme (AP) au sein de la section d'investissement. Constitue un programme pluriannuel, une opération prévisionnelle ou un ensemble d'opérations de dépenses d'équipement à caractère pluriannuel se rapportant, soit à des études, soit à des acquisitions de biens meubles et immeubles, soit à des travaux en cours, soit à des subventions ou des participations versées à des tiers.

La procédure de gestion en AP/CP permet de concilier les contraintes de l'annualité budgétaire avec l'existence d'opérations d'investissement dont le financement s'étale sur plusieurs années. Elle se situe aux stades de la programmation, de l'autorisation budgétaire et de la comptabilisation de l'engagement des dépenses.

L'AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements sur une durée qui excède l'exercice budgétaire. Les autorisations de programme demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

LES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP)

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme (AP). L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Lorsque le budget n'est pas voté avant le 1^{er} janvier de l'exercice, le Président, sur autorisation du conseil communautaire, peut liquider et mandater les dépenses inscrites dans une autorisation de programme, dans la limite des crédits de paiement prévus pour l'exercice dans la délibération d'ouverture de l'AP.

L'autorisation donnée par le Conseil communautaire précise le montant et l'affectation des crédits concernés. Les crédits correspondant sont inscrits au budget lors de son adoption.

Il faut noter qu'une telle gestion peut être utilisée en fonctionnement pour des dépenses qui auraient un caractère pluriannuel. On parle alors d'AE/CP, AE étant l'abréviation d'autorisation d'engagement. Ce point n'est pas détaillé car il est rarement utilisé par les collectivités territoriales.

Enfin, le règlement budgétaire et financier apportera plus de précisions sur les différentes notions qui entourent la gestion comptable et budgétaire des collectivités territoriales.



Partie 2

LE RAPPORT FINANCIER ET COMPTABLE

PRÉAMBULE

L'objet du présent rapport est d'apporter une présentation claire et synthétique du budget 2023 de la Communauté urbaine et d'aller au-delà des seules maquettes budgétaires, certes exhaustives, mais difficiles à appréhender.

Le débat d'orientation budgétaire s'est tenu le 26 janvier dernier dans le délai des deux mois avant le vote du budget.

Le budget 2023 de la Communauté urbaine s'établit dans la continuité du budget 2022. Il permet de maintenir la solidité financière de la Communauté urbaine même si les contraintes sont plus fortes que les années précédentes. Alors qu'aucun changement de périmètre n'est prévu en 2023, le budget de la Communauté urbaine est impacté par l'inflation, la hausse des dépenses d'énergie, l'augmentation du point d'indice (effets en année pleine) et comme l'an passé, l'augmentation des indices de révision des prix du ramassage et du traitement des déchets. L'augmentation réglementaire de la TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) aura également un impact fort sur le coût de traitement.

Une nouvelle réforme est par ailleurs venue modifier les répartitions des crédits de recettes.

En effet, une des principales dispositions de la loi de finances impactant les collectivités territoriales concerne la suppression

progressive de la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) sur deux années entre 2023 et 2024. Ainsi, en 2023, les entreprises concernées paieront un montant de CVAE avec un taux réduit de moitié par rapport à l'année précédente, le produit de CVAE collecté étant affecté au budget de l'Etat. Cette dernière mesure complète le dispositif déjà mis en œuvre afin d'alléger les impôts de production des entreprises. Sont concernés les départements (à hauteur de 47%) et le bloc communal (à hauteur de 53%) dont principalement les EPCI à fiscalité professionnelle unique.

Enfin, après la crise sanitaire, il est raisonnable de penser que 2023 redevienne stable en termes de recettes.

Ainsi, le présent rapport expose les grandes caractéristiques du budget primitif 2023, en dépenses et en recettes, en fonctionnement et en investissement.



PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET 2023

1. L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL DU BUDGET 2023

387 M€

DÉPENSES

Objet	BP 2022	BP 2023	Structure	Ev°2023/2022
FONCTIONNEMENT	247 273 490	262 931 007	68%	6,33%
Opérations réelles	210 233 784	226 567 698	66%	7,8%
Opérations d'ordre	37 039 706	36 363 309		-1,8%
INVESTISSEMENT	125 352 058	124 235 602	32%	-0,9%
Opérations réelles	112 630 262	114 449 682	34%	1,6%
Mouvements neutres (mixtes)	6 405 926	3 000 000	100%	-53,2%
Opérations d'ordre	6 315 870	6 785 920		7,4%
Résultat reporté (N-1)				s.o.
TOTAL DÉPENSES	372 625 548	387 166 609	100%	3,9%
Opérations réelles	322 864 046	341 017 380		5,6%
Mouvements neutres (mixtes)	6 405 926	3 000 000		-53,2%
Opérations d'ordre	43 355 576	43 149 229		-0,5%
Résultat reporté (N-1)				s.o.

RECETTES

FONCTIONNEMENT	247 273 490	262 931 007	68%	6,3%
Opérations réelles	240 957 620	256 145 087	75%	6,3%
Opérations d'ordre	6 315 870	6 785 920		7,4%
Résultat reporté (N-1)				s.o.
INVESTISSEMENT	125 352 058	124 235 602	32%	-0,9%
Opérations réelles	81 906 426	84 872 293	25%	3,6%
Mouvements neutres (mixtes)	6 405 926	3 000 000		-53,2%
Opérations d'ordre	37 039 706	36 363 309		-1,8%
Excédents de fonctionnement capitalisés (N-1)				s.o.
TOTAL RECETTES	372 625 548	387 166 609	100%	3,9%
Opérations réelles	322 864 046	341 017 380		5,6%
Mouvements neutres (mixtes)	6 405 926	3 000 000		-53,2%
Opérations d'ordre	43 355 576	43 149 229		-0,5%
Résultat reporté (N-1)				s.o.
Excédents de fonctionnement capitalisés (N-1)				s.o.



©7ème de l'image

Les commentaires ci-après reprennent les montants inscrits au BP 2022 et au BP 2023 pour le budget de la Communauté urbaine Caen la mer. Le budget 2023 est équilibré en dépenses et recettes à 387,16 M€ (372,62 M€ en 2022), dont 341,01 M€ en opérations réelles (322,86 M€ en 2022), 43,15 M€ en opérations d'ordre (43,35 M€ en 2022) et 3 M€ de mouvements neutres liés aux opérations de gestion de dette et trésorerie (6,4 M€ en 2022).

En dépenses, le budget 2023 se traduit par un montant de 226,56 M€ en fonctionnement (opérations réelles) soit +7,8% par rapport à 2022, et un montant de 114,45 M€ en investissement (opérations réelles) soit +1,6% par rapport à 2022.

En recettes, le budget 2023 se décompose en un montant de 256,15 M€ en fonctionnement (opérations réelles) et 84,87 M€ en investissement (opérations réelles), en augmentation de 6,3% pour le fonctionnement et de 3,6% pour l'investissement par rapport à 2022.

Les dépenses d'ordre en fonctionnement d'un montant de 36,36 M€ correspondant aux dotations aux amortissements (13,24 M€) et au virement à la section d'investissement (23,11 M€).

Les dépenses d'ordre en investissement se montent à 9,78 M€ et concernent des inscriptions pour la réalisation des opérations patrimoniales à l'intérieur de la section d'investissement pour 3 M€ et à la contrepartie des écritures des dotations aux amortissements (y compris les neutralisations) des subventions transférables inscrites en recettes de fonctionnement pour 6,78 M€.

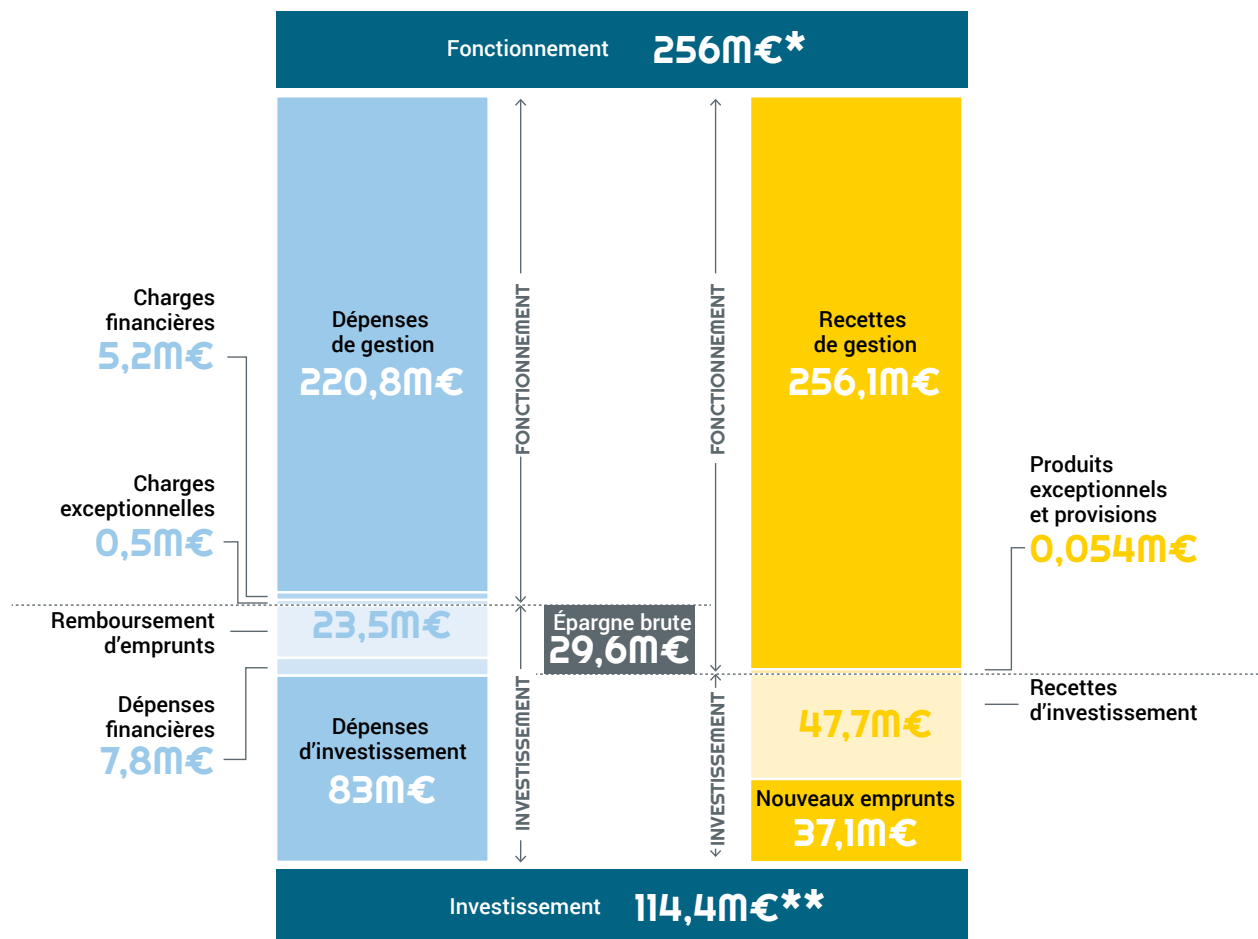
Les recettes d'ordre en fonctionnement sont de 6,78 M€ et représentent les reprises sur amortissement des subventions transférables et les écritures de neutralisations.

Les recettes d'ordre en investissement de 39,36 M€ correspondent à la contrepartie des écritures des dotations aux amortissements (13,24 M€), au virement à la section d'investissement (23,11 M€) et aux opérations patrimoniales (3 M€).

L'ensemble de ces opérations d'ordre est strictement équilibré en dépenses et recettes et ne donne lieu à aucun mouvement financier.

2. L'ÉQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET PRINCIPAL (OPÉRATIONS RÉELLES)

Cette présentation synthétique du budget principal de la Communauté urbaine de Caen la mer permet d'avoir une vision globale de l'équilibre du budget 2023 et des montants consacrés à chaque grande catégorie de dépenses (dépenses et recettes de gestion, dépenses et recettes financières et exceptionnelles, dépenses et recettes d'investissement...) à l'exclusion des opérations d'ordre.



* Y compris l'épargne brute qui constitue une dépense de fonctionnement et une recette d'investissement

** Y compris l'épargne brute qui constitue une recette d'investissement mais hors opérations pour compte de tiers qui sont équilibrées en dépenses et en recettes d'investissement

Elle permet par ailleurs de constater le montant de l'épargne brute dégagée pour le financement de l'investissement (29,57 M€) et le recours aux nouveaux emprunts (37,09 M€).

Les dépenses de gestion se montent à 220,8 M€ en 2023 contre 206,2 M€ en 2022, soit une hausse de 7,42%. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs liés au contexte économique avec l'inflation, l'augmentation des indices de révision des prix des marchés notamment pour les coûts liés au ramassage et au traitement des déchets, mais aussi la hausse des prix de l'énergie auxquels viennent s'ajouter la revalorisation du point d'indice au 1^{er} juillet 2022 applicable en année pleine sur 2023 pour la masse salariale. Cette augmentation reste toutefois contenue grâce au travail important des services sur la maîtrise de l'ensemble des charges de fonctionnement.

Les recettes de gestion sont en progression de 6,3 % et s'établissent à 256,1 M€ contre 241 M€ en 2022.

L'épargne brute est en légère baisse de 3,7 % et s'établit à 29,6 M€ (30,72 M€ en 2022). La baisse de l'épargne est essentiellement liée à l'augmentation des dépenses de gestion ainsi que des intérêts de la dette car les recettes de fonctionnement ont conservé une belle dynamique sur la fiscalité.

Le recours à l'emprunt est de 37,09 M€ en 2023, soit un niveau inférieur à 2022 (49,23 M€). Cette baisse est le résultat d'un besoin de financement moins important en 2023.

Les dépenses d'équipement sont en baisse de 1,4% par rapport à 2022, mais elles restent à un niveau élevé de 83,08 M€.

Ainsi, ce budget 2023 permet de consolider les bases financières de Caen la mer qui demeurent saines malgré un contexte plus incertain et plus complexe.

ÉQUILIBRE DU BUDGET

FONCTIONNEMENT 2023



REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES

La présentation du budget 2023 de la Communauté urbaine est dans la continuité du budget 2022.

Pour rappel, en 2017, les charges liées aux nouvelles compétences de l'EPCI ont été transférées du budget des communes vers le budget de la Communauté urbaine. Les charges concernent l'ensemble des chapitres budgétaires de fonctionnement (charges à caractère général, charges de personnel, autres charges de gestion courante et charges financières) mais également les chapitres d'investissement (en AP et hors AP). Les contreparties de ces charges nouvelles se retrouvent en recettes de fonctionnement au travers notamment de l'Attribution de Compensation (AC) mais également des autres chapitres de recettes (produits du domaine, impôts et taxes, dotations et subventions...). Pour faire suite à la déclaration d'intérêt communautaire des équipements aquatiques des communes de Carpiquet et de Ouistreham Riva-Bella au 1^{er} janvier 2023, une CLECT s'est tenue en 2022 pour adopter la méthode du calcul des transferts de charge de ces équipements. Ainsi, les montants

des attributions de compensation des communes vers la Communauté urbaine ont évolué et se répartissent en une recette de 34,71 M€ (34,48 M€ en 2022) et une dépense de 17,82 M€ (18,15 M€ en 2022) sur le budget de Caen la mer.

Pour mémoire, il faut rappeler que les AC de la Communauté urbaine (dépenses et recettes) portent une « part investissement » évaluée à 9,4M€. L'autofinancement prévisionnel dégagé par la section de fonctionnement (ou épargne brute) qui intègre mécaniquement ce montant couvre en partie le besoin de financement de la section d'investissement et notamment des dépenses d'investissement transférées.

Afin de permettre la réalisation des projets du mandat et l'établissement, en cours, du PPI avec l'intégration du projet de territoire, la même vigilance et les dispositions en place pour contenir les dépenses de fonctionnement ont été maintenues. Cette maîtrise des dépenses de fonctionnement permet de contenir la baisse de l'autofinancement malgré les augmentations des dépenses de gestion par rapport à 2022.

1. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT : 226,56 M€

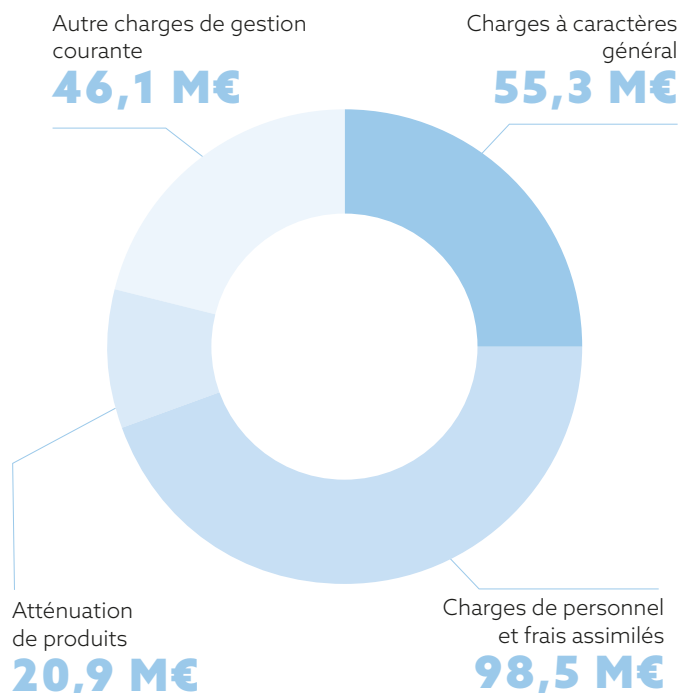
Le tableau ci-après présente l'évolution des dépenses de la section de fonctionnement par chapitre budgétaire.

Chapitre	Dépenses	BP 2022	BP 2023	Ev°2023/2022
OPÉRATIONS RÉELLES				
011	Charges à caractère général	48 371 429	55 297 588	14,3%
012	Charges de personnel et frais assimilés	92 217 971	98 552 666	6,9%
014	Atténuations des produits <i>dont attribution de compensation</i>	21 308 675 18 147 948	20 930 005 17 819 278	-1,8% -1,8%
65	Autres charges de gestion courante	44 307 769	46 078 439	4,0%
66	Charges financières	3 541 440	5 177 500	46,2%
67	Charges exceptionnelles	141 500	141 500	0,0%
68	Dotations aux provisions	345 000	390 000	13,0%
TOTAL DÉPENSES RÉELLES		210 233 784	226 567 698	7,8%

Les dépenses réelles de fonctionnement du budget 2023 affichent une forte augmentation de 7,8%. Elles passent de 210,23 M€ à 226,56 M€ :

- Charges à caractère général : +14,3%
- Charges de personnel : +6,9%
- Autres charges de gestion courante : +4%
- Charges financières : +46,2%
- Charges exceptionnelles : 0%

Les atténuations de produits passent de 21,3 M€ à 20,93 M€ et comprennent principalement l'attribution de compensation que Caen la mer verse aux communes membres (AC positive dans les budgets des communes membres) pour un montant de 17,81 M€ en baisse en raison du transfert des piscines. Les dotations aux provisions s'établissent à un montant de 0,39 M€ supérieures à 2022.



Les charges à caractère général : 55 M€.

Ces charges sont en augmentation de 14,3% par rapport à 2022. Elles sont prévues à hauteur de 55,30 M€ contre 48,37 M€ en 2022.

Le travail d'économies engagé par les directions a été poursuivi lors de la préparation budgétaire 2023 et permet ainsi de maîtriser au maximum les charges à caractère général sans modifier la qualité de service. L'inflation reste élevée et se répercute sur l'ensemble des dépenses de la collectivité.

En 2023, deux sujets viennent très fortement impacter le budget : les énergies et la collecte des ordures ménagères.

En raison du contexte économique, les prévisions de dépenses sur les énergies sont en forte augmentation (+2,61 M€). Ces dépenses sont très difficiles à estimer dans le contexte actuel et comprennent l'ensemble des énergies, à savoir le gaz, l'électricité, le carburant, l'eau, le chauffage urbain. Si le contexte devait s'avérer plus favorable en cours d'exercice, les crédits prévus pourront être réajustés lors du budget supplémentaire ou des décisions modificatives.

Pour les ordures ménagères, le coût de la compétence collecte est en très forte augmentation pour 2023. Les indexes de révisions des prix des marchés, liés pour partie au coût des énergies, viennent fortement impacter les coûts des contrats de collecte (+1,5 M€) et des déchetteries (+0,32 M€).

L'ouverture du Palais des sports prévue au mois de septembre prochain et le transfert des piscines de Carpiquet et Ouistreham depuis le 1^{er} janvier 2023, impactent le budget à hauteur de +0,66 M€.

Des augmentations sont également prévues pour la gestion des eaux pluviales en 2023 (+0,28 M€). Cette enveloppe complémentaire est prévue pour permettre des travaux d'entretien du réseau sur l'ensemble du territoire en tenant compte de la fin du contrat de DSP sur le territoire de Caen depuis le 1^{er} janvier 2023 et donc de l'extension du périmètre par rapport à 2022.

Comme en 2022, l'intégration de la gestion de 3 nouvelles zones d'activités et le transfert de 13 zones transférées par la MEEP, viennent également impacter le budget 2023 (+0,23 M€). Les nouvelles zones concernent Lazzaro Sud, la zone Porte Suisse Normande (phase 2) et l'extension du Parc d'activités des Rives de l'Odon.

Les autres hausses concernées sont liées, pour ne citer que les principales :

- À une majoration du coût des contrats d'assurance compte tenu d'une sinistralité plus importante de la collectivité +0,21 M€.
- Aux besoins complémentaires pour des prestations d'infrastructures du parc informatique suite à la cyberattaque +0,22 M€.
- Au lancement d'études et de travaux d'entretien des ouvrages d'art +0,12 M€.
- À l'entretien de nouveaux secteurs pour les Hauts de l'Orne et le BUN +0,11 M€.

Les charges de personnel et frais assimilés : 98,55 M€.

Pour 2023, la masse salariale (Chapitre 012) est évaluée à 98,55 M€, soit une augmentation de 6,87% par rapport au BP 2022 (92,21 M€). Cette évaluation a été réalisée au regard des prévisions des mesures nationales, des paramètres d'évolution des rémunérations, des besoins RH, et des actions décidées par la Communauté urbaine, destinées à améliorer le pouvoir d'achat des agents.

Les impacts des mesures nationales :

Les actions destinées à garantir le pouvoir d'achat des agents publics se poursuivent en 2023.

- **La revalorisation du SMIC et impact sur l'indice minimum de traitement** : la revalorisation du SMIC impactant le nivellement des rémunérations des agents de catégorie C est à prendre en compte pour les évolutions budgétaires 2023. En effet, en 2022 des revalorisations successives ont eu lieu. Au 1^{er} janvier 2023, une nouvelle hausse de 1,81% est appliquée et d'autres sont à prévoir tout au long de l'année. La conséquence indirecte de l'augmentation du SMIC pour les agents de la fonction publique se traduit, une nouvelle fois, par un relèvement de l'indice minimum de traitement.

Une projection identique au réalisé de l'an passé a été faite à savoir 300 K€ au BP 2023.

- **La revalorisation du point d'indice** : suite au décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022, la valeur du point mensuelle est désormais de 4,85 (valeur arrondie au centième) depuis le 1^{er} juillet 2022 contre 4,6860 auparavant soit une augmentation de 3,5%. Le BP 2023 prévoit pour cette dépense 3M€.
- **La revalorisation des catégories B** : six décrets du 31 août 2022 applicables au 1^{er} septembre 2022 ont officialisé la revalorisation des agents de catégorie B en début de carrière. Cette revalorisation a été projetée dans le BP 2023. La dépense prévue s'élève à 53K€ contre 6,2K€ en 2022.
- **La prime de précarité de fin de contrat** : comme en 2022, une prime de précarité est versée aux contractuels effectuant une mission de moins d'un an. Le montant de l'indemnité de fin de contrat est fixé à 10 % de la rémunération brute globale perçue par l'agent pendant la durée de son contrat, renouvellement inclus. En 2022, cette prime de précarité de fin de contrat a coûté 64 K€ à Caen la mer pour le budget principal versus 33 K€ en 2021.

Le BP 2023 prévoit 70 K€ contre 35 K€ prévu en 2022.

- **L'augmentation des cotisations du CNFPT** : depuis le 1^{er} janvier 2022, le CNFPT finance les frais de formation des apprentis dans la fonction publique territoriale, en contrepartie de l'instauration d'une cotisation de 0,1 % maximum sur la masse salariale des collectivités territoriales. En 2022, le taux de cette cotisation a été voté à hauteur de 0,05 %. Pour 2023, le taux de la majoration de cotisation affectée au financement des frais de formation des apprentis est fixé à 0,1 %.

L'augmentation prévue au BP 2023 est de 22 K€.

Évolutions des rémunérations impacts d'initiative locale et besoins RH :

La Communauté urbaine poursuit son engagement et sa politique volontariste en faveur des agents.

- **Glissement Vieillesse et Technicité GVT** : le GVT, l'indice de Glissement Vieillesse et Technicité est l'évolution constatée des indices moyens majorés des titulaires et des contractuels indiciaires. Sur 2022, ce GVT est de 2.84%.

Aussi, 470K€ ont été budgétés en 2023.

- **Primes et indemnités** : la part du budget primitif 2023 consacrée à la poursuite de la mise en place du RIFSEEP est de 756 K€ euros pour une année pleine. Le BP 2023 est donc impacté par cette somme supplémentaire.
- **Le forfait mobilité durable** : suite à l'application de la loi LOM, le versement aux bénéficiaires se fera sur le BP 2023 pour l'année 2022. Auparavant, les bénéficiaires le touchaient l'année en cours. Le montant prévu au BP 2023 est de 45 K€ contre 25 K€ euros en 2022.
- **Monétisation du CE** : la collectivité poursuit par ailleurs sa contribution à l'augmentation du pouvoir d'achat de ses agents en permettant, depuis 2018, la monétisation des jours épargnés sur le compte épargne temps (CET), mesure plébiscitée par une majorité d'agents. En 2022, on observe une nouvelle augmentation du rachat de ces jours avec un réalisé évalué à 286K€ (242 K€ inscrits au BP 2022, 220 K€ inscrits au BP 2021, contre 215K€ inscrits au BP 2020). En 2023, 290 K€ sont inscrits au BP.

Pour rappel, les montants de l'indemnisation des jours épargnés au titre du compte épargne-temps (CET), sont les suivants : 135 € pour la catégorie A, 90 € pour la catégorie B et 75 € pour la catégorie C. Cette monétisation est possible à partir du 16^e jour épargné.

- **Aide à la restauration** : l'aide à la restauration (titres restaurant dématérialisés) se poursuit en 2023, la part du budget consacrée à cette dépense passant de 733 K€ en 2022 à 776 K€ au regard du réalisé sur le budget principal. En effet, suite au dialogue social, la valeur faciale du ticket est passée à 3 euros, et la prise en charge par l'employeur est passée à 60% en 2022.

- **L'augmentation de la GIPA** : la GIPA ou Garantie individuelle du pouvoir d'achat est une prime individuelle versée aux agents de la fonction publique et qui repose sur le principe suivant : lorsque l'avancement automatique à l'ancienneté et le montant de revalorisation annuel de la valeur du point d'indice de la fonction publique sont inférieurs à l'inflation, le fonctionnaire a automatiquement droit à un versement qui garantit le maintien de son pouvoir d'achat.

Dans un contexte économique où l'inflation augmente, il est prévu 22 K€ supplémentaires au BP 2023.

- **Le fonctionnement des services** : dans le cadre de la fin des mises à disposition ascendantes liées à la prise de compétences de Caen la mer lors de sa création, certains agents quittant leur commune d'origine ne sont plus mis à disposition. Caen la mer crée de nouveaux postes, généralement à temps complet et une mise à disposition descendante est mise en œuvre avec les communes. Si une recette est perçue, la dépense augmente malgré tout pour Caen la mer. Ainsi 350K€ sont prévus au BP 2023 en plus sur les charges de personnel.

Dans le cadre du fonctionnement des services, une enveloppe supplémentaire de 1,25M€ est prévue pour cette année pour le fonctionnement des services, notamment le service commun du nouveau Palais des sports au 1^{er} juin 2023 et l'ensemble des directions ainsi que les postes en cours de recrutement.

Par ailleurs, la Communauté urbaine poursuit la stabilisation d'actions :

- **Les enveloppes variables** : la Communauté urbaine poursuit ses efforts de maîtrise des dépenses par la définition d'enveloppes budgétaires fermes tant pour le recours aux agents permanents (examen d'opportunité sur les créations d'emplois permanents) que pour le recours aux enveloppes variables à savoir les remplaçants, les renforts, les saisonniers et vacataires ainsi que les heures supplémentaires et complémentaires. La proposition faite au budget primitif 2023 est de conserver les mêmes enveloppes que les deux années passées.

Les atténuations de produits : 20,9 M€.

Ce chapitre retrace pour l'essentiel les reversements de fiscalité effectués par la Communauté urbaine au profit des communes-membres. Le montant reversé aux communes membres au travers de l'AC sera en 2023 de 17,81 M€, en baisse par rapport au budget 2022, en raison de l'intégration des décisions de la CLECT intervenue en 2022, à la suite aux transferts des piscines de Carpiquet et Ouistreham Riva-Bella.

La Dotation de Solidarité Communautaire sera de 2,8 M€ en 2023, identique à 2022 également.

Ce chapitre retrace également, dans une moindre mesure, les reversements de fiscalité au profit de fonds, telle que la contribution au FPIC pour un montant de 0,15 M€ en 2023 contre 0,2 M€ en 2022.

Autres charges de gestion courante : 46 M€.

Ce chapitre budgétaire enregistre les subventions et participations diverses versées par la Communauté urbaine. Il augmente de 5,6%, soit un montant qui passe de 44,3 M€ en 2022 à 46,07 M€ en 2023.

Les évolutions constatées concernent principalement des évolutions :

- Le coût du traitement des ordures ménagères auprès du SYVEDAC, en raison de l'augmentation de la TGAP +0,23 M€.
- L'inscription d'une première enveloppe pour l'indemnisation des commerçants de la rue du Vagueux impactés par les travaux du quartier pour 0,5 M€.
- Le transfert des piscines de Carpiquet (0,2 M€) et Ouistreham Riva-Bella (0,29 M€).
- Le paiement de différents protocoles transactionnels liés aux marchés de travaux du Palais des sports pour 0,32 M€.
- La subvention versée à l'office de tourisme +0,08 M€.
- Les acquisitions de logiciels bureautiques ne pouvant plus être inscrits en investissement +0,07 M€.
- La subvention attribuée à Caen Normandie développement, en application des calculs basés sur la population du territoire +0,08 M€.

La participation au SDIS pour 14,25 M€ et le montant de la participation au budget des transports pour 9,5 M€ restent inchangés en 2023.

Les charges financières : 5,1 M€.

Les charges financières de l'exercice 2023 sont prévues à la hausse de 46,2% (5,17 M€) par rapport à 2022 (3,54 M€).

Cette hausse s'explique par la forte augmentation des taux d'intérêts depuis le début d'année 2022. A cet effet, Caen la mer avait anticipé cette hausse, en souscrivant un emprunt à un niveau de taux encore bas dès le premier semestre 2022. La majorité de cet effet de hausse de taux se reporte donc sur l'exercice 2023.

Les charges exceptionnelles : 0,14 M€.

La nomenclature M57 applicable depuis le 1^{er} janvier 2018 a fortement réduit les possibilités d'imputation comptable en charges exceptionnelles venant mécaniquement baisser les montants inscrits. Ainsi, il ne reste sur ce chapitre que les seules annulations de titres sur l'exercice antérieur pour un montant identique à 2022, soit 0,14 M€ au BP 2023.

2. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 256,1 M€

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des recettes de la section de fonctionnement par chapitre budgétaire.

Chapitre	Recettes	BP 2022	BP 2023	Ev° BP2023/BP2022
OPÉRATIONS RÉELLES				
70	Produits des services, du domaine et ventes	9 313 077	10 347 290	11,1%
76	Impôts et taxes (sauf 731) <i>dont attribution de compensation</i>	85 607 601 34 480 153	88 911 666 34 718 218	3,9% 0,7%
75	Fiscalité locale	97 583 199	107 132 050	9,8%
013	Dotations, subventions et participations	45 390 458	46 249 692	1,9%
75	Autres produits de gestion courante	1 771 110	2 303 683	30,1%
013	Atténuations de charges	1 129 075	1 046 706	-7,3%
77	Produits financiers	100 000	100 000	0,0%
75	Produits exceptionnels	18 100	19 000	5,0%
013	Reprises sur provisions	45 000	35 000	-22,2%
TOTAL RECETTES RÉELLES		240 957 620	256 145 087	6,3%
AUTOFINANCEMENT PRÉVISIONNEL		30 723 836	28 882 643	-6,0%

Les recettes réelles de fonctionnement (hors opérations d'ordre) sont globalement en augmentation par rapport à 2022 +6,3%.

Les augmentations concernent essentiellement la fiscalité pour les impôts et taxes (+3,9%), la fiscalité locale (+9,8%), les produits des services et du domaine (+11,1%), les autres produits de gestion courante (+30,1%).

Les baisses portent sur les atténuations de charges (-7,3%).

Depuis la loi de finances 2021, la disposition visant à réduire de moitié la valeur locative des locaux industriels, dans le cadre de la réduction des impôts de production, a entraîné la création en 2021 d'une allocation compensatrice (chapitre 74) correspondant à la perte de produit fiscal (chapitre 731).

Enfin, une prévision de produits financiers pour 2023 à hauteur de 100 000 € est inscrite, en raison des émissions obligataires dans le cadre du programme NEU CP.



Le tableau ci-dessous retrace de façon détaillé les recettes de fonctionnement regroupées par nature financière.

	Objet	BP 2022	BP 2023	Ev°2023/2022
FISCALITÉ MÉNAGES	Taxe d'habitation - TH	1 774 000	2 318 000	30,7%
	Taxe foncière sur les propriétés bâties - TFPB	3 205 000	3 449 000	7,6%
	Taxe foncière sur les propriétés non bâties - TFPNB	151 000	159 000	5,3%
	Taxe additionnelle sur le foncier non bâti - TAFNB	599 000	627 000	4,7%
	Taxe GEMAPI - TH/TFPB/TFPNB		2 020 000	100,0%
	Fraction TVA - Fonds compensatoire TH résidences principales	35 544 000	38 460 000	8,2%
	Ss-total fiscalité directe ménages	41 273 000	47 033 000	14,0%
FISCALITÉ PROFESSIONNELLE	Cotisation foncière des entreprises - CFE	25 163 000	26 586 000	5,7%
	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - CVAE	22 091 010	22 900 000	3,7%
	Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux - IFER	1 141 439	1 207 000	5,7%
	Taxe sur la surface commerciale - TASCOM	5 500 000	5 700 000	3,6%
	Taxe GEMAPI - CFE		500 000	100,0%
	Rôles supplémentaires	500 000	500 000	0,0%
	Ss-total fiscalité économique	54 395 449	57 393 000	5,5%
AUTRE PRODUIT FISCAL	Prélèvements sur les paris hippiques	100 000	100 000	0,0%
	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères - TEOM (y compris part incitative - TiEOM)	35 946 000	39 450 000	9,7%
	Taxe de séjour	1 512 750	1 716 050	13,4%
	Ss-total autre fiscalité	37 558 750	41 266 050	9,9%
PERÉQUATION ET GARANTIE DE RESSOURCES	Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales - FPIC	4 200 000	4 350 000	3,6%
	Fonds national de garantie individuelle des ressources - FNGIR	11 283 448	11 283 448	0,0%
	Dotation de compensation de la réforme de la TP - DCRTP	5 848 097	5 848 097	0,0%
	Fonds départemental de péréquation de la TP - FDPTP	111 000	111 000	0,0%
	Ss-total péréquation / garantie de ressources (hors attribution de compensation)	21 442 545	21 592 545	0,7%
	Attribution de compensation (négative)	34 480 153	34 718 218	0,7%
	Ss-total péréquation / garantie de ressources (y compris attribution de compensation)	55 922 698	56 310 763	0,7%
DOTATIONS ET COMPENSATION	DGF	30 522 854	30 126 824	-1,3%
	<i>Dotation d'intercommunalité</i>	8 255 098	8 280 000	0,3%
	<i>Dotation de compensation</i>	22 267 756	21 846 824	-1,9%
	Allocations compensatrices	6 070 000	6 280 000	3,5%
	Dotation générale de décentralisation - DGD	61 500	61 500	0,0%
	Ss-total dotations de l'État	36 654 354	36 468 324	-0,5%
AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Produits des services, du domaine et des ventes	9 313 077	10 347 290	11,1%
	<i>dont droits de stationnement</i>	600 000	600 000	0,0%
	<i>dont forfait post stationnement (FPS)</i>	500 000	950 000	90,0%
	Subventions et participations	2 777 007	3 822 271	37,6%
	Autres produits de gestion courante	1 771 110	2 303 683	30,1%
	Atténuations de charges	1 129 075	1 046 706	-7,3%
	Produits financiers	100 000	100 000	100,0%
	Produits exceptionnels	18 100	19 000	5,0%
	Reprises sur provision	45 000	35 000	100,0%
	Ss-total autres recettes de fonctionnement	15 153 369	17 673 950	16,6%

2.1 LA FISCALITÉ DIRECTE

Depuis 2021, en compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, la Communauté urbaine Caen la mer bénéficie d'un nouveau panier fiscal basé sur l'affectation d'une fraction de TVA.

Cette quote-part de TVA correspond au montant du produit de taxe d'habitation perdu, équivalent au produit de taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales calculé avec le taux de 2017, majoré du montant de l'allocation TH et de la moyenne des rôles supplémentaires de TH sur les 3 dernières années.

Les autres produits de la fiscalité directe concernent les taxes suivantes : la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) et la contribution économique territoriale (CET), cette dernière comprenant la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Les taxes annexes ou assimilées comprennent l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER), la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Les produits correspondant aux différents impôts directs locaux sont répartis entre les catégories de contribuables implantés localement :

- **Les propriétaires de biens immobiliers**, qui peuvent être des ménages ou des professionnels :
 - Terrains : TFPNB.
 - Constructions : TFPB, TEOM, THRS.

- **Les professionnels**, soit les industriels, commerçants, artisans, professions libérales : CET (CFE et CVAE), IFER, TASCOM...

Pour 2023, par délibération, la Communauté urbaine Caen la mer a instauré la taxe GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations). Celle-ci a vocation à participer au financement des actions relevant de l'article 1.211-7 du code de l'environnement à savoir :

- L'aménagement des bassins versants.
- L'entretien et l'aménagement des cours d'eau, lacs et plans d'eau.
- La défense contre les inondations et contre la mer.
- La protection et la restauration des zones humides.

Le produit de la taxe GEMAPI est arrêté chaque année par délibération du conseil communautaire dans la limite d'un plafond fixé à 40 € par habitant. Sous réserve du respect de ce plafond, le produit de la taxe doit être au plus égal au montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement, résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI telle qu'elle est définie au I bis de l'article L.211-7 du code de l'environnement.

Pour Caen la mer et pour un nombre d'habitants estimé à 280 000, le montant de la taxe sera d'environ 9€ par habitant en moyenne.

Le produit attendu sera réparti proportionnellement par la DGFIP entre les quatre taxes locales (foncier bâti, foncier non bâti, taxe d'habitation sur les résidences secondaires et cotisation foncière des entreprises).

LA FISCALITÉ MÉNAGES

La projection budgétaire pour 2023 a été réalisée en tenant compte du maintien des taux d'imposition de 2022, soit :

Taux	BP 2022	BP 2023	Ev°2023/2022
THRS	8,72%	8,72%	0%
TFPB	0,958%	0,958%	0%
TFPNB	3,81%	3,81%	0%

Le taux de TH n'est indiqué ici que pour mémoire et s'appliquera uniquement sur les résidences secondaires (THRS). La loi de finances de 2020 avait gelé ce taux au niveau de celui de 2019 jusqu'en 2022. A compter de 2023, les collectivités locales retrouvent leur pouvoir de taux en matière de THRS. La Communauté urbaine Caen la mer a proposé de reconduire ce même taux TH appliqué en 2019 pour l'année 2023.

Le tableau ci-dessous présente les recettes fiscales correspondantes aux taxes ménages :

Objet	BP 2022	BP 2023	Ev°2023/2022
Taxe d'habitation - TH	1 774 000	2 318 000	30,7%
Taxe foncière sur les propriétés bâties - TFPB	3 205 000	3 449 000	7,6%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties - TFPNB	151 000	159 000	5,3%
Taxe additionnelle sur le foncier non bâti - TAFNB	599 000	627 000	4,7%
Taxe GEMAPI - TH/TFPB/TFPNB		2 020 000	100,0%
Fraction TVA - Fonds compensatoire TH résidences principales	35 544 000	38 460 000	8,2%
Ss-total fiscalité directe ménages	41 273 000	47 033 000	14,0%

Les recettes liées à la fiscalité directe des ménages sont proposées pour un montant de 47 M€ en 2023 contre 41,3 M€ en 2022, soit une progression de +14%.

Cette évolution s'explique par les effets conjugués de plusieurs facteurs venant s'ajouter au dynamisme de la fraction TVA :

- L'actualisation des bases de TH sur les résidences secondaires, de TFPB et de TFPNB en tenant compte de la variation physique prévisionnelle et du coefficient de revalorisation forfaitaire des bases de 7,1%, dont le calcul au niveau national reflète l'évolution des prix à la consommation harmonisée sur un an, constatée fin novembre (source INSEE du 15 décembre 2022).
- La reconduction des taux votés en 2022 par la Communauté urbaine.
- Et enfin, la mise en place pour la première année de la taxe GEMAPI dont le produit attendu de 2,5M€ sera réparti proportionnellement par la DGFIP entre les quatre taxes locales (foncier bâti, foncier non bâti, taxe d'habitation sur les résidences secondaires et cotisation foncière des entreprises), soit environ 2M€ de produit additionnel de fiscalité ménages et 0,5M€ pour la fiscalité professionnelle.

Le produit de la **taxe d'habitation** (TH), qui ne porte plus que sur les seules résidences secondaires, est prévu pour un montant de 2,3 M€, soit une augmentation de 30,7% par rapport au budget 2022. Les bases d'imposition de la TH sur les résidences secondaires du territoire évoluent globalement de 7,6% par rapport aux bases définitives de l'année précédente en tenant compte d'un coefficient de revalorisation de 7,1% en 2023 et d'une évolution physique estimée à 0,5%.

La recette de la **taxe foncière sur les propriétés bâties** (TFPB) est prévue à hauteur de 3,4 M€, soit une augmentation de 7,6% par rapport au budget 2022, et une progression de 6,9% par rapport au montant réalisé de 2022. Les bases d'imposition de la TFPB du territoire évolueraient globalement de 7,6% par rapport à celles de l'année 2022 en tenant compte du coefficient de revalorisation des bases de 7,1% et une évolution physique estimée à 0,5%.

Le produit de la **taxe foncière sur les propriétés non bâties** (TFPNB) et le produit de la **taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties** (TAFPNB) sont estimés à 0,8 M€, soit une progression de 4,8% par rapport au budget 2022 et de 7,1% par rapport au montant réalisé de 2022.

À noter que si la Communauté urbaine a le pouvoir de décider du taux de TFPNB en reconduisant le taux de 2022, celui de la TAFPNB, hérité des mécanismes de compensation de la suppression de la taxe professionnelle, est lui figé à 35,21%.

L'affectation d'une fraction de TVA vient compenser la perte du produit TH sur les résidences principales. Perçue pour la première fois en 2021, la fraction de TVA évolue chaque année comme cette imposition nationale, permettant une compensation dynamique des produits remplacés. Toutefois, la loi de finances pour 2021 a modifié l'année de référence pour le calcul de cette fraction afin de limiter l'effet d'aubaine engendré par le net rebond du produit de TVA collecté entre 2020 et 2021, estimé à 9%. Ainsi, en 2023, la fraction de TVA versée à Caen la mer devrait évoluer comme le taux de croissance national du produit net de TVA attendu entre 2022 et 2023, estimé à 3%. Cette prévision pour l'année 2023 reste toutefois inférieure au taux de croissance de 9,6% constaté au niveau national entre le montant révisé de TVA pour 2022 et le montant définitif de TVA exécuté en 2021, utilisé pour l'indexation de la fraction de TVA perçue par les collectivités locales en 2022. Par prudence, il est envisagé une progression seulement de 3% par rapport au montant réalisé en 2022, soit 38,5 M€.

La fraction de TVA est donc inscrite pour 38,5 M€ en 2023 soit une progression de 8,2% par rapport au budget 2022 et de 3% par rapport au montant réalisé de 2022.

Enfin, le produit additionnel de fiscalité ménage de la taxe GEMAPI est inscrit pour un montant de 2,02M€ pour le budget 2023.

LA FISCALITÉ PROFESSIONNELLE

Le tableau ci-dessous présente les recettes fiscales par nature de taxe :

Objet	BP 2022	BP 2023	Ev°2023/2022
Cotisation foncière des entreprises - CFE	25 163 000	26 586 000	5,7%
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - CVAE	22 091 010	22 900 000	3,7%
Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux - IFER	1 141 439	1 207 000	5,7%
Taxe sur la surface commerciale - TASCOM	5 500 000	5 700 000	3,6%
Taxe GEMAPI - CFE		500 000	100,0%
Rôles supplémentaires	500 000	500 000	0,0%
Ss-total fiscalité économique	54 395 449	57 393 000	5,5%

Les recettes liées à la fiscalité professionnelle sont inscrites pour un montant de 57,4 M€ au budget 2023 contre 54,4 M€ au budget 2022, soit une augmentation de 5,5%.

La **cotisation foncière des entreprises (CFE)** est inscrite pour un montant de 26,6 M€, en augmentation de 5,7% par rapport au budget 2022, et une progression de 2,8% par rapport au montant réalisé de la même année.

Depuis 2021, une diminution de moitié des valeurs locatives des établissements industriels évaluées selon la méthode comptable a été appliquée. La perte de produit a été compensée intégralement par une allocation compensatrice versée par l'Etat l'année même.

Après retraitement des effets de périmètre, le produit de CFE évoluerait globalement de 2,8% par rapport au montant définitif de 2022, le taux d'imposition, depuis 2021 unifié sur l'ensemble du territoire, étant maintenu à 25,71% (hors GEMAPI).

La **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** est estimée pour l'année 2023 à 22,9M€ selon une première estimation de la DGFIP sur le territoire de la Communauté urbaine, en augmentation de 3,7% par rapport au budget 2022 et une progression de 2,4% par rapport au montant définitif perçu en 2022.

La loi de finances 2023 a prévu une suppression de la CVAE sur deux ans. En 2023, elle sera divisée par deux et supprimée en 2024. Les collectivités seront compensées de la perte du produit de CVAE dès 2023, sur la base de la moyenne quadriennale des recettes perçues (ou qu'elles auraient dû percevoir) en 2020, 2021, 2022 et 2023. A noter que la prise en compte du millésime 2023 de la CVAE dans le calcul de la compensation a été introduite par amendement en loi de finances.

Ainsi, pour le bloc communal, la compensation prendra la forme d'une fraction de TVA scindée en 2 parts :

- Une première part fixe correspondant à la moyenne des produits de CVAE et compensations d'exonération de CVAE sur 4 ans.
- Une seconde part, basée sur la croissance du produit de TVA affecté au financement de la compensation, venant alimenter un fonds national de l'attractivité économique des territoires, afin de tenir compte du dynamisme local et «maintenir l'incitation pour les EPCI à attirer de nouvelles activités économiques sur leur territoire», selon des modalités de répartition qui seront définies par décret.

En effet, pour la Communauté urbaine Caen la mer, la compensation de la suppression de la CVAE pourrait se traduire en 2023 par une recette de 22,9M€ correspondant à la fraction de TVA estimée sur la base de la moyenne des produits de CVAE encaissés sur les 3 dernières années, soit un montant supérieur de 0,5M€ par rapport à la CVAE perçue en 2022.

Les **impositions forfaitaires des entreprises de réseau (IFER)** n'étant pas directement impactées par la crise sanitaire, sont inscrites pour 1,2 M€ soit une progression de +5,7% par rapport au BP 2022, ce montant correspondant au montant définitif perçu en 2022 après revalorisation des tarifs de 1%.

La **taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)** est estimée à 5,7 M€ pour 2023, en progression de 3,6% par rapport au budget 2022, mais serait en baisse de -3,5%, par rapport au montant réalisé de 2022. En effet, le montant définitif encaissé en 2022 intègre le règlement de deux acomptes pour une importante enseigne. Il est donc envisagé de proposer pour 2023 une estimation basée sur la moyenne des montants de TASCOM perçus sur les 3 dernières années afin de lisser les décalages liés au paiement des acomptes par les contribuables.

Les recettes liées aux **rôles supplémentaires**, de CFE notamment, ont été estimées 0,5 M€ en 2023 soit une reconduction du montant du budget 2022.

Le produit de la **Taxe GEMAPI**, pour la fiscalité professionnelle, est inscrit pour un montant de 0,5M€ pour le budget 2023.

Ainsi, le produit global de la taxe GEMAPI pour 2023 est prévu à hauteur de 2,52 M€. Cette recette permettra de couvrir les dépenses du budget relevant de la GEMAPI. Le tableau ci-dessous présente une synthèse des dépenses et recettes liées à cette compétence.

GÉMAPI 2023	
Dépenses de fonctionnement	930 100 €
Chapitre 011	
DIGUES : PNA et ASA Hermanville	15 000 €
LITTORAL dont Notre littoral pour demain	32 000 €
Entretien et travaux du DAN et du bassin versant de l'Odon	81 500 €
Domaine privé	306 000 €
Sous total	434 500 €
Chapitre 65	
Syndicat Mixte de lutte contre les inondations	450 000 €
Syndicat vallée de la Seulles	27 000 €
Bassin versant de l'Odon	2 600 €
Bassin versant de la Dives	16 000 €
Rôles supplémentaires	500 000
Sous total	434 500 €
Recettes de fonctionnement	2 685 000 €
Taxe GEMAPI	2 520 000 €
Remboursement de frais du SMLCI	28 000 €
Subventions pour Littoral dont Notre Littoral pour demain	23 500 €
Subventions agence de l'eau pour GEMAPI	113 500 €
Sous total	2 685 000 €
Dépenses d'investissement	1 897 290 €
AP 9117 - PLUVIAL et GEMAPI	1 015 560 €
AP 9093 - Travaux épis et digues	800 000 €
GEMAPI Thue et Mue	26 730 €
LITTORAL prévention des risques	55 000 €
Sous total	1 897 290 €
Recettes d'investissement	54 000 €
LITTORAL prévention des risques	30 000 €
Vallée du DAN subventions agence de l'eau	24 000 €
Sous total	54 000 €
Total dépenses	2 827 390 €
Total recettes	2 739 000 €

LES AUTRES PRODUITS FISCAUX

Objet	BP 2022	BP 2023	Ev°2023/2022
Prélèvements sur les paris hippiques	100 000	100 000	0,0%
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères - TEOM (y compris part incitative - TiEOM)	35 946 000	39 450 000	9,7%
Taxe de séjour	1 512 750	1 716 050	13,4%
Ss-total autre fiscalité	37 558 750	41 266 050	9,9%

Les autres produits fiscaux connaissent une progression de 9,9% en 2023.

La recette du **prélèvement sur les paris hippiques**, inscrite pour un montant de 0,1 M€, est reconduite par rapport à l'année précédente.

Le produit de la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères** y compris la part incitative, est inscrit pour un montant de 39,5 M€ en progression de 9,7% par rapport au budget 2022.

Cette hausse est la résultante de la croissance prévisionnelle des bases d'imposition, les taux et les tarifs de la part incitative étant reconduits en 2023. Les bases d'imposition de la TEOM du territoire évolueraient globalement de 7,6% par rapport à celles de l'année 2022 en tenant compte du coefficient de revalorisation des bases de 7,1% et d'une évolution physique estimée à 0,5%.

Pour rappel, le taux de TEOM a été augmenté en 2021 d'un point, passant de 9,74% à 10,74% afin de faire face à la croissance des dépenses liées à la collecte et au traitement des ordures ménagères (hausse des coûts de collecte en porte à porte, augmentation des coûts de logistique des déchèteries et des coûts de traitement en lien avec la hausse de la TGAP).

Pour les communes ne bénéficiant pas de la collecte des déchets verts en porte à porte, le taux a été maintenu à 9,74%.

Enfin, sur le territoire des communes concernées par l'expérimentation de la taxe incitative (communes de l'ex-SIDOM de Creully), les taux de TEOM ainsi que la tarification de la part incitative ont été ajustés en 2021, afin de répondre à l'obligation de revenir à une proportion maximum légale de 45% pour la TIEOM.

Le produit de la **taxe de séjour** est inscrit pour un montant de 1,7 M€ pour 2023, soit une augmentation de 13,4% par rapport au budget 2022.

2.2 LES DOTATIONS, PÉRÉQUATIONS, GARANTIE DE RESSOURCES

LES RECETTES LIÉES À LA PÉRÉQUATION ET À LA GARANTIE DE RESSOURCES

Objet	BP 2022	BP 2023	Ev°2023/ 2022
Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales - FPIC	4 200 000	4 350 000	3,6%
Fonds national de garantie individuelle des ressources - FNGIR	11 283 448	11 283 448	0,0%
Dotation de compensation de la réforme de la TP - DCRTP	5 848 097	5 848 097	0,0%
Fonds départemental de péréquation de la TP - FDPTP	111 000	111 000	0,0%
Ss-total péréquation / garantie de ressources (hors attribution de compensation)	21 442 545	21 592 545	0,7%
Attribution de compensation (négative)	34 480 153	34 718 218	0,7%
Ss-total péréquation / garantie de ressources (y compris attribution de compensation)	55 922 698	56 310 763	0,7%

Les recettes liées à la péréquation et à la garantie de ressources, hors attribution de compensation, sont inscrites pour un montant de 21,6M€ en 2023 contre 21,4 M€ en 2022, en progression de 0,7%.

L'enveloppe nationale des ressources allouées au **Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales** (FPIC) devrait se maintenir en 2023 à un montant de 1 milliard d'euros.

La Communauté urbaine devrait percevoir, au titre du FPIC, une attribution de 4,3 M€ alors que le prélèvement s'élèverait à 0,1 M€, soit un solde net de 4,2 M€, montant équivalent à celui enregistré en 2022.

Cette prévision se base sur une hypothèse de stabilisation des données nationales et de maintien du mode de répartition de droit commun entre la Communauté urbaine et ses communes-membres, selon le coefficient d'intégration fiscale (CIF). Ce dernier pourrait s'établir à 59,2% pour 2023 soit un niveau identique à celui de 2022.

À noter qu'à partir de 2022, le mécanisme de compensation de la suppression de la TH sur les résidences principales d'une part et de la réduction de moitié de l'assiette des locaux industriels d'autre part, aura des conséquences sur le calcul des indicateurs de richesse et d'intégration fiscale, entrant notamment dans la répartition du FPIC entre les ensembles intercommunaux sur le territoire national. Ainsi, la loi de finances pour 2021 a procédé à l'adaptation du périmètre des indicateurs financiers pour tenir compte des réformes fiscales, ainsi qu'au lissage de la prise en compte de ces effets dans le temps. La loi de finances pour 2022 a prévu la mise en place d'une fraction dégressive de correction des effets entre 2022 et 2028, avec une neutralisation totale en 2022. Elle ne sera plus que de 90% en 2023, puis s'appliquera ainsi de manière dégressive jusqu'en 2028.

Pour le **Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources** (FNGIR), la somme de 11,3 M€ a été inscrite au budget 2023, correspondant au montant réalisé en 2022.

La **Dotation de Compensation de la Réforme de la TP** (DCRTP), n'étant plus intégrée au sein des variables d'ajustement de la DGF pour les EPCI, elle ne subira pas de ponction pour la troisième année consécutive.

Le montant de la DCRTP est donc inscrit pour 5,8M€ soit un montant identique au budget 2022.

Le **Fonds Départemental de Péréquation de la TP** (FDPTP) est également sorti du périmètre des variables d'ajustement.

Il est donc proposé de reconduire le même montant de FDPTP au budget 2023, soit 0,1M€.

Avec un montant inscrit pour 34,7 M€, **l'attribution de compensation (négative)** traduit l'impact du volume des charges transférées sur l'AC qui est devenue, pour près des deux tiers des communes membres, une dépense obligatoire.

Pour faire suite à la déclaration d'intérêt communautaire des équipements aquatiques des communes de Carpiquet et Ouistreham Riva-Bella au 1^{er} janvier 2023 puis à l'approbation de la révision des attributions de compensation des deux communes concernées, l'AC négative est augmentée de 0,2M€ au budget 2023.

LES DOTATIONS ET COMPENSATIONS

Objet	BP 2022	BP 2023	Ev°2023/ 2022
DGF	30 522 854	30 126 824	-1,3%
<i>Dotation d'intercommunalité</i>	8 255 098	8 280 000	0,3%
<i>Dotation de compensation</i>	22 267 756	21 846 824	-1,9%
Allocations compensatrices	6 070 000	6 280 000	3,5%
Dotation générale de décentralisation - DGD	61 500	61 500	0,0%
Ss-total dotations de l'État	36 654 354	36 468 324	-0,5%

Les recettes liées aux dotations et compensations versées par l'Etat sont inscrites pour un montant de 36,5 M€ en 2023 contre 36,7 M€ en 2022, soit une légère baisse de -0,5%.

Au titre de la DGF, la Communauté urbaine devrait percevoir en 2023 un montant total de 30,1 M€, en baisse de -1.3% par rapport au budget 2022.

Depuis la réforme de la **dotation d'intercommunalité**, le coefficient d'intégration fiscale (CIF) qui est devenu le critère le plus déterminant dans le calcul du montant de la dotation des EPCI, devrait rester globalement stable pour la Communauté urbaine. Son niveau relativement élevé (soit 58% pour 2023) ainsi que la prise en compte d'une augmentation de la population légale (+500 habitants) permet à la Communauté urbaine d'envisager un montant de dotation d'intercommunalité de l'ordre de 8,3 M€, équivalent par rapport au budget 2022.

La **dotation de compensation** est inscrite pour 21,8 M€, en baisse de -1.9% par rapport au budget 2022.

Cette ponction réalisée sur la dotation de compensation permet de financer au niveau national la hausse de la péréquation verticale (dotation de solidarité urbaine, dotation de solidarité rurale) ainsi que la garantie de dotation d'intercommunalité des EPCI les moins aisés.

La **dotation générale de décentralisation**, versée au titre des aéroports transférés, est destinée à compenser les dépenses liées au transfert de l'aéroport de Caen-Carpiquet. Le montant inscrit au budget 2023, soit 0,06 M€, correspond au niveau de réalisation de l'année précédente.

Les **allocations compensatrices** sont inscrites pour 6,3 M€ en augmentation de 3,5% par rapport au budget 2022 mais en baisse de 3,3% par rapport au montant réalisé en 2022.

En effet, les allocations compensatrices en matière de taxe sur le foncier bâti et cotisation foncière des entreprises, intègrent désormais la compensation liée à la réduction de moitié de la valeur locative des établissements industriels. Elles seraient en légère baisse après l'annonce faite par les services de l'Etat de la correction des bases fiscales de plusieurs sites industriels, suite à un contentieux en matière de taxes foncières.

Quant aux autres allocations compensatrices, sorties du périmètre des variables d'ajustement depuis 2018, elles ne subiront plus de minoration supplémentaire.

Les allocations compensatrices en matière de foncier bâti ont été estimées à 0,2 M€, avec pour hypothèse la poursuite de la dynamique des bases exonérées.

Celles en matière de cotisation foncière des entreprises sont inscrites pour un montant total de 6,1 M€.



Les autres recettes de fonctionnement

Objet	BP 2022	BP 2023	Ev°2023/2022
Produits des services, du domaine et des ventes	9 313 077	10 347 290	11,1%
<i>dont droits de stationnement</i>	600 000	600 000	0,0%
<i>dont forfait post stationnement (FPS)</i>	500 000	950 000	90,0%
Subventions et participations	2 777 007	3 822 271	37,6%
Autres produits de gestion courante	1 771 110	2 303 683	30,1%
Atténuations de charges	1 129 075	1 046 706	-7,3%
Produits financiers	100 000	100 000	100,0%
Produits exceptionnels	18 100	19 000	5,0%
Reprises sur provision	45 000	35 000	100,0%
Ss-total autres recettes de fonctionnement	15 153 369	17 673 950	16,6%

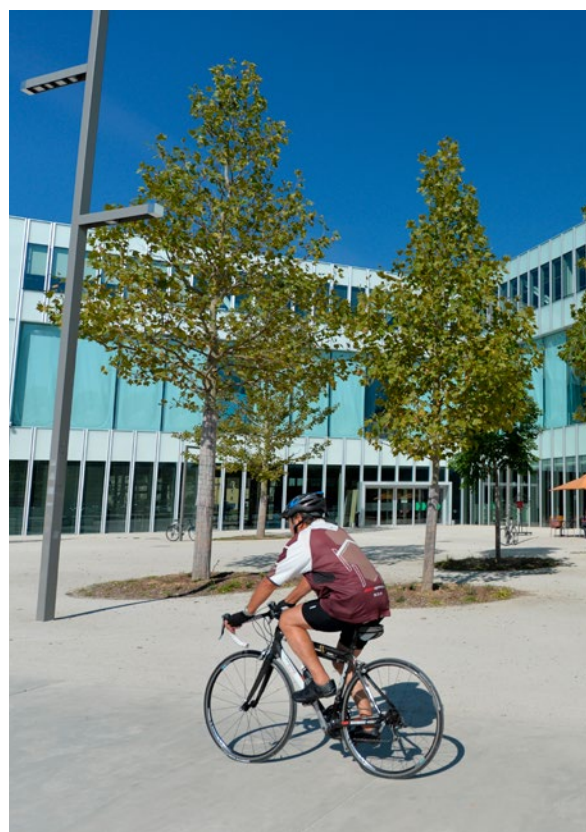
Les **produits des services, du domaine et des ventes** (chapitre 70) sont prévus à hauteur de 10,34 M€ contre 9,31 M€ en 2022. Cette augmentation s'explique principalement par l'incertitude liée à la crise sanitaire sur les délais d'ouverture des établissements culturels et sportifs au public encore persistante en 2022 ; les prévisions de recettes avaient donc été extrêmement prudentes sur les droits d'entrée des établissements. Les restrictions étant désormais complètement levées et les usagers ayant repris leurs activités, les prévisions 2023 peuvent être plus optimistes.

Les subventions et participations versées par les tiers sont prévues pour un montant total de 3,82 M€ en 2023 contre 2,78 M€ en 2022. La principale hausse concerne le reversement aux communes membres du SYVEDAC dans le cadre du tri pour 1,44 M€ en 2023 contre 0,44 M€ en 2022. Les cours de reprise des matériaux sont repartis à la hausse et permettent de réajuster la prévision de recettes en 2023. À noter, une progression des subventions liées aux projets SARE, PIG et POPAC de l'habitat (+0,03 M€), pour la MOUS (+0,02 M€), pour les études liées à l'aéroport (+0,05 M€) et pour la GEMAPI (+0,03 M€). La baisse la plus importante concerne les subventions liées au FEDER et ACTEE pour la transition énergétique (-0,07 M€).

Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) sont inscrits pour un montant de 2,3 M€ en 2023 en augmentation par rapport à 2022 (1,77 M€). Ils sont essentiellement constitués de loyers pour 1,87 M€, notamment en matière de développement économique, de redevances des fermiers ou concessions pour 0,24 M€, d'un excédent de fin de concession pour 0,14 M€ et de remboursements d'assurance et de participation FIPHFP. L'augmentation entre 2021 et 2022 s'explique principalement par une augmentation des loyers attendus et l'encaissement de l'excédent de la fin de concession du Clos Neuf. À noter, que le loyer du Moho est prévu à hauteur de 0,46 M€ en 2023 contre 0,17 M€ en 2022.

Les atténuations de charges (chapitre 013) correspondent au remboursement de rémunérations notamment pour le remboursement de la part restauration des agents. Depuis 2022, des écritures liées aux stocks sont réalisées sur ce chapitre. Le montant inscrit en 2023 est de 1,04 M€, en légère baisse par rapport à 2022 (1,13 M€).

Les produits exceptionnels sont budgétés pour 19 k€. Ces recettes sont par nature erratiques (mandats annulés sur exercices antérieurs, recouvrement de contentieux). De plus, comme pour les dépenses exceptionnelles, la nouvelle nomenclature M57 du 1^{er} janvier 2018 a été modifiée et ne permet plus les mêmes inscriptions qu'auparavant sur ce chapitre.



ÉQUILIBRE DU BUDGET

INVESTISSEMENT 2023



REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES

La présentation du budget 2023 respecte la continuité du budget de la Communauté urbaine voté en 2022.

Les dépenses d'investissement présentées comprennent l'ensemble des projets définis dans le cadre des compétences dévolues à la Communauté urbaine notamment en matière de voirie, espaces verts, propreté, pluvial, habitat, tourisme, et urbanisme.

Pour rappel, la mise en place d'autorisations de programmes annuels a été validée à partir de 2022.

Suite aux échanges du groupe de travail sectorisation mis en place à l'automne 2020 et poursuivi au cours de l'année 2021,

une réflexion portant sur la mise en œuvre des secteurs et des moyens humains, matériels et financiers associés, a eu lieu, et la sectorisation de la compétence voirie (au sens large) a été adoptée lors du conseil communautaire du 16 décembre 2021.

Ainsi, les droits de tirage ont été maintenus pour permettre les derniers paiements des engagements antérieurs en 2022. Des enveloppes de secteurs ont été définies et de nouvelles autorisations de programme par secteur ont été adoptées en décembre 2021 permettant ainsi d'assurer la continuité financière des secteurs. Ainsi, en 2023, les nouvelles opérations spécifiques et les travaux d'entretien de voirie ou de proximité sont intégrés dans les enveloppes de secteurs.

3. LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT : 114,4 M€

Le tableau ci-après retrace les évolutions des dépenses d'investissement par chapitre entre le budget 2022 et 2023.

Chapitre	Dépenses	BP 2022	BP 2023	Ev° BP2023/ BP2022
OPÉRATIONS RÉELLES				
DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT		84 161 742	82 084 737	-2,47%
Dépenses d'équipement gérées en AP et opérations d'équipement		72 512 798	68 722 361	-5,23%
Autres dépenses d'équipement		11 648 944	13 362 376	14,71%
20	Immobilisations incorporelles	197 000	179 000	-9,14%
204	Subventions d'équipement versées	7 990 214	9 404 996	17,71%
21	Immobilisations corporelles	2 790 000	3 253 650	16,62%
23	Immobilisations en cours	671 730	524 730	-21,88%
DÉPENSES FINANCIÈRES		28 468 520	31 131 930	9,43%
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 125 000	3 750 000	-9,09%
16	Emprunts et dettes assimilées	21 755 720	23 308 103	7,14%
26	Participations et créances rattachées à des participations	48 800	53 800	10,25%
27	Autres immobilisations financières	2 539 000	4 020 000	58,33%
DÉPENSES POUR COMPTE DE TIERS		-	1 233 015	100,00%
4581*	Opérations sous mandat (dépenses)		1 233 015	100,00%
TOTAL DÉPENSES RÉELLES		112 630 262	114 449 682	1,62%

Les dépenses réelles d'investissement s'établissent à 114,45 M€ en 2023 contre 112,63 M€ en 2022.

Les dépenses d'équipement sont budgétées à hauteur de 82,08 M€ et se dissocient en dépenses d'équipement au titre des opérations gérées en AP/CP pour 68,72 M€ et en dépenses d'équipements gérées hors AP/CP pour 13,36 M€.

Les dépenses financières (31,13 M€) comprennent le remboursement en capital de la dette (23,28 M€), des prévisions de remboursements de cautions au chapitre 16 (0,03 M€) et le reversement de la taxe d'aménagement aux

communes pour 3,75 M€. Une prévision de 0,05 M€ est prévue pour les participations au capital de la SPL Plateau Nord et l'acquisition de parts sociales pour le tourisme.

Il est également prévu de verser 4,02 M€ d'avances principalement en foncier pour des écritures comptables concernant les charges à répartir du parking EFFIA pour 3,72 M€ et 0,3 M€ pour le préfinancement SAFER.

Hors dette, les dépenses d'investissement restent stables (en augmentation de 0,04 %).



3.1 LES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

Pour 2023, les dépenses d'équipement inscrites (82,08 M€) permettront de poursuivre les investissements programmés par la Communauté urbaine dont les principaux figurent dans le tableau ci-dessous. Pour la compétence voirie (au sens large),

les crédits prévus correspondent à la programmation envisagée sur les enveloppes de secteurs pour plus de 16,93 M€.



AP/CP 2023

68,7 M€

**DÉPENSES
D'ÉQUIPEMENT**
82,08 M€

Dépenses d'équipement hors AP

13,3 M€

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS

AP votées antérieurement nécessitant une inscription budgétaire en CP supérieure ou égale à 500 k€.

En K €	TOTAL ENVELOPPE AP	POUR MÉMOIRE CREDITS BP 2022	CREDITS 2023
Enveloppes de secteurs	107789	13571	16931
Palais des sports	41000	15000	13000
Echangeur Boulevard des pépinières	13557	2525	4100
Construction des déchetteries	4885	1950	3673
Schéma cyclable	14400	3000	3400
Collecte - Acquisition matériels	6842	1872	3185
ZA voirie	9450	1500	1880
Gros matériels	9984	1400	1700
Entretien du patrimoine bâti	1690	1540	1670
Boucle cyclopédestre	3600	1000	1400
Aéroport - Mise aux normes	15000	235	1355
Administration numérique	4732	1165	1321
PLH (nouveau PLH)	17000	1150	1150
Pluvial et GEMAPI	9122	622	1015
Pont de Colombelles	6670		1000
Maison des chercheurs	5000	500	1000
Nouveau schéma départemental GDV	3500	400	962
Travaux épis et digues	1900	900	800
Patrimoine économique	2534	508	700
Schéma directeur locaux espaces publics	1000	750	650
PLU	4280	517	530
Modernisation Aéroport Caen Carpiquet	8516	1200	503

Les nouvelles AP 2023 en k€.

En K €	TOTAL ENVELOPPE AP	CREDITS 2023
Passerelle canal	400	100
CRR théâtre - Réhabilitation bâtiment Langlois	1605	50
Reconstruction aérogare	8500	100
Création d'ombrières parking Koenig	4800	120

3.2 LES DÉPENSES FINANCIÈRES

Les dépenses financières s'établissent à 31,13 M€ en 2023 contre 28,46 M€ en 2022, soit une hausse de 9,4%. Cette forte hausse s'explique principalement par des écritures de charges à répartir pour le parking EFFIA et par les remboursements en capital de la dette.

La part du **remboursement de la dette en capital** représente 23,28 M€ en 2023 contre 21,74 M€ en 2022, hors mouvements neutres. Cette hausse contenue s'explique par la maîtrise du niveau d'endettement de la Communauté urbaine et par le profil d'extinction de sa dette. En 2022, Caen la mer a emprunté 20 M€ contre 25 M€ en 2021.

RAPPEL SUR LA DETTE RÉCUPÉRABLE

Pour mémoire, depuis le 1^{er} janvier 2017, la Communauté urbaine Caen la mer exerce de plein droit, sur l'ensemble de son périmètre, toutes les compétences fixées au I de l'article L.5215 du CGCT, et notamment la compétence liée à la voirie.

Le transfert des dépenses de voirie au sens large est un transfert de budget qui doit s'accompagner d'un transfert de la dette liée au financement de ces compétences, venant impacter le calcul de l'attribution de compensation des communes.

Ainsi, lorsque les emprunts à transférer ne sont pas individualisables ou non affectés et de ce fait non transférables directement à la Communauté urbaine, il a été proposé la mise en œuvre d'une démarche dite de dette récupérable.

Un encours a ainsi pu être reconstitué définissant la part d'intérêts et de capital qui seront reversés aux

communes par la Communauté urbaine sur 15 ans de 2017 à 2031. Un taux d'intérêt moyen de 2,5% a été appliqué sur la période.

Le transfert de dette prend ici la forme d'une créance des communes sur la Communauté urbaine Caen la mer qui se traduit par le remboursement aux communes des annuités en capital et en intérêt jusqu'à extinction.

Il a été donc convenu que la Communauté urbaine Caen la mer, rembourse chaque année en deux versements aux communes, la part des annuités d'emprunts affectés au financement de la compétence voirie.

Hors dette récupérable, le montant de l'amortissement de la dette varie de 19,9 M€ au BP 2023 contre 17,98 M€ en 2022.



4. LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 84,9 M€

Le tableau ci-dessous présente les évolutions des recettes d'investissement par chapitre entre le budget 2022 et 2023.

Chapitre	Recettes	BP 2022	BP 2023	Ev° BP2023/BP2022
OPÉRATIONS RÉELLES				
10(sauf 1068)	Dotations, fonds divers et réserves	11 000 000	12 000 000	9,1%
024	Produits des cessions d'immobilisations	975 000	15 000	-98,5%
13	Subventions d'investissement (reçues)	13 217 278	26 768 378	102,5%
16	Emprunts et dettes assimilées	49 230 000	37 094 000	-24,7%
165	Dépôts et cautionnements reçus	11 000	1 000	-90,9%
20	Immobilisations incorporelles			
204	Subventions d'équipement versées	50 000	73 000	46,0%
27	Autres immobilisations financières	7 423 148	7 687 900	3,6%
4582*	Opérations sous mandat (recettes)		1 233 015	100,0%
TOTAL RECETTES RÉELLES		81 906 426	84 872 293	3,6%

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 84,87 M€ en 2023 contre 81,9 M€ en 2022, en augmentation de 3,6 % par rapport à 2022. Le chapitre budgétaire des fonds propres intègre le FCTVA et le reversement de la taxe d'aménagement aux communes. Les produits des cessions sont prévus en baisse par rapport à 2022 (-98,5%). Les subventions reçues augmentent fortement de 102,5 % en raison du lancement de certains projets et du décalage de perception de recettes sur les projets en cours ou terminés. Le chapitre emprunts et dettes assimilées baisse de 24,7 %. Les autres immobilisations financières comprennent les remboursements d'avances par les SEM prévues à hauteur de 7,68 M€ principalement pour le Campus Technologique (4 M€), le Site Côte de Nacre 1 M€, Object'Ifs Sud (1,09 M€), Normandika (0,69 M€), la Zhab Jean Jaurès (0,7 M€), Lazzaro 3 et des remboursements d'aides remboursables aux entreprises (0,13 M€) ainsi que des remboursements de la SPLA pour le mandat 6 PIM (0,06 M€).

Les recettes définitives d'investissement sont constituées par le FCTVA (chapitre 10). Il est inscrit pour un montant de 7 M€ en 2023. Pour mémoire, la prévision du FCTVA est basée sur le montant des dépenses d'investissement réalisées dans l'année N ; il pourra faire l'objet d'un ajustement lors du budget supplémentaire en fonction des taux d'exécution du budget.

La taxe d'aménagement

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Communauté urbaine perçoit la taxe d'aménagement en lieu et place des communes-membres, au taux unifié de 5% sur l'ensemble du territoire, pour les autorisations d'urbanisme (permis de construire, déclarations préalables...) délivrées à compter du 1^{er} janvier 2017. Elle reverse ensuite 75% du produit perçu aux communes membres.

Pour 2023, les recettes perçues au titre de la taxe d'aménagement ont été estimées à 5 M€, soit un montant légèrement inférieur à celui de 2022. Il est précisé que lesdites recettes sont versées chaque semaine par la DDFIP, en fonction des encaissements que celle-ci effectue auprès des pétitionnaires.

Concernant le reversement aux communes, il a été estimé à 3,75 M€ pour 2023, soit 75% des recettes que la Communauté urbaine doit percevoir.

À noter que depuis le 1^{er} septembre 2022, la date d'exigibilité des taxes d'urbanisme est désormais fixée à la date d'achèvement des travaux, ce qui ne permet plus d'estimer avec la même fiabilité le montant des produits à percevoir et pourrait entraîner un impact négatif en terme de trésorerie, malgré la mise en place par la DGFIP d'un système d'acomptes pour les projets supérieurs à 5000m².

Les amendes de police

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Communauté urbaine perçoit le produit des amendes de police relatives à la circulation routière dressées sur son territoire, en lieu et place des communes-membres. Il s'agit des amendes autres que le défaut de paiement du stationnement payant, ce dernier faisant l'objet du forfait post stationnement (FPS) comptabilisé en recette de fonctionnement.

Le produit versé en 2023 sera celui issu de la répartition 2022 basée sur les contraventions dressées sur le territoire au cours de l'année 2021.

Il a été estimé un produit d'un montant de 1,3 M€, en augmentation de 0,3 M€ par rapport à 2022 afin de tenir compte du niveau de réalisation sur l'année 2022.

Les autres recettes d'investissement comprennent les participations et subventions versées par des tiers (Europe, Etat, Région, communes, Agence de l'Eau...). Les subventions d'investissement prévues sont en augmentation de 102,5 % et tiennent compte du niveau de cofinancement prévu sur 2023 sur les opérations d'investissement engagées comme l'ENSI3 pour 2,18 M€, le Palais des sports pour 12,5 M€ et le schéma cyclable pour 1,89 M€ ou les enveloppes de secteurs pour 4,92 M€, pour ne citer que les principaux.

LES SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION ET LES PRINCIPAUX RATIOS

LES SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION (SIG)

Le tableau ci-après détaille le calcul des soldes intermédiaires de gestion de la Communauté urbaine. Ces soldes témoignent de l'évolution de la situation financière de Caen la mer.

Objet	BP 2022	BP 2023	Ev°2023/2022
Recettes courantes de fonctionnement	240 839 520	256 026 087	6,3%
Dépenses courantes de fonctionnement	206 205 844	221 248 698	7,3%
Épargne de gestion	34 633 676	34 777 389	0,4%
Produits financiers	100 000	100 000	100%
Frais financiers	3 541 440	5 177 500	46,2%
<i>Solde financier</i>	<i>3 441 440</i>	<i>5 077 500</i>	47,5%
Produits exceptionnels	18 100	19 000	5,0%
Charges exceptionnelles	486 500	141 500	-70,9%
<i>Solde exceptionnel</i>	<i>-486 400</i>	<i>-122 500</i>	-73,8%
TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	240 957 620	256 145 087	6,3%
TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	210 233 784	226 567 698	7,8%
Épargne brute (Capacité d'Autofinancement)	30 723 836	29 577 389	-3,7%
Remboursement en capital de la dette	21 735 920	23 280 330	7,1%
Épargne nette	8 987 916	6 297 059	-29,9%
Ressources propres d'investissement	19 409 148	19 703 900	1,5%
Critère d'équilibre réel	28 397 064	26 000 959	-8,4%

* Ressources Propres d'investissement = Produits des cessions d'immobilisations + Dotations, fonds divers et réserves + Dépôts et cautionnements reçus + Autres immobilisations financières

L'épargne de gestion est la différence entre les recettes courantes de fonctionnement et les dépenses courantes de fonctionnement. Ce SIG tient compte des dépenses récurrentes de la collectivité pour assurer son fonctionnement quotidien. Il ne tient pas compte de la politique d'investissement puisqu'il est calculé avant la prise en compte des frais financiers et des produits financiers. Il neutralise également les dépenses et recettes exceptionnelles. L'épargne de gestion s'établit en 2023 à 34,78 M€ en légère hausse de 0,4% par rapport à 2022 (34,63 M€). Cette quasi stabilité de l'épargne de gestion est liée à des dépenses courantes de fonctionnement plus dynamiques en 2023 mais compensées par des recettes courantes plus favorables. Cette dynamique des recettes plus importante (+6,3%) permet de limiter grandement la baisse de l'épargne de gestion.

L'épargne brute est obtenue après la prise en compte du solde des opérations financières et du solde des opérations exceptionnelles. Ce solde d'épargne peut être également dégagé par le solde des dépenses et recettes réelles de fonctionnement. Les frais financiers au budget primitif 2023 sont en forte hausse de 1,63 M€ par rapport à 2022, soit +46,2% en raison de la forte progression des taux d'intérêt depuis le début de l'année 2022.

L'épargne brute s'établit en 2023 à 29,57 M€ en baisse de 3,7% par rapport à 2022 (30,72 M€).

L'épargne nette, obtenue après déduction du remboursement en capital de la dette, s'élève à 6,29 M€ contre une épargne nette en 2022 de 8,98 M€. L'épargne nette est en baisse de 2,69 M€ du fait d'un remboursement en capital de la dette en hausse sur 2023 (+7,1 %).

Le critère d'équilibre réel ressort en baisse de 8,4 %, les ressources propres d'investissement en 2023 étant quasi stables à 2022.

LES PRINCIPAUX RATIOS D'ANALYSE FINANCIÈRE

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des ratios financiers.

Informations financières - ratios		Valeurs BP 2023 (€/habitant)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	818
2	Recettes réelles de fonctionnement/population	925
3	Dépenses d'équipement brut/population	300
4	Encours de dette/population	589
5	DGF/population	110
6	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	43,86%
7	Dépenses de fonctionnement et remboursement dette en capital/recettes réelles de fonctionnement	95,81%
8	Dépenses d'équipement "brutes"/recettes réelles de fonctionnement	32,44%
9	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	73,94%
10	Epargne brute/recettes réelles de fonctionnement	11,55%



© DL MNS prod

L'ÉQUILIBRE DES BUDGETS ANNEXES

ASSAINISSEMENT

Le budget 2023 de l'assainissement, s'équilibre en exploitation à 25,97 M€ et en investissement à 39,63 M€. Le virement entre sections est en augmentation passant de 1,24 M€ en 2022 à 3,86 M€ en 2023. Toutefois, l'autofinancement du budget reste insuffisant compte tenu des montants importants de travaux prévus en 2023 à la fois sur les réseaux et la STEP du Nouveau Monde.

En exploitation, le budget 2023 présente des variations à la fois en dépenses et en recettes. Concernant les dépenses, +4,3% par rapport à 2022, les augmentations sont liées essentiellement à l'exploitation de la station du Nouveau Monde dont le nouveau marché, notifié en juin 2022, a vu l'offre financière diminuer. Cette baisse est toutefois compensée par de nouvelles prestations de service exécutées initialement, via un contrat de DSP (Caen, Thaon et Troarn) ou en régie (Verson et Sannerville). Les nouveaux coûts sont estimés pour l'entretien et l'exploitation des réseaux à 0,46 M€ (Caen, Thaon et Troarn) et pour l'exploitation des stations à 0,45 M€ (Verson, Troarn et Sannerville). A ces coûts viennent s'ajouter ceux de la facturation des redevances assainissement pour Caen, Hérouville Saint-Clair et Sannerville pour 0,07 M€. À noter également l'augmentation du coût de la masse salariale en raison notamment de l'application en année pleine des décisions gouvernementales prises en 2022 sur la revalorisation du point d'indice et le SMIC (+9,6%) soit +0,37 M€. Les autres dépenses sont globalement stables.

Les recettes sont en hausse de 15,35% par rapport à 2022. Malgré une baisse des dotations de l'agence de l'eau (abandon progressif de la prime d'épuration de 20% par an, soit -0,13 M€

par rapport à 2022) et la fin de la ristourne versée par Véolia dans le cadre du contrat de Caen, soit -0,11 M€, les recettes augmentent. Tout d'abord, en raison de la facturation aux communes extérieures liée au traitement des boues (+0,3 M€), et à la baisse de la part du délégataire du contrat de Caen venant augmenter d'autant la part de la collectivité (+2 M€). En ce qui concerne la redevance d'assainissement collectif, cette dernière est prévue à hauteur de 16,9 M€ soit une progression de 2,2 M€ qui s'explique par l'application de l'augmentation des tarifs de 1,5% prévue pour 2023 et la fin des contrats de Caen, Troarn et Thaon entraînant une disparition des parts délégataires sur ces territoires +2 M€. Comme chaque année, le budget présenté intègre l'étalement des écritures comptables liées au fonds de soutien mis en place par l'Etat pour accompagner les collectivités à faire face aux conséquences financières des opérations de refinancement des prêts structurés 1,07 M€.

En investissement, le budget, géré en AP de programme annuel depuis 2022, comprend 13,88 M€ de travaux de renouvellement des réseaux (en augmentation par rapport à 2022 suite à la clôture des anciennes AP), 11,6 M€ de travaux à la STEP (poursuite des études de maîtrise d'œuvre en phase DET et travaux de méthanisation), 2,03 M€ d'autres travaux et d'acquisitions, et 5,52 M€ d'opérations sous mandat. Ces dernières concernent les travaux de réseaux d'eau potable et s'étendent sur l'ensemble du territoire de la Communauté urbaine. Des recettes propres pour ces projets de l'ordre de 2,38 M€ sont prévues, complétées par l'inscription d'un emprunt d'équilibre à hauteur de 19,28 M€.



Zéme ciel image

REÇU EN PREFECTURE

le 20/06/2023

Application agréée E-legalite.com

Exploitation		Recettes
011 - Charges à caractère général	21_RP-014-2114 04884-2023 0612-AP2023 0612_7 553 310,00	70 - Ventes de produits 22 297 300,00
012 - Charges de personnel	4 275 536,00	74 - Dotations, subventions et part 532 000,00
014 - Atténuations de produits	300 000,00	75 - Aut produits gestion courantes 29 972,00
65 - Autres charges de gestion cour	14 110,00	76 - Produits financiers 1 072 561,00
66 - Charges financières	523 000,00	77 - Produits exceptionnels 145 600,00
67 - Charges exceptionnelles	597 500,00	013 - Atténuation de charges 500 ,00
042 - Opér ordre entre trans section	6 809 197,00	78 - Reprise sur provisions 10 000,00
022 - Dépenses imprévues	3 377,00	042 - Opér ordre entre trans section 1 877 809,00
023 - Virement à la section d'invest	3 869 712,00	
Total fonctionnement	25 965 742,00	Total fonctionnement 25 965 742,00

Investissement	Dépenses
10 - Dotations, fonds divers	19 646
13 - Subventions d'investissement	10 000,00
16 - Emprunts et dettes assimilées	3 323 335,00
20 - Immobilisations incorporelles	
458121 - Mandat rue Général Moulin Caen - AEP	936 000,00
458134 - Mandat boulevard Rethel Caen - AEP	132 000,00
458136 - Mandat rue de la libération Sannerville - AEP	174 000,00
458241 - Mandat Emissaire vallée du Dan	228 000,00
458150 - Mandat rue d'Auge Caen	60 000,00
458157 - Mandat AEP - Ouistreham - Quartier des Charmettes	10 000,00
458159 - Mandat AEP - Palais des sports	10 000,00
458160 - Mandat AEP - Troarn rue des Pervenches	10 000,00
458161 - Mandat Bretteville l'Orgueilleuse - rue Beethoven et Chopin	10 000,00
458163 - AEP Colombelles rue Jean Jaurès	480 000,00
458164 - AEP Grentheville - Route de Solliers	300 000,00
458165 - AEP Ifs - Route de Bretteville et Picardie	336 000,00
458166 - AEP Ouistreham - Rue Andry	10 000,00
458167 - AEP Verson - Rue verte Coline	12 000,00
458168 - AEP Troarn - Route de Rouen	5 000,00
458170 - AEP Caen - Rue du Vaugueux	10 000,00
458171 - AEP Caen - rondpoint de Bourgogne	744 000,00
458173 - AEP Mondeville - Rue Calmette	24 000,00
458174 - AEP Caen - Rue Bélivet et Foch	396 000,00
458175 - AEP Éterville - Rue de la Couture	156 000,00
458176 - AEP Fleury - Rue Maison neuve	432 000,00
458177 - AEP Mouen - Rue de Bretagne	540 000,00
458179 - AEP Thaon - Rue de Lormelet	180 000,00
458180 - AEP Troarn - Rue du Muguet	204 000,00
458182 - AEP Cuverville - Rue de Sannerville	20 000,00
458183 - AEP Fleury - Rue Varlin	108 000,00
1002 - Step-performances énergétiques	11 600 000,00
1003 - Dce programme annuel	2 027 850,00
1004 - Dce Étude et travaux	13 889 900,00
041 - Opérations patrimoniales	1 350 000,00
040 - Opér.Ordre trans entre section	1 877 809,00
020 - Dépenses imprévues	
Total Investissement	39 625 540,00
Total Budget	65 591 282,00

Investissement	Recettes
10 - Dotations, fonds divers	484 631,00
13 - Subventions d'investissement	1 900 000,00
16 - Emprunts et dettes assimilées	19 285 000,00
27 - Autres immo financières	400 000,00
458221 - Mandat rue Général Moulin Caen - AEP	936 000,00
458234 - Mandat boulevard Rethel Caen - AEP	132 000,00
458236 - Mandat rue de la libération Sannerville - AEP	174 000,00
458241 - Mandat Emissaire vallée du Dan	228 000,00
458250 - Mandat rue d'Auge Caen	60 000,00
458257 - Mandat AEP - Ouistreham - Quartier des Charmettes	10 000,00
458259 - Mandat AEP - Palais des sports	10 000,00
458260 - Mandat AEP - Troarn rue des Pervenches	10 000,00
458261 - Mandat Bretteville l'Orgueilleuse - rue Beethoven et Chopin	10 000,00
458263 - AEP Colombelles rue Jean Jaurès	480 000,00
458264 - AEP Grentheville - Route de Solliers	300 000,00
458265 - AEP Ifs - Route de Bretteville et Picardie	336 000,00
458266 - AEP Ouistreham - Rue Andry	10 000,00
458267 - AEP Verson - Rue verte Coline	12 000,00
458268 - AEP Troarn - Route de Rouen	5 000,00
458270 - AEP Caen - Rue du Vaugueux	10 000,00
458271 - AEP Caen - rondpoint de Bourgogne	744 000,00
AEP Mondeville - Rue Calmette	24 000,00
458174 - AEP Caen - Rue Bélivet et Foch	396 000,00
458175 - AEP Éterville - Rue de la Couture	156 000,00
458176 - AEP Fleury - Rue Maison neuve	432 000,00
458177 - AEP Mouen - Rue de Bretagne	540 000,00
458179 - AEP Thaon - Rue de Lormelet	180 000,00
458180 - AEP Troarn - Rue du Muguet	204 000,00
458182 - AEP Cuverville - Rue de Sannerville	20 000,00
458183 - AEP Fleury - Rue Varlin	108 000,00
041 - Opérations patrimoniales	1 350 000,00
040 - Opér. Ordre trans entre section	6 809 197,00
021 - Virement à la section d'invest	3 869 712,00
Total Investissement	39 625 540,00
Total Budget	65 591 282,00

SPANC

Le budget annexe du SPANC 2023 est en augmentation par rapport à 2022 en raison d'un nombre moins important de reversement à effectuer aux particuliers. Pour rappel, les modalités de versement par l'Agence de l'eau des subventions à verser aux particuliers pour la mise en conformité de leurs installations ont été modifiées entraînant la suppression de la

section d'investissement. L'agence de l'eau versera désormais une enveloppe forfaitaire en une fois, la collectivité ayant toujours en charge de régler les particuliers effectuant les travaux de mise en conformité de leurs installations, ce qui justifie son inscription en section de fonctionnement.

Exploitation	Dépenses
011 - Charges à caractère général	55 800,00
65 - Autres charges de gestion cour	700,00
67 - Charges exceptionnelles	106 400,00
68 - Dotations aux provisions	600,00
Total fonctionnement	163 500,00

Exploitation	Recettes
70 - Ventes de produits	57 000,00
74 - Subventions d'exploitation	
77 - Produits exceptionnels	105 900,00
78 - Reprise sur provisions	600,00
Total fonctionnement	163 500,00

TRANSPORTS

Le projet de budget de 2023 s'inscrit dans la continuité du budget 2022, la sortie de crise sanitaire s'étant confirmée sur l'ensemble de l'année 2022. Ainsi, la reprise normale des termes du contrat de DSP et le maintien des engagements des deux parties ont, de nouveau, été valorisés sur l'exercice 2023.

Les charges à caractère général sont en baisse par rapport à 2022. Cette baisse est due essentiellement au montant des études prévues en 2023 nettement inférieur à celui de 2022. Pas de crédit prévu pour les études PDU contre 0,05 M€ en 2022 et 0,1 M€ en 2023 pour l'étude sur le service express métropolitain contre 0,3 M€ en 2022

En ce qui concerne les autres charges de gestion courantes, celles-ci sont plus élevées en 2023. En effet, compte tenu de l'inflation, entraînant une forte augmentation des indices servant de base au calcul du taux d'actualisation, la projection du contrat de DSP sur la base de l'avenant n°9 aboutit à une contribution financière plus importante en 2023.

Les charges financières sont en baisse, aucun emprunt nouveau n'ayant été réalisé en 2022. Pour le capital, comme en 2022, une enveloppe de 2 M€ est prévue pour permettre d'anticiper le remboursement à terme de l'emprunt in fine de 10 M€ en 2024.

En investissement, le projet TCSP axe EST-Ouest de tramway RAM FER est proposé à hauteur de 24,67 M€ pour 2023, comprenant des crédits d'études pour 0,17 M€, des frais de maîtrise d'ouvrage pour 0,1 M€, 1,4 M€ pour la rémunération du mandataire, 18 M€ pour l'acquisition du matériel roulant et 5 M€ pour de premiers appels de fonds pour les travaux.

Le projet de conversion des bus actuels vers des bus gaz se poursuit en 2023 avec la fin de la construction de la station gaz (0,5 M€ prévus en 2023), et l'acquisition des bus gaz pour 5,3 M€.

Des crédits sont prévus à hauteur de 1,39 M€ dans le cadre de l'autorisation de programme annuel, créée en 2021 pour permettre le suivi notamment des QPP, des travaux de sécurisation et de réfection de chaussées...

Des recettes de subventions sont inscrites à hauteur de 8,38 M€ : un solde 6,41 M€ reste à percevoir sur l'ancien projet TRAMWAY, 1,6 M€ pour la construction de la station gaz et 0,37 M€ pour les études du projet TCSP. A noter que désormais les acquisitions de bus gaz ne sont plus subventionnables.

Pour les recettes, la contribution du budget principal vers le budget annexe des transports est maintenue à 9,5 M€. Le versement mobilités est en forte progression et est prévu à hauteur de 66,6 M€ contre 60,3 M€ au BP 2022. Les recettes liées à la DSP sont estimées à 16,62 M€ en 2022

Contrairement au budget primitif 2021, l'équilibre du budget 2022 se fera par l'inscription d'un emprunt à hauteur de 6,09 M€.

Exploitation	Dépenses
011 - Charges à caractère général	2 527 850,00
012 - Charges de personnel	1 008 766,00
014 - Atténuations de produits	300 000,00
65 - Autres charges de gestion cour	73 330 010,00
66 - Charges financières	2 350 000,00
67 - Charges exceptionnelles	
042 - Opér ordre entre trans section	4 144 214,00
022 - Dépenses imprévues	6 387,00
023 - Virement à la section d'invest	14 224 286,00
Total fonctionnement	97 891 513,00

Investissement	Dépenses
16 - Emprunts et dettes assimilées	10 130 000,00
20 - Immobilisations incorporelles	
21 - Immobilisations corporelles	126 500,00
23 - Immobilisations en cours	450 000,00
2000 - Acquisition bus	100 000,00
2001 - Projet tramway	
2002 - Station gaz	500 000,00
2003 - Acquisition de bus gaz	5 300 000,00
2004 - Projet tcsp	24 675 000,00
2005 - Programme annuel travaux	1 395 000,00
041 - Opérations patrimoniales	5 212 000,00
040 - Opér. Ordre trans entre section	-
022 - Dépenses imprévues	
Total Investissement	47 888 500,00

Total Budget	145 750 013,00
---------------------	-----------------------

Exploitation	Recettes
70 - Ventes de produits	16 622 250,00
73 - Impôts et taxe	66 600 000,00
74 - Dotations, subventions et part	14 622 000,00
75 - Aut produits gestion courantes	47 263,00
78 - Reprises sur provisions	
013 - Atténuations de produits	
042 - Opér ordre entre trans section	
Total fonctionnement	97 891 513,00

Investissement	Recettes
13 - Subventions d'investissement	8 383 000,00
16 - Emprunts et dettes assimilées	15 825 000,00
23 - Immobilisations en cours	100 000,00
021 - Virement à la section d'invest	14 224 286,00
041 - Opérations patrimoniales	5 212 000,00
040 - Opér. Ordre trans entre section	4 144 214,00
Total Investissement	47 888 500,00

Total Budget	145 780 013,00
---------------------	-----------------------

CLOS DE LA HOGUE

En 2023, les travaux d'aménagement de la zone sont prévus à hauteur de 0,03 M€ et les ventes de terrains sont attendues

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	37 400,00
65 - Autres charges de gestion cour	100,00
042 - Opér ordre entre trans section	1 281 000,00
023 - Virement à la section d'invest	15 100,00
Total Fonctionnement	1 333 600,00

Investissement	Dépenses
040 - Opér.Ordre trans entre section	1 296 100,00
Total Investissement	1 296 100,00

Total Budget	2 629 700,00
---------------------	---------------------

pour un montant de 0,03 M€. L'équilibre du budget se fait par les opérations de stocks.

Fonctionnement	Recettes
70 - Ventes de produits	37 500,00
042 - Opér ordre entre trans section	1 296 100,00
Total Fonctionnement	1 333 600,00

Investissement	Recettes
16 - Emprunts et dettes assimilées	
040 - Opér. Ordre trans entre section	1 281 000,00
021 - Virement à la section d'invest	15 100,00
Total Investissement	1 296 100,00

Total Budget	2 629 700,00
---------------------	---------------------

IFS PLAINE NORD EST

L'opération d'aménagement de la zone d'habitat d'Ifs Plaine se poursuit en 2023 notamment par des acquisitions foncières auprès de l'EPFN arrivant en fin de portage pour 0,33 M€. Le reste des crédits demandés permettra de financer la convention fonds friche de l'EPFN et des travaux de trottoirs face à l'opération FONCI, ainsi que des frais d'études. En

recettes, il est prévu une cession à SEDELKA pour un montant de 1,35 M€ en 2023.

Comme l'an passé, une provision de 0,3 M€ est constituée dans le budget principal dans la perspective de la constatation d'un déficit final en fin d'opération estimé à environ 3 M€.

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	1 349 900,00
65 - Autres charges de gestion cour	100,00
023 - Virement à la section d'invest.	620 000,00
042 - Opér ordre entre trans section	3 467 000,00
Total Fonctionnement	5 437 000,00
Investissement	Dépenses
040 - Opér.Ordre trans entre section	4 087 000,00
Total Investissement	4 087 000,00
Total Budget	9 524 000,00

Fonctionnement	Recettes
70 - Ventes de produits	1 350 000,00
74 - Dotations, subventions et part	
042 - Opér ordre entre trans section	4 087 000,00
Total Fonctionnement	5 437 000,00
Investissement	Recettes
16 - Emprunts et dettes assimilées	
021 - Virement à la section d'invest.	620 000,00
040 - Opér. Ordre trans entre section	3 467 000,00
Total Investissement	4 087 000,00
Total Budget	9 524 000,00

RIVES DE L'ODON

En 2023, l'aménagement des terrains des Rives de l'Odon se poursuit pour 0,07 M€. Des ventes de terrains sont attendues pour 1,7 M€. L'équilibre du budget se fait par les opérations de

stocks dont les écritures comptables viennent augmenter les volumes du budget présenté.

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	1 699 900,00
65 - Autres charges de gestion cour	100,00
042 - Opér ordre entre trans section	2 297 500,00
023 - Virement à la section d'invest	70 100,00
Total Fonctionnement	4 064 600,00
Investissement	Dépenses
040 - Opér. Ordre trans entre section	2 364 600,00
Total Investissement	2 364 600,00
Total Budget	6 429 200,00

Fonctionnement	Recettes
70 - Ventes de produits	1 700 000,00
042 - Opér ordre entre trans section	2 364 600,00
Total Fonctionnement	4 064 600,00
Investissement	Recettes
16 - Emprunts et dettes assimilées	
040 - Opér.Ordre trans entre section	2 297 500,00
021 - Virement à la section d'invest	70 100,00
Total Investissement	2 364 600,00
Total Budget	6 429 200,00

KOENIG

Le budget annexe du quartier Koenig comprend l'ensemble des crédits liés à la poursuite des travaux de viabilisation pour l'aménagement de la zone, soit 0,46 M€. En 2023, des ventes de terrain sont attendues en recettes à hauteur de 1,1 M€.

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	1 099 900,00
65 - Autres charges de gestion cour	100,00
042 - Opér ordre entre trans section	3 201 000,00
023 - Virement à la section d'invest	465 100,00
Total Fonctionnement	4 766 100,00
Investissement	Dépenses
040 - Opér. Ordre trans entre section	3 666 100,00
Total Investissement	3 666 100,00
Total Budget	8 432 200,00

L'équilibre du budget se fait par les opérations de stocks dont les écritures comptables viennent augmenter les volumes du budget présenté.

Fonctionnement	Recettes
70 - Ventes de produits	1 100 000,00
74 - Dotations, subventions et part	
042 - Opér ordre entre trans section	3 666 100,00
Total Fonctionnement	4 766 100,00
Investissement	Recettes
16 - Emprunts et dettes assimilées	
040 - Opér. Ordre trans entre section	3 201 000,00
021 - Virement à la section d'invest	465 100,00
Total Investissement	3 666 100,00
Total Budget	8 432 200,00

LAZZARO

Les dépenses prévues en 2023 sur le budget annexe concernent essentiellement des travaux d'entretien pour un montant de 0,07 M€. Des recettes sont attendues à hauteur de 0,8 M€ correspondant à des ventes de terrains aménagés et une subvention du Conseil Régional pour un montant de 0,28 M€.

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	1 087 900,00
65 - Autres charges de gestion cour	100,00
042 - Opér ordre entre trans section	1 149 000,00
023 - Virement à la section d'invest	70 100,00
Total Fonctionnement	2 307 100,00
Investissement	Dépenses
040 - Opér. Ordre trans entre section	1 219 100,00
Total Investissement	1 219 100,00
Total Budget	3 526 200,00

L'équilibre du budget se fait par les opérations de stocks dont les écritures comptables viennent augmenter les volumes du budget présenté.

Fonctionnement	Recettes
70 - Ventes de produits	803 000,00
74 - Dotations, subventions et part	285 000,00
042 - Opér ordre entre trans section	1 219 100,00
Total Fonctionnement	2 951 100,00
Investissement	Recettes
16 - Emprunts et dettes assimilées	
040 - Opér. Ordre trans entre section	1 149 000,00
021 - Virement à la section d'invest	70 100,00
Total Investissement	1 219 100,00
Total Budget	3 526 200,00

NORMANDIKA

En 2022, la Communauté urbaine est devenue propriétaire des terrains situés à Fleury sur Orne et a défini ainsi les contours d'une nouvelle zone d'activités à aménager. Le budget 2023 prévoit des travaux d'adaptation du domaine public en vue de l'acquisition de terrains par INGKA. Aucune vente n'est prévue

se réaliser sur l'exercice 2023.

L'équilibre du budget se fait par l'inscription d'un emprunt et les opérations de stocks dont les écritures comptables viennent augmenter les volumes du budget présenté.

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	60 000,00
65 - Autres charges de gestion cour	100,00
042 - Opér ordre entre trans section	7 812 000,00
023 - Virement à la section d'invest	
Total Fonctionnement	7 872 100,00
Investissement	Dépenses
040 - Opér. Ordre trans entre section	7 872 100,00
Total Investissement	7 872 100,00
Total Budget	15 744 200,00

Fonctionnement	Recettes
70 - Ventes de produits	
75 - Aut produits gestion courantes	
042 - Opér ordre entre trans section	7 872 100,00
Total Fonctionnement	7 872 100,00
Investissement	Recettes
16 - Emprunts et dettes assimilées	60 100,00
040 - Opér. Ordre trans entre section	7 812 000,00
021 - Virement à la section d'invest	-
Total Investissement	7 872 100,00
Total Budget	15 744 200,00

CARDONVILLE

En 2022, la Communauté urbaine est devenue propriétaire des terrains situés à Thue et Mue et a pu définir ainsi les contours d'une nouvelle zone d'activités à aménager. Le budget 2023 ne prévoit pas de dépenses mais uniquement des recettes de vente de terrains à hauteur de 0,36 M€.

L'équilibre du budget se fait par l'inscription des opérations de stocks dont les écritures comptables viennent augmenter les volumes du budget présenté.

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	359 900,00
65 - Autres charges de gestion cour	100,00
042 - Opér ordre entre trans section	1 872 300,00
023 - Virement à la section d'invest	
Total Fonctionnement	2 232 300,00
Investissement	Dépenses
040 - Opér. Ordre trans entre section	1 872 300,00
Total Investissement	1 872 300,00
Total Budget	4 104 600,00

Fonctionnement	Recettes
70 - Ventes de produits	360 000,00
75 - Aut produits gestion courantes	
042 - Opér ordre entre trans section	1 872 300,00
Total Fonctionnement	2 232 300,00
Investissement	Recettes
16 - Emprunts et dettes assimilées	
040 - Opér. Ordre trans entre section	1 872 300,00
021 - Virement à la section d'invest	-
Total Investissement	1 872 300,00
Total Budget	4 104 600,00

ESPÉRANCE

En 2022, la Communauté urbaine est devenue propriétaire des terrains situés à Cormelles le Royal et a pu définir ainsi les contours d'une nouvelle zone d'activités à aménager. Le budget 2023 prévoit des dépenses d'études et quelques travaux pour à 0,07 M€. À ce jour, aucune vente de terrains

n'est prévue sur l'exercice 2023.

L'équilibre du budget se fait par l'inscription d'un emprunt et les opérations de stocks dont les écritures comptables viennent augmenter les volumes du budget présenté.

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	75 000,00
65 - Autres charges de gestion cour	100,00
042 - Opér ordre entre trans section	6 166 000,00
023 - Virement à la section d'invest	
Total Fonctionnement	6 241 100,00
Investissement	Dépenses
040 - Opér. Ordre trans entre section	6 241 100,00
Total Investissement	6 241 100,00
Total Budget	12 482 200,00

Fonctionnement	Recettes
70 - Ventes de produits	
75 - Aut produits gestion courantes	
042 - Opér ordre entre trans section	6 241 100,00
Total Fonctionnement	6 241 100,00
Investissement	Recettes
16 - Emprunts et dettes assimilées	75 100,00
040 - Opér. Ordre trans entre section	6 166 000,00
021 - Virement à la section d'invest	
Total Investissement	6 241 100,00
Total Budget	12 482 200,00

MARTRAY

La Communauté urbaine est propriétaire de terrains situés à Giberville et a ainsi créé une nouvelle zone d'activités à aménager en 2022. Le budget 2023 prévoit essentiellement des études et quelques petits travaux pour à 0,13 M€.

L'équilibre du budget se fait par l'inscription d'un emprunt et les opérations de stocks dont les écritures comptables viennent augmenter les volumes du budget présenté.

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	136 000,00
65 - Autres charges de gestion cour	100,00
042 - Opér ordre entre trans section	
023 - Virement à la section d'invest	
Total Fonctionnement	136 100,00
Investissement	Dépenses
040 - Opér. Ordre trans entre section	136 100,00
Total Investissement	136 100,00
Total Budget	272 200,00

Fonctionnement	Recettes
70 - Ventes de produits	
75 - Aut produits gestion courantes	
042 - Opér ordre entre trans section	136 100,00
Total Fonctionnement	136 100,00
Investissement	Recettes
16 - Emprunts et dettes assimilées	136 100,00
040 - Opér. Ordre trans entre section	
021 - Virement à la section d'invest	-
Total Investissement	136 100,00
Total Budget	272 200,00

ADS (AUTORISATION DU DROIT DES SOLS)

Le budget 2023 intègre les décisions prises pour le financement du service d'instruction des autorisations relatives aux droits des sols et s'équilibre en dépenses et en recettes à 0,76 M€. Les principales dépenses sont les charges de personnel pour 0,79 M€. Les recettes sont constituées par les facturations aux

communes et le remboursement des agents mis à disposition. L'équilibre du budget se fait sans prévision d'une subvention du budget principal. Seule la participation contractuelle est prévue à hauteur de 0,07 M€.

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	21 500,00
012 - Charges de personnel	785 715,00
65 - Autres charges de gestion cour	19 735,00
Total Fonctionnement	826 950,00

Fonctionnement	Recettes
70 - Ventes de produits	751 405,00
75 - Aut produits gestion courantes	72 010,00
013 - Attenuations de charges	3 535,00
Total Fonctionnement	826 950,00



©Caen la mer

RÉSEAUX DE CHALEUR

Ce budget a été créé en 2017 suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération en Communauté urbaine qui exerce de plein droit, sur l'ensemble de son périmètre, toutes les compétences fixées au I de l'article L.5215-25 du CGCT dont la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains.

Ce budget est voté en M41 et s'équilibre en fonctionnement à 0,35 M€ et à 7,14 M€ en investissement. L'ensemble des dépenses et des recettes sont issues des contrats de DSP transférés par la ville de Caen et la ville d'Hérouville Saint-Clair mais comprennent également l'ensemble des travaux réalisés par la Communauté urbaine.

En investissement, à noter un solde d'inscription de crédits sur l'ancienne AP pour 0,11 M€ pour la phase 3 des travaux d'extension CHU au RCU Caen Nord. Les autres travaux de réseaux de chaleur sont désormais regroupés dans une même autorisation de programme permettant ainsi une meilleure gestion. Pour 2023, les crédits de paiements sont inscrits à hauteur de 6,98 M€. Cette autorisation de programme comprend :

- La garantie de fourniture de chaleur de l'antenne du CHU et des travaux d'anticipation du programme RCU Caen Nord 0,3 M€.
- Des travaux de sécurisation électrique et de mise en conformité du local électrique de la chaufferie SEMMERET pour 0,37 M€.
- Des travaux de création d'un nouveau réseau de chaleur aux jardins de Calix pour 2,08 M€.
- Des travaux de dévoiement dans le cadre de la reconstruction du pont de Colombelles pour 2,65 M€.
- Des études de faisabilité et d'AMO pour Caen Nord et Caen Sud ainsi que pour les jardins de Calix pour 0,38 M€.
- Des travaux de « génie civil, clos et couvert de la chaufferie » en application du contrat avec la SEMMERET pour 0,9 M€.
- Des travaux de sécurisation de bâtiment pour 0,1 M€.

Ces travaux seront financés par des subventions à hauteur de 0,89 M€ et un emprunt d'équilibre est prévu à hauteur de 6,21 M€.

Fonctionnement	Dépenses
011 - Charges à caractère général	98 450,00
012 - Charges de personnel	208 715,00
65 - Autres charges de gestion cour	110,00
66 - Charges financières	12 850,00
042 - Opér ordre entre trans section	31 549,00
023 - Virement à la section d'invest	
Total Fonctionnement	351 674,00
Investissement	Dépenses
16 - Emprunts et dettes assimilées	43 400,00
20 - Immobilisations incorporelles	
21 - Immobilisations corporelles	
23 - Immobilisations en cours	
4000 - Extension réseau de chaleur	110 000,00
4001 - Réseau de chaleur urbain	6 987 000,00
040 - Opér. Ordre trans entre section	840,00
041 - Opérations patrimoniales	3 000,00
Total Investissement	7 144 240,00
Total Budget	7 495 914,00

Fonctionnement	Recettes
75 - Aut produits gestion courantes	350 490,00
77 - Produits exceptionnels	344,00
042 - Opér ordre entre trans section	840,00
Total Fonctionnement	351 674,00
Investissement	Recettes
13 - Subventions d'investissement	898 000,00
16 - Emprunts et dettes assimilées	6 211 691,00
040 - Opér. Ordre trans entre section	31 549,00
041 - Opérations patrimoniales	3 000,00
021 - Virement a la section d'invest	-
Total Investissement	7 144 240,00
Total Budget	7 495 914,00

PRÉSENTATION CONSOLIDÉE DU BUDGET GÉNÉRAL ET DES BUDGETS ANNEXES

DÉPENSES

Objet	BP 2022	BP 2023	Structure	Ev°2023/2022
FONCTIONNEMENT	403 949 476	422 520 386	63%	4,6%
Opérations réelles	322 762 333	371 046 639	65%	15,0%
Opérations d'ordre	81 187 143	51 473 747		-36,6%
INVESTISSEMENT	224 263 332	247 648 382	37%	10,4%
Opérations réelles	179 206 728	200 664 313	35%	12,0%
Mouvements neutres (mixtes)	8 971 926	9 565 000		6,6%
Opérations d'ordre	36 084 678	37 419 069		3,7%
TOTAL DÉPENSES	628 212 808	670 168 768	100%	6,7%
Opérations réelles	501 969 061	571 710 952		13,9%
Mouvements neutres (mixtes)	8 971 926	9 565 000		6,6%
Opérations d'ordre	117 271 821	88 892 816		-24,2%

RECETTES

FONCTIONNEMENT	403 949 476	422 520 386	63%	4,6%
Opérations réelles	367 864 798	385 101 317	73%	4,7%
Opérations d'ordre	36 084 678	37 419 069		3,7%
INVESTISSEMENT	224 263 332	247 648 382	37%	10,4%
Opérations réelles	134 104 263	144 157 915	27%	7,5%
Mouvements neutres (mixtes)	8 971 926	9 565 000		6,6%
Opérations d'ordre	81 187 143	93 925 467		15,7%
TOTAL RECETTES	628 212 808	670 168 768	100%	6,7%
Opérations réelles	501 969 061	529 259 232		5,4%
Mouvements neutres (mixtes)	8 971 926	9 565 000		6,6%
Opérations d'ordre	117 271 821	131 344 536		12,0%

QUELQUES CHIFFRES CLÉS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Objet	Fonctionnement	Investissement
Maitriser l'étalement urbain et les aménagements	Réalisation d'un guide "Aménagement durable"	8 500 €
	PLUi-HM	430 000 €
	RLPi	100 000 €
Maitriser les consommations et développer les énergies renouvelables	Performance énergétique des bâtiments publics communautaires :	
	Bibliothèque Hérouville Saint-Clair	170 000 €
	Bibliothèque Maladrerie Caen : réfection menuiseries extérieures	50 000 €
	Musique en Plaine : mise en place de volets roulants	25 000 €
	Diminution et optimisation de l'éclairage public des zones d'activités	95 000 € 125 500 €
	Etude de faisabilité et installation de solaire thermique et photovoltaïque (patinoire)	430 000 €
	Installation de 624 panneaux solaires sur la toiture du Palais des sports	285 000 €
	Service commun efficacité énergétique - 55 audits réalisés en 2022	180 000 €
Développement des mobilités actives	Schéma cyclable communautaire 2023 :	
	Aménagement de 10km de chemins ruraux	3 400 000 €
	Création d'une voie verte entre Carpiquet et Bretteville-sur-odon	
	Nouvelle section du périph vélo sur le boulevard Dunois à Caen	
	Boucles cyclo-pédestre sur le nord littoral	1 400 000 €
	Aides à l'acquisition de vélos (467 bénéficiaires en 2022)	30 000 €
	Renouvellement des bus Twisto par des bus biogaz (25)	5 300 000 €
	Réalisation de deux aires de covoiturage au Castelet et à Rots et extension de l'aire d'Eterville	400 000 €
	Projet TCSP axe EST-Ouest	24 600 000 €
Prévention des risques et vulnérabilité du territoire	Zones apaisées	850 000 €
Sensibilisation aux enjeux des transitions	Bruit (études acoustiques et qualité de l'air)	64 000 €
	Acquisition et démolition des bâtiments exposés aux abords des dépôts pétroliers	350 000 €
	Sensibilisation auprès des scolaires :	25 000 €
	Renouvellement de l'opération Watty à l'école : 22 écoles et 44 classes	
	Numérique responsable - "Le voyage de mon smartphone" - 26 animations	
	Programme d'accompagnement au jardinage pour 46 élèves	
Réduction des déchets	Soutien aux associations et aux communes - Enjeux de la transition	25 000 €
	Accompagnement des événements éco-responsables	9 400 €
	Collecte pour le réemploi	123 000 €
	Etude d'optimisation de la collecte dans les zones d'activités	50 000 €
	Collecte des biodéchets tout en vélo	8 800 €
	Actions de communication et de sensibilisation	96 950 €
Soutien à l'économie sociale et solidaire (subventions)	Contribution au SYVEDAC pour la valorisation et le traitement des déchets	8 000 000 €
	CALMEC	375 000 €
	CALMEC - Plateforme mobilités	85 000 €
	Mission locale	302 000 €
	E2C	71 000 €
	Subventions à diverses associations	65 000 €
	Pépinières	3 000 €
	APAJH	150 000 €
	La Chiffo	60 000 €
	ENVIE 14	20 000 €

Objet	Objet	Fonctionnement	Investissement
Paysage et biodiversité	Plantations d'arbres		85 000 €
	Désimperméabilisation des sols		130 000 €
	Continuités écologiques, îlots, refuges de biodiversité		985 000 €
	Accompagnement des projets de plantations de haies	50 000 €	
	4 communes engagées dans l'Atlas		
	9 communes labellisées Territoires engagés pour la nature		
	Développement du programme Piq'Caen à l'échelle de Caen la mer	10 000 €	
Habitat et solidarité	Accompagnement à la rénovation énergétique des logements privés	565 000 €	
	Bail réel solidaire	360 000 €	
	Accession sociale à la propriété		160 000 €
Tourisme durable	Sentiers communautaires	64 000 €	50 000 €
Assainissement	Construction de la station d'épuration du nouveau monde : poursuite de la maîtrise d'œuvre et travaux de méthanisation		11 600 000 €
	Travaux de renouvellement des réseaux		15 900 000 €
Réseaux de chaleur urbains	Garantie de fourniture de chaleur de l'antenne du CHU et des travaux d'anticipation du programme RCU Caen Nord		300 000 €
	Travaux de sécurisation électrique et de mise en conformité du local électrique de la chaufferie SEMMERET		370 000 €
	Travaux de création d'un nouveau réseau de chaleur aux jardins de Calix		2 000 000 €
	Travaux de dévoisement dans le cadre de la reconstruction du pont de Colombelles		2 650 000 €
	Etudes de faisabilité et d'AMO pour Caen Nord et Caen Sud ainsi que pour les jardins de Calix		380 000 €
	Travaux de « génie civil, clos et couvert de la chaufferie » en application du contrat avec la SEMMERET		900 000 €
Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations	Entretien et interventions sur les digues, du littoral, du bassin versant de l'Odon...	434 500 €	
	Participations au SMLCI, syndicat Vallée de la Seulles, Bassin versant de l'Odon, Bassin versant de la Dives	495 600 €	
	Travaux sur les réseaux d'eau pluviale, digues, épis, littoral...		1 897 290 €
TOTAL		11 498 750 €	75 585 790 €

EXPRESSIONS POLITIQUES

GROUPE «AGGLO D'ABORD»

Lors de la dernière réunion du groupe Agglo d'Abord, le président de la communauté urbaine est venu échanger avec nous. Nous avons abordé différents thèmes d'actualités notamment le pacte fiscal et financier.

Nous avons renouvelé nos propositions pour un pacte plus juste et pérenne. Nos propositions portent :

- Sur la taxe d'aménagement que l'on propose de reconduire jusqu'à la fin du mandat dans les conditions actuelles.
- Le calcul de la DSC avec une enveloppe indexée sur la richesse des habitants de la CU (enveloppe 2023 à 2.6 M€).

L'introduction d'un nouveau critère en remplacement du potentiel financier (prise en compte de toutes les ressources de la commune et pas uniquement la DGF.

- Aucune commune ne voit sa DSC diminuer.
- Vigilance sur la gestion des SEM, dans le cadre des CRAC et des bilans finaux d'opérations de ZAC.

Le président s'est montré ouvert à ces propositions et s'est engagé à reprendre les échanges en conférence des maires.

GROUPE « CAEN LA MER CITOYENNE »

Texte non transmis.

Partie 3

LE RAPPORT PAR POLITIQUES PUBLIQUES

UN TERRITOIRE INNOVANT ET TOURISTIQUE

Avec plus de 2 200 emplois salariés supplémentaires en 2021, Caen la mer est la plus dynamique des 3 agglomérations normandes devant Rouen et Le Havre. L'enjeu est donc de maintenir ce dynamisme en offrant aux entreprises et porteurs de projets les meilleures conditions d'accueil et de développement.

Cette vitalité économique, notre cadre de vie et notre proximité de Paris sont des atouts que Caen la mer met en avant dans le cadre de sa démarche de marketing territorial. Notre volonté est d'attirer les Franciliens en vue de notre qualité de vie pour pallier le manque de main d'œuvre et faire face au vieillissement de la population. Malgré la concurrence très forte des métropoles de l'arc atlantique, Caen la mer parvient à tirer son épingle du jeu.

Après la crise sanitaire, les touristes ont renoué avec notre territoire qui dispose d'une offre particulièrement éclectique. Malgré une baisse de fréquentation des voyageurs américains, la nouvelle clientèle venue notamment du sud de l'Europe est séduite par notre richesse culturelle, la diversité de nos paysages et la météo estivale beaucoup plus supportable sous nos latitudes.

UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITÉS AU SERVICE DES ENTREPRISES

Hier très gourmand en terres agricoles, le développement économique doit aujourd'hui s'inscrire dans une démarche de sobriété foncière. Dans ce contexte, Caen la mer doit anticiper et adapter sa stratégie d'aménagement des zones d'activités.

Suite à la réalisation d'acquisitions foncières en 2022 pour permettre l'extension de zones d'activités, des études de faisabilité seront lancées ou poursuivies en 2023 pour permettre l'extension des zones d'activités du Quartier Koenig sur les communes de Bretteville-sur-Odon et Carpiquet, de l'Espérance à Mondeville, du Martray à Giberville, ainsi que de Cardonville à Thue-et-Mue.

L'objectif est de valider et de déposer des permis d'aménager d'ici la fin de l'année pour les parcs d'activités de l'Espérance et du Martray et ainsi débiter les travaux en 2024.





Pour l'extension du Quartier Koenig, une concertation sur le projet d'aménagement et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme aura lieu en 2023. L'ensemble des études réglementaires seront réalisées au cours de l'année.

Par ailleurs, dans le cadre de la loi Climat et Résilience, un inventaire des zones d'activités et de leur état de vacance sera réalisé et arrêté en 2023, et devra faire l'objet d'une consultation auprès des propriétaires et des entreprises concernés.

Dans ce même enjeu d'anticipation et de sobriété, des objectifs et outils en matière de consommation du foncier économique seront définis en 2023 dans le cadre de l'étude de stratégie foncière menée conjointement par Caen la mer et l'EPFN et de l'élaboration du PLUi-HM.

Ces sujets seront également accompagnés par une démarche de décarbonation auprès des entreprises ainsi que de sensibilisation aux risques climatiques.

UN GRAND PROJET PORTEUR FAVORISANT LA RECONVERSION D'UN SITE INDUSTRIEL

En 2023, le groupe carrefour Supply Chain et le promoteur Argan lanceront les travaux de la nouvelle plateforme logistique Carrefour à Cormelles-le-Royal et Mondeville sur une emprise de 30 hectares de terrain pour une plateforme d'environ 75 000 m². Le projet accueillera les 500 salariés avec à terme une augmentation prévue à 600 salariés. L'exploitation de la nouvelle plateforme est programmée pour septembre 2024.

Cette implantation contribue aux objectifs de « sobriété foncière » en réutilisant un espace foncier déjà occupé pour du développement économique, mais sous utilisé et pollué.

ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES DANS LEURS RECRUTEMENTS

Afin de faire face aux difficultés de recrutement des entreprises, Caen la mer accompagne ces dernières à travers :

- La promotion de leurs offres d'emploi : évolution de la plateforme www.emploi-caennormandie.fr, 3^e édition du e-salon du recrutement en partenariat avec Pôle emploi, accompagnement des entreprises participantes aux opérations pilotées par la Mission attractivité Caen la mer, sensibilisation à la Marque Employeur avec l'ADNormandie.
- La promotion de leurs métiers en collaboration avec l'Agence Régionale de l'Orientatation et des Métiers.
- La mutation de leurs métiers via le dispositif Transitions collectives (État).
- La promotion des recrutements inclusifs : via la formation de demandeurs d'emploi en collaboration avec Pôle emploi et la Région Normandie et grâce à la mobilisation des acteurs en charge de l'accompagnement (Pôle emploi, Mission locale, PLIE, CD14...).

Caen la mer poursuit son soutien aux associations intervenant sur le champ du retour à l'emploi et, plus particulièrement, Calmec.





ANIMER LES ÉCOSYSTÈMES

EPOPEA

Le projet de la Maison des Chercheurs visant à héberger les visiteurs scientifiques sur EPOPEA se poursuit en 2023. Une résidence étudiante sera adossée à la résidence « chercheurs » avec une exploitation par La Caennaise. Une concession de travaux auprès de la SPL EPOPEA a été adoptée par Caen la mer pour une durée de 25 ans. L'esquisse présentée par le cabinet d'architecte a été validée en janvier 2023. La livraison du bâtiment qui permettra d'accueillir des chercheurs internationaux, nationaux et des visiteurs scientifiques d'EPOPEA est prévue en 2025.

En 2023, la dynamique EPOPEA se poursuit avec la création de la ZAC Mont COCO permettant de futures implantations et un ensemble urbain redessiné, pacifié et vecteur d'attractivité.

De même, en terme d'animation, l'association EPOPEA, présidée par Caen la mer, a prévu d'organiser des matinales chez les différents membres de l'association et de renouveler la soirée de conférences avec la remise du Prix d'Honneur EPOPEA célébrant une innovation et la collaboration.

FRENCH TECH

En 2023, le soutien de la dynamique French Tech se poursuit sur notre territoire.

Cette dynamique rassemble les start-up caennaises à l'occasion d'afterworks thématiques, de rencontres « Pitch & Match ».

Deux grands événements fédérateurs sont programmés sur 2023 :

- Une convention de levées de fonds visant à attirer les investisseurs nationaux pour leur permettre de rencontrer nos pépites locales en mai 2023.
- Le High Tech Campus day, co-organisé avec NMA, permettant la rencontre des étudiants avec les entreprises du territoire en septembre 2023.

Le guichet French Tech Central poursuivra son accompagnement sur mesure dédié aux startups. Cet accompagnement se traduit par des mises en relation directe entre les startups et les experts locaux.

CYBERSÉCURITÉ

Le projet de création d'un Campus Cyber Territorial à Caen est en cours. Caen la mer fédère l'écosystème de la cybersécurité autour des axes suivants : innovation, formation, opération et mobilisation. Au regard du succès de l'événement organisé en mars 2022 sur la cybersécurité, un autre événement verra le jour sur le volet innovation à l'été 2023.

TOURISME : UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

La nouvelle stratégie de développement touristique de la Communauté urbaine va se mettre en place dès 2023. Pour cela, une subvention de fonctionnement est accordée à l'Office de tourisme et des congrès de 1.5M€.

Suite à une étude du potentiel de la croisière à Caen la mer, le chargé de mission croisières passe à 100% de son temps de travail à promouvoir la destination et l'accueil des navires. Une cotisation de 50 000€ sera versée au Club croisière en conséquence.

Le fonds de concours pour développer les aires de camping-cars est doté d'un budget de 200 000€ pour 2023. Les communes de Ouistreham Riva-Bella et Hermanville ont déposé un dossier pour en bénéficier, avec l'objectif de mettre en service les deux aires avant la saison estivale.

Caen la mer accompagne la création d'un centre d'interprétation vikings dans le cadre du projet d'investissement « Ornavik 2021-2025 ». Cet équipement vise à renforcer et valoriser l'offre en place, améliorer la compréhension du récit historique, tisser des

liens de nature économique, sociale, scientifique et culturelle et développer de nouveaux services qui répondent aux attentes des touristes (espaces d'accueil et de restauration, etc.).

La Communauté urbaine a décidé d'aider à la réalisation de ce projet qui participe au développement de l'attractivité touristique du territoire par le versement d'une subvention de 2M€ jusqu'en 2025, soit 400 000€ pour l'année 2023.

Caen la mer a souhaité développer son offre de tourisme décarbonné. Elle porte pour cela le projet de développer un sentier de randonnée communautaire. Le comité départemental de randonnée pédestre a été choisi pour accompagner la Communauté urbaine sur ce projet. En 2023, l'étude de faisabilité et la proposition du tracé se montent à 6 000€.

Les entreprises touristiques de l'hébergement et de loisirs qui portent des projets d'investissement peuvent bénéficier d'une aide à l'immobilier d'entreprise portée par Caen la mer. En 2023, cette ligne budgétaire s'élève à 75 000€.





UNE POLITIQUE D'ATTRACTIVITÉ OFFENSIVE

Les confinements successifs liés à la crise sanitaire ont usé la patience des Franciliens qui aujourd'hui ne rêvent plus que d'espaces verts et de douceur de vivre. Notre proximité de Paris et notre cadre de vie sont, plus que jamais, des atouts incontestables que nous nous attachons à valoriser dans le cadre d'opérations de promotion du territoire.

1. RAJEUNIR L'IMAGE DU TERRITOIRE EN RENFORÇANT LES ACTIONS VERS LA CIBLE ÉTUDIANTE :

- Opération d'influence et de visibilité autour du Carnaval étudiant visant à s'appuyer sur un événement d'envergure pour associer le territoire à sa jeunesse.
- Création de vidéos courtes pour valoriser la vie étudiante, l'université et les nombreuses filières présentes sur le territoire. Ces vidéos seront destinées aux jeunes entrant dans l'enseignement supérieur et diffusées sur des canaux spécifiques (TikTok, Instagram...).
- Développement de partenariats avec de jeunes sportifs issus des sports nautiques : Simon Ackerman et Justine Lemeteyer.

2. MAINTENIR DES OPÉRATIONS ÉVÉNEMENTIELLES EN COOPÉRATION AVEC LES TERRITOIRES LIMITROPHES AYANT DES ENJEUX COMMUNS D'ATTRACTIVITÉ :

- Renouvellement de l'opération Caen-Calvados, en septembre, jouant sur la « déprime de rentrée » pour inciter les Franciliens à prolonger l'été sur notre territoire et à envisager une installation sur le long terme.
- En collaboration avec les départements du Calvados et de la Manche, un JobDating impliquant les entreprises normandes sera organisé à Paris. L'objectif est de valoriser l'emploi et le dynamisme économique.

3. SOUTENIR LES INITIATIVES FAVORISANT L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, TOURISTIQUE ET ÉVÉNEMENTIELLE :

- Campagne de communication faisant la promotion d'un e-salon de l'emploi auprès du public francilien afin de faciliter l'arrivée de nouveaux salariés.
- Soutien à l'événementiel sportif à travers des partenariats tels que la Norlanda's cup.
- Sponsorisation d'événements contribuant à positionner le territoire comme innovant pour l'avenir : Turfu festival, Ted X.

4. DÉVELOPPER DE NOUVEAUX PROJETS :

- Création d'une campagne de communication à destination des touristes présents sur la côte normande. Cette campagne aura pour objet d'inciter les touristes à considérer Caen la mer comme une destination d'accueil potentielle pour une nouvelle vie professionnelle.
- Un travail de fond sur l'identité graphique et la cohérence des messages sera réalisé.
- Lancement de l'écriture d'un nouveau clip promotionnel.
- Nouvelle étude de perception pour mesurer l'évolution de l'image du territoire auprès de notre cible prioritaire. Cette étude peut également servir à tester la pertinence de nos messages ou de nouveaux ciblage stratégiques.



LA COOPÉRATION TERRITORIALE AU SERVICE DES TRANSITIONS

La démarche citoyenne « Caen la mer, territoire en transition », lancée en septembre 2021, a pour but d'accélérer les transitions dans les différents champs d'intervention : déplacements, énergies, alimentation, biodiversité, santé, prévention des risques, économie... Parce que ce projet ne peut se concrétiser sans l'implication de tous, habitants, entreprises, associations et élus ont été sollicités pour écrire ensemble la feuille de route de la transition énergétique.

Fruit d'un travail collectif, basé sur l'échange et la coopération, la feuille de route et le programme d'actions 2030 de la transition ont été adoptés en septembre 2022. Avec l'ensemble des partenaires du territoire, l'objectif commun a été d'aboutir à des actions concrètes qui répondent aux enjeux du dérèglement climatique.

« CAEN LA MER, TERRITOIRE EN TRANSITION » : UNE DYNAMIQUE COLLECTIVE



© Caen la mer - Pictel Drone

ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS

La démarche « Caen la mer, territoire en transition » a permis de recueillir la contribution des citoyens et acteurs du territoire et d'aboutir sur un programme d'actions s'échelonnant jusqu'en 2030. Une restitution sera réalisée auprès des contributeurs au 1^{er} semestre 2023, ainsi qu'un accompagnement des communes via des réunions d'échanges et la boîte à outils.

Caen la mer soutient des associations et projets qui répondent aux enjeux climatiques afin d'engager des démarches volontaires visant à préserver et mieux utiliser les ressources et aller vers plus d'exemplarité.

SENSIBILISER ET ANIMER LE TERRITOIRE

Afin de soutenir les initiatives répondant au programme d'actions 2030 de la transition, en 2023 deux appels à projets seront lancés par Caen la mer respectivement auprès des acteurs du territoire et des communes de son territoire.

Les opérations de sensibilisation et d'animation seront reconduites en 2023. Ainsi, en partenariat avec les associations du territoire, Caen la mer accompagne les événements qui encouragent les nouveaux comportements tant au niveau de la consommation que de la production locale, le renouvelable, le recyclable, et le réemploi. Caen la mer organise également des sensibilisations auprès de divers publics.

Sur le volet sobriété et maîtrise de l'énergie, les animations scolaires se poursuivront. Le programme « Watty à l'école » vise à sensibiliser 44 écoles et 88 classes sur 2 années. Caen la mer consolide ce programme par des animations complémentaires (dessins animés, théâtre, jardins, témoignages) avec des partenaires locaux.

Caen la mer est partenaire du SDEC pour promouvoir le cadastre solaire qui s'adresse aux particuliers, entreprises et collectivités.

DÉVELOPPER ET PROMOUVOIR LES DÉPLACEMENTS ACTIFS

Une aide financière à l'achat de vélo électrique a été mise en place en 2021 par Caen la mer pour encourager les déplacements cyclistes. Cette aide (50 € sous condition de revenus) est cumuleable avec celle attribuée par les communes participant à cette démarche. En 2021, 140 aides ont été distribuées. Cette opération a été reconduite en 2022, avec 507 aides attribuées confirmant l'effet levier de l'opération. En 2023, 30 000 € sont prévus à cet effet.

La loi Mobilités, permet à la Communauté urbaine de verser aux agents de la collectivité un forfait mobilités durables de 200 € annuel suivant certaines modalités afin d'inciter les déplacements à vélo ou en covoiturage pour les trajets domicile/travail.

L'ÉNERGIE : SOBRIÉTÉ ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Un budget de 430 000 € sera alloué en 2023 pour équiper le patrimoine communautaire en énergies renouvelables, notamment avec une priorité à l'autoconsommation. Cet objectif s'inscrit dans le cadre du Schéma Directeur des Energies adopté par le Conseil Communautaire de Caen la mer en mars 2021.

Caen la mer poursuit le développement de ses deux réseaux de chaleur Caen Nord et Caen Sud respectivement alimentés majoritairement par les déchets de l'usine d'incinération de Colombelles et une chaufferie biomasse. Le déploiement en cours sur Caen Nord permettra d'alimenter de nouveaux abonnés (soit + 30 000 équivalents logements). Au vu des potentiels identifiés et de la forte demande des communes, Caen la mer travaille également au développement de nouveaux réseaux de chaleur sur l'ensemble de son territoire communautaire.

Ce volet est par ailleurs complété par une stratégie d'achat des énergies pour maîtriser les coûts des consommations sur le patrimoine public.

PRÉVENIR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Face aux risques naturels ou technologiques, Caen la mer met en œuvre des mesures pour mieux appréhender les vulnérabilités de son territoire, en réduire les conséquences et ainsi préserver le cadre de vie de ses citoyens.



© Caen la mer



© Caen la mer - Picta Drone

Sont ainsi menées des actions en matière de bruit et de qualité de l'air (64 000 €).

En matière de prévention des risques littoraux, la démarche « Notre Littoral Pour Demain » en partenariat avec Cœur de Nacre et Normandie Cabourg Pays d'Auge a été finalisée en 2022, avec élaboration d'une stratégie et d'un programme d'intervention.

La mise en œuvre du programme d'intervention va débuter dans un premier temps par un volet adaptation/renaturation et un volet sensibilisation du public et des acteurs (72 000 €), tout en poursuivant les échanges avec l'Association Nationale des Elus du Littoral (7 100 €).

S'agissant des risques technologiques, la limitation de la vulnérabilité se poursuit par l'acquisition et la démolition des bâtiments exposés aux abords des dépôts pétroliers (350 000 €).

Caen la mer participe par ailleurs à l'association Amaris, réseau fédérant les collectivités agissant en matière de risques industriels.

LE DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DE CAEN LA MER

Développement économique, habitat, lutte contre l'artificialisation des sols et environnement, sont les grands axes de la stratégie d'aménagement du territoire de Caen la mer. Les projets de la Presqu'île de Caen, des Hauts de l'Orne à Fleury sur Orne, Epopa Park sont la parfaite illustration de cette stratégie qui repose à la fois sur la préservation du cadre de vie et une véritable ambition pour l'avenir tant en terme de transition que de développement économique et d'habitat.

L'année 2023 sera marquée par l'évolution des outils de planifications que sont le PLUi-HM et le RLPi. Ces derniers permettront d'assurer un développement équilibré, solidaire et durable des 48 communes qui constituent la Communauté urbaine.

À travers la création de l'Organisme de Foncier Solidaire, le soutien à la rénovation énergétique et la rénovation du parc social, Caen la mer veille à l'attractivité et à la qualité de l'offre de logement du territoire.

UNE POLITIQUE FONCIÈRE ET IMMOBILIÈRE AU SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les opérations de développement économique, d'infrastructures ou encore en faveur de l'habitat reposent en partie sur la politique foncière mise en œuvre par la Communauté urbaine.

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement sont majoritairement liées aux actions de portage foncier menées avec le concours de l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Normandie, dans le cadre du programme d'actions foncières qui le lie à Caen la mer, et avec la SAFER (actions de veille foncière, missions de concours techniques et opérations de préfinancement). Elles regroupent également les projets d'acquisitions identifiés par la Communauté urbaine.

En 2022, une étude de stratégie foncière a été engagée dans le cadre de la convention signée en 2021 avec l'EPF Normandie, avec le concours financier de la Région Normandie et la collaboration technique de l'AUCAME. Cette étude constitue une des actions identifiées au projet de territoire. Les travaux sont conduits en coordination avec les démarches engagées pour l'élaboration du PLUi-H-M. Les conclusions de l'étude de stratégie foncière seront connues courant 2023.

En terme de gestion du patrimoine immobilier, le budget 2023 s'articulera autour de trois axes :

- La location et les charges locatives correspondantes ainsi que l'acquisition d'immeubles pour les différents projets portés

par la Communauté urbaine. Afin de permettre la poursuite de l'urbanisation de l'îlot Rosa Parks, Caen la mer prendra en amodiation 200 places de stationnement au sein du parking silo de la gare SNCF dont la livraison est prévue à l'automne 2023, en bordure de l'avenue Mendès-France à Caen et sera appelée à supporter les charges correspondantes.

- Les charges de copropriété liées à différents locaux appartenant à Caen la mer (MoHo, siège de la Communauté urbaine).
- Le paiement des taxes foncières pour le foncier dont Caen la mer est propriétaire mais également en remboursement auprès des communes pour les équipements transférés et auprès de l'EPF Normandie qui assure certains portages fonciers pour le compte de la Communauté urbaine.

Les recettes de fonctionnement sont essentiellement orientées vers des locations ou mises à disposition à court terme sur des fonciers en attente d'aménagement, mais également vers une location à long terme via un bail emphytéotique pour l'accueil d'une centrale photovoltaïque sur un foncier d'une vingtaine d'hectares qui était en friche au sein du plateau de Colombelles.

Mis en ligne le 20/06/2023 à 16h26

REÇU EN PREFECTURE

le 20/06/2023

Application agréée E-legalite.com

21_RP-014-2114 04884-2023 0612-AP2023 0612



DES PROJETS URBAINS POUR UN AMÉNAGEMENT DURABLE

En 2023, la poursuite des projets engagés répond aux objectifs de densification de l'habitat en centre urbain comme en périphérie ainsi qu'au développement de projets urbains soucieux de mixité fonctionnelle et de durabilité.

LES PROJETS DE LA PRESQU'ÎLE

SPLA CAEN PRESQU'ÎLE

Le projet d'aménagement de la Presqu'île, dont le territoire de 300 hectares s'étend sur les communes de Caen, Mondeville et Hérouville Saint-Clair, a été reconnu Projet d'Intérêt Majeur (PIM) en 2019. Il se concrétise via des mandats passés à la SPLA Caen Presqu'île dont la Communauté urbaine possède 59% des parts. Le mandat 6, lié au PIM se poursuivra jusqu'en septembre 2024.

ZAC NOUVEAU BASSIN (2100 À 2500 LOGEMENTS / 30 000 M² D'ACTIVITÉS)

L'ÉcoQuartier Nouveau Bassin s'inscrit dans le projet global « Caen Presqu'île » et se déploie sur 40 hectares en cœur de ville. Il a vocation à accueillir au bord de l'eau et dans un cadre végétal et arboré, toutes les activités de centre-ville : habitat, commerces, bureaux et petit artisanat, espaces de loisirs... Sur le Nouveau Bassin, les travaux d'aménagement du futur ÉcoQuartier se poursuivent : il accueillera à terme plus de 2 000 logements et près de 5 000 nouveaux habitants. Le budget 2023 fera état de la recette de la participation de la ville de Caen à la ZAC (600 000€ soit la moitié des 1 200 000€ versés au titre de la participation au déficit de l'opération).

LE SECTEUR DES HAUTS DE L'ORNE

ZAC DES HAUTS DE L'ORNE

La Communauté urbaine Caen la mer et la ville de Fleury-sur-Orne, en lien avec l'aménageur Normandie Aménagement, ont fait le choix de mettre en place une urbanisation responsable et durable sur la ZAC des Hauts de l'Orne. L'EcoQuartier sera aménagé de parcs naturels, d'étangs, de cheminements doux végétalisés et à proximité immédiate de commerces, de services et d'équipements. Une participation au déficit d'opération de 144 000 € est prévue pour 2023.

PARC DES CARRIÈRES

Caen la mer intervient en partenariat avec l'EPFN Normandie et la Région Normandie sur la réalisation d'un parc situé sur l'ancien site SONEN qui occupe une emprise d'environ 4 hectares. Les travaux de préfiguration qui ont débuté en 2022 se poursuivent jusqu'en juin 2023. Le solde des deux conventions « fonds friche » représenteront un montant global de 1 150 000 € au budget 2023.

PLATEAU AGRICOLE

Le délaissé foncier au nord de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de l'Orne d'environ 14 hectares, propriété de Caen la mer est lourdement impacté par la présence de carrières souterraines. Cet espace est aujourd'hui mis à disposition d'exploitants agricoles par des baux précaires dans l'attente d'une destination finale, notamment en lien avec l'EcoQuartier des Hauts de l'Orne ainsi que le parc des Carrières. Le paiement des études techniques et la consultation pour assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de définir un projet agricole effectuées en 2022 est inscrit au budget 2023.

EPOPEA PARK

PROJET DE ZAC MONT-COCO (ENV. 1500 LOGEMENTS / 120 000 M² D'ACTIVITÉS ET BUREAUX)

Directement accessible depuis la périphérie, le secteur « Mont Coco - Côte de Nacre » d'environ 39 hectares constituera l'une des opérations de la première phase opérationnelle du projet d'ensemble Epopéa Park. Il s'agit d'un projet de renouvellement urbain dont les enjeux sont multiples : renforcer l'accueil d'activités économiques, favoriser la mixité fonctionnelle par la création de logements, créer un cadre de vie agréable et dynamique, développer l'accessibilité piétonnes et cyclables. Les études de requalification de la RD7 en boulevard urbain sont également lancées en parallèle. L'approbation du dossier de création de ZAC ainsi que la concession d'aménagement à la SPL EPOPEA ont été votées en 2022. Une participation au déficit d'opération de 932 000 € est prévue à l'automne 2023.

HABITAT ET PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

PRU « QUARTIER DE LA PLAINE » (240 LOGEMENTS / 1400 M² D'ACTIVITÉS)

Déclaré d'intérêt communautaire en 2004, ce projet d'ensemble vise à revaloriser le cadre de vie, à recycler des terrains en friche en vue de créer des logements et améliorer la lisibilité de ce quartier ifois. En 2023, se poursuivront les constructions sur les lots « 4-5-6 » et le démarrage des travaux pour les deux dernières opérations 2a et 3 de ce PRU. Opération en régie, elle est gérée sur un budget annexe (04).

ZAC JEAN JAURÈS (1000 LOGEMENTS / 2200 M² D'ACTIVITÉS)

La Communauté urbaine Caen la mer a confié à Normandie Aménagement l'aménagement de la ZAC Jean Jaurès à Colombelles, à vocation principale d'habitat, sur l'ancien site de la Société Métallurgique de Normandie (SMN). Un remboursement d'avances de 700 000 € versées au concessionnaire est attendu cette année.

ETUDE D'AMÉNAGEMENT DU SECTEUR OUEST

Une étude d'aménagement est en cours pour définir l'avenir de ce secteur. Avec le projet de boulevard des pépinières et la proximité de l'aéroport, ces derniers grands espaces agricoles situés de part et d'autre du périphérique sont soumis à une forte pression foncière qu'il convient de maîtriser face à l'enjeu de l'artificialisation des terres. Cette étude initiée en 2022, sera poursuivie en 2023.

ACCOMPAGNER LES ÉVOLUTIONS DE L'URBANISME RÉGLEMENTAIRE

ELABORATION DU PLUI- HM

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) est un document de planification qui détermine les conditions d'aménagement et d'utilisation des sols. Il a pour objectif d'orienter l'aménagement du territoire et de mettre en cohérence ses différents enjeux (habitat, mobilité, activités économiques, environnement...). Il est la traduction d'une mise en commun des projets des maires des 48 communes en un projet partagé de développement du territoire, souhaité équilibré, solidaire et durable. En 2023, un budget de 330 000 € sera consacré à ce projet. Des subventions de l'État sont attendues.

AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS : VERS LA DÉMATÉRIALISATION

L'ouverture de la dématérialisation des autorisations d'urbanisme est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2022. Comme en 2021 et 2022, une participation exceptionnelle de 78 500 € au budget annexe est inscrite au budget 2023.

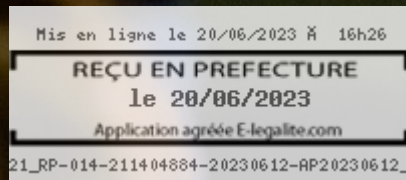
MISE EN ŒUVRE DU RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL (RLPi)

L'objectif du RLPi est de réglementer la publicité, les enseignes et pré-enseignes afin de préserver le cadre de vie et les paysages. Par délibération du 7 janvier 2021, le conseil communautaire de Caen la mer a décidé d'engager la procédure d'élaboration du RLPi. Les demandes de crédits pour 2023 sont de 100 000 € sur les 250 000 € prévus dans l'AP « PLU ».



© Caen la mer - Picxel Drone





HABITAT : VEILLER À L'ATTRACTIVITÉ ET À LA QUALITÉ DE L'OFFRE DE LOGEMENT

PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT : LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE AU CŒUR DES DISPOSITIFS

Depuis 2021, le budget dédié à la rénovation énergétique est en augmentation avec la mise en place du guichet unique de la rénovation et des dispositifs d'accompagnement des ménages dans leur projet de rénovation et d'adaptation au vieillissement et handicap. Ainsi, en 2023, 565 000€ sont prévus pour accompagner les ménages et les copropriétés dans le cadre de deux dispositifs : le Programme d'Intérêt Général (PIG), réservé aux ménages sous plafond de ressources ANAH, et le Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique (SARE). Parallèlement l'enveloppe pluriannuelle dédiée à l'accompagnement des ménages dans le cadre du PIG (2020-2025) sera augmentée à hauteur de 1.75M€ au BP2023 (+ 430 000€) afin de prendre en compte la forte dynamique de la rénovation.

Cette augmentation des dépenses est cependant compensée par une augmentation des recettes (+6.6% /2022 soit 370 000€ en 2023) pour financer ces dispositifs. Il s'agit des subventions versées à Caen la mer par l'ANAH et la Région (CEE).

Le montant de l'enveloppe pluriannuelle destinée à apporter des subventions aux travaux de rénovation des ménages et copropriétés est également augmentée à hauteur de 3.9M€ au BP2023 (+ 1.1M€) pour tenir compte de la dynamique constatée

en matière de rénovation. Le budget inscrit au BP2023 est de 300 000€ pour les deux dispositifs (PIG et SARE).

UN VOLET SOCIAL PRÉPONDÉRANT

Caen la mer accompagne les bailleurs sociaux dans leurs projets de construction et de réhabilitation des logements locatifs sociaux. Des aides sont également proposées aux particuliers dans le cadre de l'accession sociale à la propriété et pour financer leurs travaux de rénovation thermique ou d'accessibilité.

L'autorisation de programme qui globalise l'ensemble des subventions est portée de 16.3M€ à 17.4M€ au BP2023 dont 8.4M€ pour le parc social (construction et rénovation), 3.6M€ pour l'accession sociale à la propriété et 3.9M€ pour la rénovation du parc privé.

CRÉATION D'UN ORGANISME DE FONCIER SOLIDAIRE (OFS)

Les OFS ont pour objet de faciliter l'accession sociale à la propriété des ménages modestes, particulièrement dans les secteurs tendus dans lesquels cette offre est peu représentée, notamment en baissant les prix d'acquisition des logements.

Le principe repose sur la dissociation du foncier, qui reste la propriété de l'OFS, du bâti qui est acquis par les ménages sous forme de droits réels immobiliers. L'OFS conclut avec

les ménages un «bail réel solidaire» (BRS) de longue durée pour la partie foncière.

L'OFS va permettre de proposer une nouvelle offre de logement en accession à la propriété pour des ménages sous plafond de ressource en complément du dispositif d'aide à l'accession sociale à la propriété déjà en place depuis de nombreuses années.

Agréé en novembre 2022 par le préfet de région, il est porté par un Groupement d'Intérêt Public (GIP) composé de 6 membres fondateurs (Caen la mer, Normandie Aménagement, Caen Presqu'île, l'UHSN, la FPI de Normandie, l'EPF de Normandie) et bénéficie du soutien d'Action Logement. Il va démarrer son activité en 2023.

En 2023, Caen la mer apporte une subvention de 50 000€ au démarrage de la structure.

L'ACCÈS AU LOGEMENT DES PUBLICS VULNÉRABLES

Caen la mer apporte des subventions de fonctionnement à 4 associations qui ont pour mission de faciliter l'accès au logement des publics en difficultés (ACSEA pour la gestion du centre d'hébergement d'urgence Cap Horn, les agences immobilières sociales AIS SOLIHA et AIVS AISCAL, et enfin l'ACAHJ/CLLAJ pour l'accès au logement des jeunes). Le montant total des subventions en 2023 est maintenu à 305 000€.

MAISON DE L'HABITAT

La Maison de l'habitat est le guichet unique de Caen la mer sur tous les sujets liés à l'habitat. C'est notamment le lieu d'enregistrement de la demande de logement social.

C'est aussi, depuis le 1^{er} janvier 2021, « l'espace France Rénov' », lieu ressource en terme de rénovation des logements. Dans ce cadre, la maison de l'habitat assure un 1^{er} niveau d'information aux ménages puis les oriente vers les conseillers partenaires de Caen la mer. La Maison de l'habitat développe également des actions d'information et d'animation vers les habitants de Caen la mer, les professionnels de la rénovation, les communes...

En 2023, la Maison de l'habitat va poursuivre ses actions d'information du public et d'animation notamment sur les sujets de rénovation des logements, d'accession sociale à la propriété mais aussi auprès des propriétaires bailleurs pour lutter contre la vacance des logements.

GENS DU VOYAGE

La Communauté urbaine Caen la mer gère 8 aires permanentes d'accueil des gens du voyage, ce qui représente 97 emplacements, et 2 terrains de grands et petits passages.

Conformément au schéma départemental d'accueil des gens du voyage, Caen la mer va poursuivre et finaliser en 2023 la Maitrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) engagée fin 2022 afin d'identifier les gens du voyage en situation de sédentarisation et envisager des solutions pérennes. Un budget de 51 000€ est prévu en 2023 pour finaliser cette démarche.

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage prévoit également la construction d'aires et terrains de passage afin de répondre aux besoins des voyageurs. Plusieurs projets sont en cours sur le territoire à différents stades : réalisation de l'aire mixte de Thue et Mue (études de faisabilité, acquisition du foncier), création d'une aire de grands passages à Ouistreham Riva-Bella (études préalables), finalisation des travaux pour réaménager le terrain de petits passages entre le canal et l'Orne à Hérouville Saint-Clair et la création d'une aire familiale à Blainville sur Orne (identification du site). Un budget de 962 000€ est inscrit en 2023 pour financer ces projets.

Pour financer ces projets, l'autorisation de programme pour mettre en œuvre le schéma départemental est augmentée à hauteur de 3.5M€ au BP2023 (+2.2M€).



©Caen la mer



TRANSPORTS ET MOBILITES

La question des transports constitue un véritable enjeu pour les habitants. Extension du réseau de parkings de co-voiturage, nouvelles liaisons cyclables, nouvelle desserte portuaire, études pour la ligne de tram Est-Ouest, tels seront les axes de travail de 2023. Notre objectif étant d'apporter des réponses concrètes aux problématiques du quotidien à court, moyen et long termes.

Chaque année, plus de 25 millions de voyages sont réalisés sur le réseau Twisto bus et tramway de Caen la mer. La migration du parc de bus du réseau Twisto en énergie biogaz, la mise en service de la station d'avitaillement biogaz en 2022, le développement des aires de covoiturage... illustrent la volonté de Caen la mer de s'engager vers des transports collectifs toujours plus performants.

UNE NOUVELLE LIGNE DE TRAMWAY EST-OUEST

La création d'une nouvelle ligne de tram est un processus long qui nécessite au préalable des phases de concertation et d'études. Ces étapes sont indispensables, notamment pour anticiper au mieux la phase travaux.

En 2022, des études complémentaires ont été menées pour approfondir les études préliminaires conduites en 2021. En parallèle, des études de circulation ont été réalisées sur les zones des trois options de tracés, ainsi que des investigations sur la géotechnique.

En juin 2022, Caen la mer a désigné son mandataire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'opération.

Le temps fort de l'année 2022 aura été la concertation préalable du projet. Menée du 30 septembre au 30 novembre, sous l'égide de deux garants de la Commission Nationale du Débat Public, elle a permis de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire.

Plusieurs dispositifs de rencontre avec le public ont été organisés selon des formats différents, et en des lieux variés du territoire :

- 8 réunions publiques dans les communes traversées par les tracés potentiels, afin de présenter le projet et l'objectif de la concertation, de répondre aux interrogations et inciter le public à participer aux autres dispositifs de concertation.
- 5 permanences publiques d'information permettant de répondre en direct au public venu consulter le dossier de concertation dans les lieux où il était mis à disposition.
- 3 réunions dédiées aux entreprises.

- 2 ateliers thématiques visant à susciter un intérêt du public à des enjeux particuliers du projet et à recueillir leurs contributions.
- 3 marches exploratoires permettant, sur site, de détailler le projet et ses impacts.

Une plateforme participative a permis d'informer sur le projet et de recueillir les contributions du public. Des dépliants avec coupon préaffranchi ont également été largement distribués afin de permettre à chacun de s'exprimer (180 000 exemplaires).

Au total, environ 1 500 avis ont été formulés sur le projet, sur le choix du tracé, le nombre et la position des stations et des parkings relais.

Les garants de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) ont remis le bilan de la concertation à Caen la mer le 30 décembre 2022. La collectivité disposait d'un délai de deux mois pour indiquer les mesures qu'elle juge nécessaire de mettre en place pour répondre aux enseignements de la concertation et arrêter les options essentielles du projet.

En 2023, les inscriptions budgétaires, prévues dans l'autorisation de programme à hauteur de 24,575 M€ permettront de couvrir les dépenses relatives à l'acquisition du matériel roulant, aux frais de mandat de maîtrise d'ouvrage ainsi qu'aux frais d'investigations, de diagnostics et d'études, suite au choix du tracé B en février dernier.



©Keolis Caen Mobilités

RENOUVELLEMENT DES BUS DU RÉSEAU TWISTO PAR DES BUS BIOGAZ

En 2021, la migration du parc de bus du réseau Twisto en énergie biogaz, qui s'étalera jusqu'en 2029, a débuté par l'acquisition de 25 véhicules par la Communauté urbaine.

En 2022, 25 nouveaux véhicules biogaz sont arrivés sur le réseau représentant un investissement de 8 millions d'€, la station d'avitaillement biogaz a été livrée à l'automne pour un montant total du projet de 4,2 millions d'€.

En 2023, 15 nouveaux véhicules biogaz seront livrés représentant un investissement de 5 M€. La station d'avitaillement sera dimensionnée en conséquence avec l'ajout d'un compresseur et de trappes de distribution dont le montant d'investissement est de 450 000 euros.

À terme, cet investissement permettra de réduire de 75 % les émissions de gaz à effet de serre de nos bus et de 50 % les nuisances sonores pour les habitants.

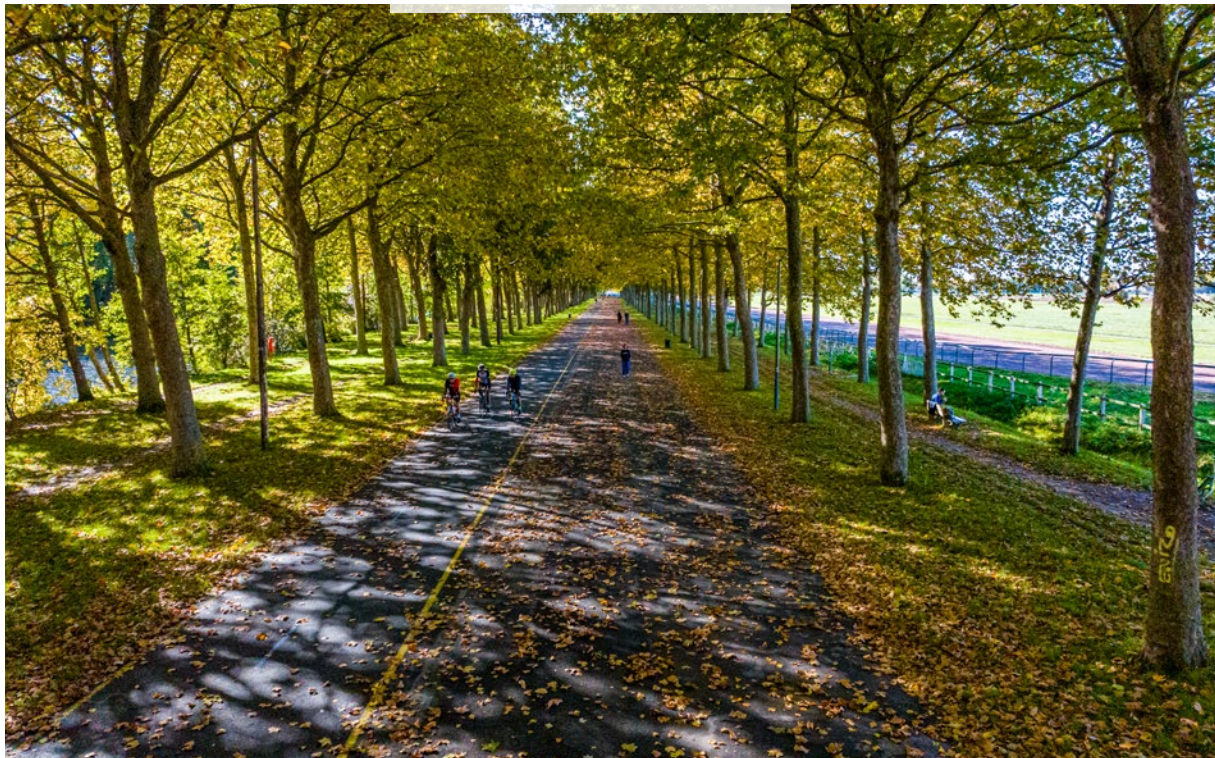
TRAVAUX MOBILITÉS

En 2023, un budget de 450 000 € sera alloué afin de poursuivre la mise en place du schéma directeur d'accessibilité dans les transports avec la création de nouveaux quais de plain-pied.

Comme tous les ans, des travaux de voirie sont aussi budgétés pour réaliser des réfections de chaussées réservées au passage des bus ainsi que de nouveaux travaux nécessaires à la mise en place du nouveau réseau de bus 2023 pour un montant de 300 000 € et certains aménagements sécuritaires concernant le Tramway pour un montant de 50 000 €.

En 2023, la Communauté urbaine poursuivra également son schéma de création de nouvelles aires de covoiturage pour un montant de 400 000 €. Il est notamment prévu la réalisation de nouvelles aires de covoiturage à Le Castelet et Rots ainsi que l'agrandissement de l'aire d'Eterville.

Enfin, 195 000 € seront dévolus aux travaux liés au déménagement de la Maison du Vélo dans l'ancien centre de tri situé Place de la Gare.



© Caen la mer - Pictel Drone

SCHÉMA CYCLABLE COMMUNAUTAIRE

Un montant de 3 M€ sur le budget général sera consacré cette année à la réalisation de nouveaux aménagements s'inscrivant dans le schéma cyclable communautaire voté en 2019.

Pour 2023, il est programmé la réalisation des aménagements suivants :

- Voies vertes au sud de la commune de Ouistreham Riva-Bella.
- 10 km de chemins ruraux avec notamment les liaisons entre Thaon et Cairon, Perrier sur le Dan et Hermanville ou encore Bieville-Beuville et Mathieu.
- Connexions cyclables entre Caen et Mondeville.
- Sécurisation de l'échangeur de Cormelles-le-Royal.
- Création d'une voie verte entre Carpiquet et Bretteville-sur-Odon.
- nouvelle section du Périph' Vélo sur le boulevard Dunois à Caen.

Par ailleurs, différentes études sont en cours pour la mise en œuvre du schéma cyclable communautaire. On peut notamment citer les études pour :

- La création d'aménagements cyclables sur la RD126 entre Authie, Saint Germain la Blanche Herbe et Saint-Contest.
- La création d'aménagements cyclables le long de la RD9, entre Carpiquet et Thue et Mue.
- La réalisation de différentes sections Périph Vélo de Caen.





LES GRANDS PROJETS

La vitalité et le développement d'un territoire dépendent incontestablement de son accessibilité. La qualité des infrastructures de transports reste plus que jamais d'actualité.

FLUIDIFIER LES DÉPLACEMENTS ROUTIERS POUR RÉDUIRE LES TEMPS DE PARCOURS ET LA POLLUTION.

L'organisation spatiale du territoire caennais rend aujourd'hui impérieuse la réalisation de nouvelles infrastructures. L'objectif est d'améliorer et sécuriser l'accessibilité tout en favorisant le développement économique des sites tels que EPOPEA, le quartier Koenig, les terrains portuaires, le secteur industriel sud Est... Ainsi, les efforts financiers de Caen la mer sont notamment orientés vers l'aménagement des équipements suivants :

Sécurisation du périphérique nord : en 2023, l'État engagera les travaux des rives du périphérique extérieur et intérieur, lui donnant ainsi son profil définitif avec les voies d'entrecroisement et les bandes d'arrêt d'urgence. Le démarrage des travaux de réalisation du mur antibruit avenue Victor Vinde à Caen est également prévu fin 2023.

En 2023, Caen la mer procèdera au dernier versement (338 255 €), conformément aux clauses des conventions financières passées avec l'État (5,2M€).

Échangeur des Pépinières : porté par l'État, ce projet reliera le périphérique au réseau local. Il permettra ainsi de desservir le Quartier Koenig et les futures extensions de cette zone d'activités économiques et de raccorder, via le projet de boulevard des Pépinières, le Boulevard Pompidou à Caen, créant ainsi un nouvel accès à l'ouest de l'agglomération.

La mise en service est prévue au début de l'été 2023. Caen la mer versera en 2023 sa dernière participation d'un montant de 775 000 €.

Boulevard des Pépinières : sous maîtrise d'ouvrage de Caen la mer, ce boulevard reliera le futur échangeur au boulevard Pompidou. L'année 2023 verra l'engagement, dès février, des premiers travaux du boulevard. La construction de l'ouvrage SNCF débutera fin novembre avec, dans un premier temps, la création d'une plateforme spécifique. L'ouvrage sera construit sur cette plateforme et poussé sous la voie ferrée fin 2024.

Un montant de 4 M€ est prévu en 2023.

Desserte portuaire phase 2 : dans le cadre du réaménagement de la Presqu'île, l'actuelle voie RD 402 ne pourra pas supporter le trafic actuel et à venir, d'autant plus que la part du trafic poids lourds y est importante. Les crédits 2023, pour un montant de 400 000 €, permettront le lancement de la consultation des entreprises et de démarrer les travaux (début octobre 2023) après l'obtention des autorisations réglementaires (Evaluation environnementale et loi sur l'eau).

Barreau de liaison RD403/rue de la Liberté à Giberville : afin d'améliorer la desserte de la zone d'habitat de Clopée à Giberville et la zone d'activité LAZZARO 3 en cours de construction à Colombelles, les études d'un nouveau barreau permettant de décharger le giratoire de Normandial, vont être engagées. Cette nouvelle voie constitue également une nouvelle entrée de ville pour la commune de Giberville (70 000€).

Pont de Colombelles : le pont de Colombelles est un ouvrage structurant et important du système de voiries de l'est de l'agglomération. Sa vétusté avancée et les pannes récurrentes qui en découlent nécessitent son remplacement. Aussi, Caen la mer participe pour 1/3 au financement du remplacement du pont de Colombelles, dont la maîtrise d'ouvrage est portée par le syndicat Ports de Normandie.

Le marché de conception/réalisation vient d'être attribué permettant ainsi de mener en 2023 toutes les études de conception et d'engager les travaux au 4ème trimestre. Sa mise en service est envisagée mi 2025. En 2023, Caen la mer consacrera 1 M€ à ce projet.

L'AÉROPORT CAEN-CARPIQUET

PRÉSERVER LES CAPACITÉS AÉROPORTUAIRES AU SERVICE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Avec sa forte progression de trafic avant la crise COVID (de 139 000 passagers en 2016 à 304 000 passagers en 2019) et son retour dès 2022 au même niveau de trafic (301 000 passagers), l'aéroport de Caen-Carpiquet se positionne comme le premier aéroport normand et confirme son rôle majeur pour le bassin économique.

Le nombre de passagers voyageant pour des raisons professionnelles font de cet équipement un véritable outil de développement économique et de création d'emplois. L'aire d'influence s'étend à l'échelle du territoire normand et favorise ainsi l'attractivité et la desserte de l'aire métropolitaine caennaise.

Cet outil est par conséquent indispensable à l'attractivité, au développement et à l'image du territoire. Ainsi, dans un contexte contraint au niveau de la desserte ferroviaires (remise à niveau des équipements seulement envisagée à moyen terme, voire à long terme), l'aéroport apparaît comme le seul équipement permettant de se projeter à l'échelle nationale vers des capitales régionales et européennes, notamment grâce au hub de Lyon.

MISE AUX NORMES DES PROFILS DE LA PISTE PRINCIPALE

L'aéroport de Caen-Carpiquet dispose d'une certification européenne d'exploitation conduisant à imposer des normes de sécurité que ce soit tant pour la gestion que pour l'état des infrastructures aéroportuaires. Il est ainsi obligatoire de remettre aux normes les équipements. Ainsi, les profils en long et en travers de la piste sont actuellement sous dérogation et doivent être mis en conformité avant fin 2024.

En 2023, sera lancé le marché de travaux de cette mise aux normes et des équipements de sécurité (balisage latéral de piste et rampe d'approche).

2023 verra également la fin des travaux d'installation d'un second PAPI (feu indiquant la pente d'approche des avions).

1 355 000 € sont inscrits au budget 2023.

ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DE L'AÉROPORT

La qualité d'accueil d'un aéroport est déterminante pour son développement. Ainsi, en 2023, 503 000 € seront consacrés à l'amélioration de l'équipement et au lancement de la maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques sur les parkings usagers de l'aéroport. Cette opération permettra de raccorder en autoconsommation des équipements communautaires pour limiter la charge d'exploitation.





DES POLITIQUES CULTURELLES ET SPORTIVES AU BÉNÉFICE DU RAYONNEMENT DU TERRITOIRE

Permettre aux habitants de bénéficier d'une offre culturelle et sportive complète, telle est l'ambition de la Communauté urbaine. À travers ses équipements mais également les structures qu'elle gère ou finance, Caen la mer propose aux habitants un panel d'activités riches et variées réparties sur l'ensemble du territoire.

Parce que l'équilibre du territoire repose sur un maillage cohérent, d'importants investissements ont été réalisés pour renforcer et compléter l'offre culturelle et sportive.

La qualité de vie du territoire n'est plus à démontrer, cependant nous devons la maintenir et offrir aux habitants des équipements à la hauteur de leur exigence et capables de faire rayonner Caen la mer bien au de-là des frontières de l'aire urbaine. Ce défi, le nouveau palais des sports sera à même de le relever.

UNE POLITIQUE CULTURELLE PANACHÉE

L'enseignement artistique, la lecture publique, le spectacle vivant, les cinémas sont les axes majeurs de la politique culturelle de la Communauté urbaine.

L'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

Le budget communautaire alloué à l'enseignement artistique s'élève en 2023 à 4 583 299 € dont 907 799 € pour le Conservatoire, 32 500 € pour Musique en Plaine, 3 593 000 € pour l'ésam et 50 000 € pour Lamido.

Le Conservatoire & Orchestre de Caen poursuit son action de démocratisation culturelle via le projet DEMOS, offrant aux enfants des quartiers prioritaires la possibilité de découvrir la pratique instrumentale en orchestre, notamment grâce à l'implication de son chef Nicolas Simon.

En investissement, des études seront lancées en 2023 dans l'objectif de réhabiliter le bâtiment du Conservatoire. 1 330 000 € seront consacrés à la relocalisation des cours de théâtre au sein du bâtiment Langlois. La seconde phase de travaux estimée à 105 000 € ne pourra intervenir qu'après le déplacement du PC de signalisation des feux tricolores, actuellement situé au sein du bâtiment. Le montage proposé est un bail emphytéotique administratif. Le bâtiment restant propriété de la Ville de Caen sera mis à disposition gracieuse de Caen la mer pour une longue durée en contrepartie de la réalisation des travaux.

L'école Musique en Plaine poursuit la dynamique autour de son projet d'enseignement artistique offrant des cursus instrumentaux classiques, des cursus de musiques actuelles, des parcours de techniques associées à la musique et de techniques associées aux arts graphiques et visuels ainsi que via l'accueil d'artistes en résidence.

L'ésam est la première école d'art et de design territoriale régionale à intégrer la Conférence des Grandes Ecoles. Cette reconnaissance depuis la rentrée 2022 s'accompagne de l'ouverture d'un master « Design & Transitions – Inventer les territoires de demain » en partenariat avec Sciences Po Rennes – Campus des transitions à Caen. La subvention de la Communauté urbaine à l'ésam est en hausse de 133 000 € afin de compenser la revalorisation du point d'indice.

La subvention de 50 000 € à Lamido est maintenue. Une étude au premier semestre 2023 permettra d'approfondir et choisir la piste pour pérenniser cette structure. En outre, l'étude portera sur un état des lieux de l'enseignement musical sur le territoire, prenant en compte les écoles limitrophes ainsi que les structures privées. Cette vision globale est un préalable nécessaire au développement d'une stratégie cohérente et concertée autour de l'accessibilité de l'enseignement artistique sur le territoire.

LA LECTURE PUBLIQUE

Le budget communautaire alloué à la lecture publique s'élève à 1 446 950 € dont 1 147 530 € pour la Bibliothèque de Caen, 138 270 € pour la Bibliothèque d'Hérouville Saint-Clair, 32 350 € pour la bibliothèque d'Ifs et 128 800 € pour le service commun aux trois bibliothèques.

La Bibliothèque de Caen poursuit le grand plan de signalement national, en partenariat avec l'Etat, afin d'inventorier l'ensemble des documents imprimés et manuscrits jusqu'en 1914. La Bibliothèque d'Hérouville Saint-Clair a achevé son projet de réaménagement mobilier, accompagné par l'Etat. La bibliothèque d'Ifs conduira à son tour un réaménagement en 2023.

Les crédits du service commun aux trois bibliothèques permettront la poursuite du partenariat avec le Département via les ressources en ligne, ainsi que la politique de médiation auprès des publics éloignés de la lecture.

Le réseau de lecture publique a été fortement perturbé par la cyberattaque dont a été victime la Communauté urbaine, avec notamment un arriéré massif à traiter au moment de la relance.

LE SPECTACLE VIVANT

Le budget communautaire alloué au soutien au spectacle vivant s'élève à 721 000 €, soit 450 000 € de subvention au Sablier, 270 000 € de subvention au Théâtre du Champ Exquis et 1 000 € pour renforcer l'accès à l'offre culture des lycéens du territoire via le projet des Jeunes ambassadeurs de la culture.

L'enveloppe du projet de construction d'un nouveau lieu pour le Théâtre du Champ Exquis à Blainville-sur-Orne est portée à 6 600 000 € avec des demandes de subvention au FEDER et au Département.

LE CINÉMA

Le budget communautaire alloué au soutien au cinéma s'élève à 678 330 €, dont 367 780 € de subvention de fonctionnement au Café des images et 270 550 € de subvention de fonctionnement pour le LUX ainsi que 15 000 € de subvention exceptionnelle pour le groupement de programmation (GAP) à chaque cinéma et 10 000 € pour des projections de plein air dans les communes du territoire.

Le maintien des subventions aux équipements culturels du territoire représente un véritable effort de la collectivité en cette période d'inflation et de crise énergétique.

ARCHIVES ET DOCUMENTATION

Le budget communautaire des archives est de 15 400 € et de 56 520 € pour la documentation.

L'aménagement des magasins d'archives sur le site Koenig se poursuit.

FRAIS GÉNÉRAUX

La cotisation au GIP Normandie impressionniste sera de 25 000 € en 2023.



© Caen la mer





LE SPORT, VECTEUR D'ATTRACTIVITÉ

Garants de la qualité de vie de notre territoire, les équipements sportifs communautaires sont de véritables vecteurs d'attractivité, c'est pourquoi Caen la mer veille à leur entretien et à un maillage cohérent du territoire.

SPORT DE HAUT NIVEAU : UN NOUVEAU PALAIS DES SPORTS

Engagés dès 2021, les travaux du Palais des sports s'achèveront en milieu d'année. Le montant global du projet est de 40 millions d'euros dont 13 millions d'euros inscrits au budget 2023 et 12 millions attendus en recettes. Cet équipement structurant est soutenu par le Département du Calvados (7 millions), la Région Normandie (7 millions), l'Etat (1,5 million) et la Ville de Caen (1 million).

L'ambition du Palais des Sports de Caen la mer est d'accompagner les clubs de haut niveau et de proposer des spectacles sportifs exceptionnels dans diverses disciplines telles que le basketball, le handball et le tennis... Avec une jauge allant jusqu'à 4 200 places, des compétitions d'envergure pourront avoir lieu sur notre territoire, répondant ainsi à un réel besoin et concourant à l'attractivité du territoire.

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS :

Patinoire :

Après les deux phases de restructuration réalisées en 2020 et 2021, l'amélioration des équipements de la patinoire va se poursuivre en 2023 à hauteur de 18 000€. L'équipement bénéficie d'un budget à hauteur de 87 550€ pour ses dépenses de fonctionnement. Au regard de la hausse de la fréquentation, les inscriptions de crédits en recettes ont été réévaluées en 2023 (326 500€ contre 290 000 € en 2022).

Golf :

La gestion du golf de Caen la mer est déléguée à la SARL Golf de Louvigny qui en assure l'exploitation et l'entretien. Pour rappel, dans le cadre de ce contrat, la Communauté urbaine perçoit une redevance annuelle (50 700 € inscrits en 2023).

Les nombreux investissements et travaux réalisés sur les parcours positionnent désormais le golf de Caen la mer comme un golf de référence en Normandie. En outre, la vente de green-fee (achat d'un parcours à l'unité) est en très nette augmentation (plus de 12 000 ventes annuelles en 2022). Par

ailleurs, la politique de fidélisation porte ses fruits avec près 900 abonnés. Le golf éducatif reste également une priorité (200 enfants inscrits à l'année et en stages sportifs). Les bons résultats de l'école de golf de Caen, la hissent au premier rang des écoles normandes.

Enfin, pour aider le golf à devenir un sport accessible au plus grand nombre, la Communauté urbaine a souhaité que les scolaires puissent bénéficier d'un accès au parcours ainsi qu'aux cours. Ainsi, chaque année, 500 élèves de cycle 3 sont accueillis au golf de Caen la mer.

SPORTS AQUATIQUES

Transfert des piscines de Carpiquet et Ouistreham

Le transfert des piscines Aquabella située à Ouistreham Riva-Bella et Sirena à Carpiquet a été reconnu d'intérêt communautaire par délibération en date du 23 juin 2022. Ces deux nouveaux équipements viennent ainsi étoffer l'offre de service public avec une densification du maillage des équipements sur le territoire de Caen la mer. Il s'agit ici d'un renforcement et d'une diversification de la politique communautaire en matière de sports aquatiques.

Ces deux piscines sont actuellement gérées en délégation de service public avec un contrat à renouveler d'ici fin juin 2024 pour Sirena.

Qualité d'accueil des piscines

Le coût de fonctionnement (entretien, analyses, produits d'hygiène, maintenance...) des quatre piscines de Caen la mer s'élèvent à 251 650€ (dont 50 000€ réservés à une étude concernant la vitrerie du Stade Nautique).

Compte tenu de la fréquentation toujours en augmentation, les recettes inscrites ont été réévalués (1 496 200€ contre 1 462 300 € en 2022).

Au niveau des achats de matériel, 118 000€ seront investis en 2023 pour maintenir et améliorer la qualité d'entretien des installations ainsi que pour doter les établissements de matériel pédagogique (lignes d'eaux, matériels de fitness aquatique, enceintes de sonorisation, trampolines, jeux d'eau etc.) et d'entretien (auto-laveuse, mono-brosse...).

Savoir nager

Les achats de petit matériel pédagogique et sportif et les frais d'organisation des animations bénéficient d'un budget de 28 000€.

En lien avec les structures du littoral, une école de l'eau et de sauvetage a été mise en place : son objectif est de favoriser le développement du savoir nager. Ainsi des séances de fin de cycles de natation sont organisées en mer.

Surveillance des plages et littoral

Dans le cadre de la compétence liée à la surveillance et l'animation du littoral, le budget de fonctionnement donne la priorité à la sécurité (50 000€) et à l'animation du littoral (23 000€) soit :

- 43 600 € pour répondre aux besoins d'entretien et de petit équipement des postes de secours.
- 20 000 € pour animer le littoral lors de la saison estivale (Littoral Insolite et subventions aux communes).
- 6 000 € de subventions à la SNSM pour la surveillance des zones de baignade (sous forme de contribution).
- 3 000€ pour l'organisation d'animations diverses portées par des clubs et associations (compétition de char à voile...).

En matière d'investissement 137 700€ sont inscrits au BP 2023 pour :

- L'amélioration et mise aux normes des postes de secours (infirmerie, poste avancé, Stockage de matériel...).
- L'achat de tapis PMR et de matériel de surveillance.

CADRE DE VIE

Chaque jour, des dizaines de services et des centaines d'hommes et de femmes, employés par Caen la mer, sont mobilisés pour entretenir notre cadre de vie.

La rénovation d'un centre-bourg, l'entretien des espaces verts, la collecte des déchets ou encore l'aménagement d'un bassin versant... La qualité du cadre de vie trouve sa source aussi bien dans des gestes du quotidien que dans les grands investissements. Le point commun à tout cela ? La préservation de l'environnement.

Dans ce cadre, la Communauté urbaine s'engage à préserver et gérer mieux la biodiversité des espaces naturels et urbains, et régir les ressources naturelles, par l'économie de la ressource en eau, par la plantation de plantes plus pérennes, par la valorisation des déchets verts avec un recyclage maximisé...

ESPACES PUBLICS - ESPACES NATURELS

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la Communauté urbaine exerce les compétences voirie et entretien des espaces verts sur l'ensemble de son territoire et plus précisément :

- La création, l'aménagement et l'entretien de la voirie.
- L'entretien des espaces verts.
- La propreté des espaces publics.

Dans le cadre des travaux d'entretien ou d'aménagement, chaque projet est susceptible de prendre en compte les orientations générales de la Communauté urbaine et des communes avec l'objectif de parvenir à un consensus entre les usages de l'espace public. Ces orientations sont les suivantes :

- Renouvellement des chaussées, entretien du domaine public, renouvellement des réseaux d'eaux pluviales.
- Réduction de la vitesse des véhicules motorisés.
- Mobilité : sécurisation des cheminements piétons, prise en compte des cycles et nouvelles mobilités actives, prise en compte des circulations et arrêts des transports en commun.
- Accessibilité : mise aux normes de l'espace public pour les Personnes à Mobilité Réduite, prise en compte des cheminements et accès aux services des personnes en situation de handicap.

- Développement économique, accès aux services publics : prise en compte des problématiques de stationnement et d'accès des usagers aux commerces et services.
- Embellissement, qualité des espaces publics, attractivité du territoire : modification des revêtements (pavés, granit, pierres naturelles, bétons, enrobés spécifiques...) avec prise en compte de leur maintenance, végétalisation, plantations, mobilier urbain, effacement des réseaux aériens.
- Développement / habitat : intégration de l'aménagement des espaces publics dans les projets d'urbanisme, maintien du stationnement à proximité des logements.
- Développement durable : désimperméabilisation des sols, lutte contre les effets d'îlots de chaleur, infiltration des eaux pluviales, plantation d'arbres, lutte contre les inondations et préservation de la biodiversité, protection et mise en valeur des espaces naturels et du littoral.
- Prise en compte des autres usages de l'espace public : collecte des déchets ménagers, services de secours, passage des convois agricoles et poids lourds.

Par délibération de son conseil communautaire le 16 décembre 2021, la Communauté urbaine a validé la mutualisation des moyens humains, matériels et financiers à l'échelle de chaque secteur à compter du 1^{er} janvier 2022.



Depuis cette date, l'ensemble du territoire est ainsi découpé en 12 secteurs, regroupant pour chacun d'entre eux une ou plusieurs communes, et ainsi dénommés :

- Canal Littoral : Bénouville, Colleville-Montgomery, Ouistreham et Saint-Aubin-d'Arquenay.
- Centre : Caen et Épron.
- Colombelles/ Mondeville/ Cormelles le Royal.
- Est : Cuverville, Démouville, Giberville, Sannerville et Troarn.
- Hérouville Saint-Clair.
- Nord-Ouest : Authie, Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, Carpiquet et Saint-Contest.
- Odon : Bretteville-sur-Odon, Eterville, Louvigny, Mouen, Tourville-sur-Odon et Verson.
- Ouest : Thue-et-Mue, Saint-Manvieu-Norrey, Le Fresne-Camilly, Rosel et Cairon.
- Plaine Mer : Biéville-Beuville, Blainville-sur-Orne, Hermanville-sur-Mer, Lion-sur-Mer, Mathieu, Périers-sur-le-Dan, Cambes-en-Plaine et Villons-les-Buissons.
- Plaine Sud : Bourguébus, Grentheville, Soliers, Le Castelet et Castine-en-Plaine.
- Plateau Sud : Fleury-sur-Orne, Saint-André-sur-Orne et Iles.
- Rots-Thaon.

L'enjeu de cette sectorisation est d'asseoir une gouvernance politique associant Maires et Maires Adjoints en charge des travaux à l'échelle du secteur, de façon déconcentrée, afin de garantir la mise en œuvre des politiques publiques et des compétences associées à l'échelle d'un territoire cohérent. Cette sectorisation et la mise en place d'enveloppes budgétaires associées permettent la construction d'une programmation pluriannuelle validant les investissements à porter sur chaque secteur tant pour l'entretien de la voirie que la réalisation d'opérations spécifiques d'aménagement.

La compétence voirie au sens large est donc gérée au niveau des 12 secteurs par :

- Une enveloppe annuelle budgétaire de fonctionnement, mutualisée par secteur, qui représente, pour les 12 secteurs, un montant d'environ 9,2 M€.
- Une autorisation de programme d'investissement 2022-2026 par secteur (100 000 000 € tous secteurs confondus) distinguant les travaux de proximité, d'entretien de la voirie et les opérations spécifiques d'aménagement. En 2023, les crédits de paiement s'élèvent à environ 16,7 M€ en dépenses et à 5,4 M€ en recettes (fonds de concours et subventions).

Chaque secteur est désormais doté d'encadrants techniques spécialisés et d'un chargé de programmation et de suivi de travaux. En espaces verts/propreté, ces techniciens ont la responsabilité d'une ou plusieurs équipes chargées de l'entretien et de la propreté des espaces publics communautaires ; en voirie, ces techniciens ont la responsabilité d'une brigade, composée au minimum de 2 agents, et mettent en place les programmes d'entretien et les projets d'aménagement sur chaque secteur dans le cadre d'une programmation pluriannuelle de travaux (PPI).

L'année 2022 a permis la validation des 12 Plans Pluriannuels d'Investissement de secteurs, en distinguant :

- Les travaux de proximité (achat petit matériel, fournitures de mobiliers et de panneaux, travaux d'espaces verts, petits travaux de voirie...).
- Les travaux d'entretien de la voirie sur la base de l'étude Vectra (diagnostic des chaussées), et des relevés de terrains des techniciens, afin de prioriser les chaussées ou les trottoirs les plus dégradés.
- Les opérations spécifiques d'aménagement demandées par les élus du secteur.

Pour les opérations spécifiques, en 2023, sur la plupart des secteurs, des opérations d'effacement de réseaux sont programmées (Ouistreham Riva-Bella, Hérouville Saint-Clair, Blainville sur Orne, Caen, Mondeville, Colombelles, Troarn, Le Fresne Camilly, Rosel, Thue et Mue (Brouay), Rots (hameau de Bray)...).

En dehors de ces effacements de réseaux, les principales opérations dont les travaux seront démarrés ou poursuivis en 2023 avec des crédits conséquents inscrits sont les suivantes :

Secteur Colombelles /Cormelles le Royal/Mondeville / Colombelles :

- Colombelles : rue Jean Jaurès (travaux réseaux assainissement).
- Cormelles le Royal : Aménagement Route de Soliers.
- Mondeville : rue Emile Zola (travaux eau potable) ; Avenue Schuman (travaux assainissement).

Secteur Nord-Ouest :

- Carpiquet : Rue du 4 Juillet.
- Authie : rue Pierre de Coubertin.

Secteur Ouest :

- Cairon : Aménagement de sécurité RD22.
- Rosel : début des travaux hameau de Gruchy (assainissement).

Secteur Centre :

- Caen :
 - Bd Detolle (aménagement espaces publics accompagnement programmes immobiliers, bassin d'eaux pluviales).
 - PRU Chemin Vert – secteur Authie Nord.
 - Boulevard Rethel (aménagement cyclable et de sécurité).
 - Rue du Vagueux (poursuite des travaux de réseaux), Rue d'Auge.
 - Rue Bellivet.
 - Place Foch (travaux d'assainissement).
 - Rue Général Moulin (travaux d'assainissement).
 - Désimperméabilisation de 2 hectares de surfaces.
 - Aménagement de Zone 30 - Victor Vinde et St Ouen.

Secteur Odon :

- Verson : Fin des travaux place de l'église.

Secteur Plaine sud :

- Soliers : réaménagement place de la Mairie.

Secteur Rots / Thaon :

- Rots : rue de Bayeux (accompagnement d'une voie verte) et Chemin de la Croix Vautier.

Secteur Plaine Mer :

- Cambes en Plaine : aménagement rue du Château et rue des Sycomores.
- Lion sur mer : rue Foch (début des travaux d'eau potable).
- Mathieu : rue du 7 Juin.

Secteur Canal Littoral :

- Ouistreham Riva-Bella : Promenade de la Paix.

Une enveloppe mutualisée à l'échelle de Caen la mer est destinée à financer l'achat de gros matériels (véhicules, engins, matériels supérieurs à 5000 €) mutualisés à l'échelle des secteurs, voire des zones, pour un budget de 1 700 000 € en 2023.

VERS UNE MUTUALISATION DE L'OUTIL DE PRODUCTION HORTICOLE

Le parc horticole du secteur centre devient un outil mutualisé à l'échelle de la Communauté urbaine. L'opération permet de rationaliser les besoins notamment pour le chauffage des serres (chaufferie biomasse).

Ainsi, les secteurs Canal littoral, Mondeville, Colombelles et centre seront approvisionnés par le parc horticole (plantes annuelles, bisannuelles et vivaces).

Une ligne mutualisée a été créée dans cet objectif, alimentée d'une somme de 88 000 € à partir des budgets des secteurs concernés.



LA GESTION DES DÉCHETS

Depuis le 1^{er} avril 2021, Caen la mer a repris en gestion directe l'exercice de la compétence collecte des déchets et déchèteries sur l'ensemble des communes de son territoire. La gestion des déchets représente une politique publique importante pour Caen la mer, tant au regard des masses financières que du service de proximité rendu aux usagers.

À ce titre, les agents d'accueil dédiés ont traité 16 950 sollicitations en 2022, dont 14 797 appels téléphoniques et 2 153 sollicitations numériques (e-mail et formulaires de contact)

55 % constituent des demandes liées au service (bacs, composteurs etc...), 33 % sont des demandes d'information (horaires, consignes de tri...) et 11 % concernent des réclamations.

Les enjeux sont nombreux et concernent pour la section de fonctionnement des dépenses liées :

- À la mise en œuvre en année pleine des marchés de prestations de collecte (effectifs depuis le 1^{er} avril 2021).
 - > Avec 2 lots géographiques de collecte en porte à porte (hors encombrants) sur une partie du territoire de la CU.
 - Lot 1 urbain dense représentant 2 communes (environ 50% de la population) pour un montant prévisionnel de marché de 5 420 000 € sur l'année 2023.
 - Lot 2 périurbain et rural représentant 30 communes (28% de la population) pour un montant prévisionnel de marché de 5 240 000 € l'année sur 2023.
 - > Un lot de collecte en apport volontaire pour tout le territoire pour un montant prévisionnel de marché d'environ 1 023 000 € sur 2023.
- À l'intervention en régie sur 16 communes (22% de la population) avec un budget prévisionnel sur 2023 d'environ 595 000 € (hors dépenses de personnel).
- À l'exploitation des 7 déchèteries qui accueillent les habitants de l'ensemble du territoire pour un budget prévisionnel d'environ 5 062 000 € (hors dépenses de personnel), dont 4 810 000 € sont consacrés aux marchés : transport et logistique (1 150 000 €) et traitement des déchets par flux (3 660 000 € - budget en augmentation du fait de la hausse de la TGAP).
- Aux dépenses de traitement des déchets collectés en porte-à-porte, lesquelles s'élèvent à :
 - > 7 665 000 € environ pour les ordures ménagères.
 - > 533 000 € pour les encombrants (diminution liée à la baisse de tonnage, 3 400 T en 2022 contre 2 540 T prévues en 2023).
 - > 599 000 € pour les déchets verts.

Par ailleurs, les orientations en application du schéma directeur de gestion des déchets impliquent le déploiement de moyens importants :

- Collecte des ordures ménagères et collecte sélective : avec l'extension des consignes de tri, le coût du maintien du parc de bacs en bon état est estimé à 84 000 € pour 2023. La distribution de sacs pour les foyers non dotés de bac s'élève à 17 340 € en 2023.
- Collecte des ordures ménagères et des déchets verts : poursuite du zonage de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (taux « bonifié » à 9,74 % pour les communes ne disposant pas du service de collecte des déchets verts en porte-à-porte, taux maintenu à 10,74 % pour les autres communes).
- Collecte des encombrants : une collecte régulière par an, à laquelle s'ajoute la collecte sur rendez-vous à présenter sur espace public moyennant une contribution usagers de 10 € (1 000 000 € budgétés en 2023) et maintien du dispositif de collecte à domicile des encombrants gratuit sur RDV pour les personnes de 75 ans et plus ou en situation de handicap (200 000 € en 2023).
- Développement de la collecte en apport volontaire avec de nouvelles implantations prévues en 2023 (voir investissement) et des dépenses de maintenance (lavage, réparations...) estimées à environ 126 000 € en 2023.
- Poursuite des études : étude pour réaliser un programme d'extension par déchèterie (5 sites) (50 000 €) et étude d'optimisation de la collecte en zones d'activités (50 000 €), soit 100 000 € en 2023.
- Poursuite des actions d'animation-sensibilisation (114 000 €) avec principalement :
 - > L'édition de documents de sensibilisation : calendriers, guides, flochage des bennes, signalétique.
 - > Une campagne de communication en porte à porte préparant le tri à la source des biodéchets (déchets alimentaires - 8 000 €) qui s'ajoutent au renfort de personnel spécifiquement prévu : 2 agents en contrat de projet sur 18 mois, entre février 2023 et juillet 2024 et un contrat de projet sur 12 mois affecté au déploiement des PAV à partir de février 2023.

Concernant les recettes de fonctionnement :

La principale recette est constituée du produit de la TEOM qui est estimé à 36 644 000 € avec le maintien du taux en 2023.

Poursuite de la tarification incitative au volume (55% de part fixe et 45% de part variable) sur l'ouest de la Communauté urbaine jusqu'en 2026, conformément à la réglementation et en suivant son évolution.

D'autres recettes alimentent également le budget, notamment :

- reversement indemnités GDE par le SYVEDAC : 440 000 €
- reversement du solde du tri 2022 par le SYVEDAC : 1 000 000 €.
- facturation des professionnels en déchèteries (environ 250 000 €).
- reprise de matériaux en déchèteries (environ 200 000 €)
- subventions des éco-organismes : déchets issus des déchèteries (DEA, DEEE, etc.) et bornes textiles (environ 170 000 €).
- remboursement du SYVEDAC pour la convention d'assistance et de moyens (114 000 €).

En matière de dépenses d'Investissement, les grands projets de 2023 sont :

- Programmes annuels :
 - > Acquisition de bacs roulants : 783 000 €.
 - > Acquisition de conteneurs à déchets et abris bacs : 1 672 000 €.
 - > Acquisition de composteurs/bioseaux : 192 000 €.
 - > Travaux sur les bâtiments (régie et déchèteries) : 235 000 € (gestion d'accès des déchèteries, poste laveur à la régie, sécurisation du site de la régie).
 - > Acquisition de bennes à ordures : 275 000 €.
- Projets :
 - > Construction d'une nouvelle déchèterie à Colombelles. Suite aux études, 3 236 000 € sont budgétés en 2023 pour les travaux de construction. Implantée sur un nouveau site, cette déchèterie de nouvelle génération viendra remplacer l'actuelle.
 - > Aménagement d'une plateforme à déchets verts à Troarn (437 000 €).



CYCLE DE L'EAU

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Si la création de la Communauté urbaine a nécessité la mise en place d'une nouvelle prospective financière 2017-2022 afin notamment d'harmoniser le montant de la redevance d'assainissement collectif sur l'ensemble de ce nouveau territoire, cette prospective doit être mise à jour au regard d'éléments nouveaux :

- Changement du mode de gestion sur les territoires de Caen, Verson, Sannerville et Troarn.
- Abandon de la régie de facturation de la redevance à Hérouville Saint-Clair et Sannerville.
- Impact de l'extension du tramway.
- Projet relatif au traitement des boues.

Pour rappel, les montants retenus par la prospective 2017 ont été les suivants :

1. Un prix de redevance harmonisé sur l'ensemble du territoire à hauteur de 1,7637 € TTC par m³ (base 120 m³ – valeur 2017) avec un abandon lissé sur 3 ans de la dégressivité.
2. Un montant de travaux de renouvellement fixé à 8 600 000 € / an jusqu'en 2022. Ce montant permet un taux de renouvellement des canalisations de 1,50 % (soit tous les 70 ans).
3. Un montant d'opération pour la STEP du Nouveau Monde arrêté à 32 000 000 €.

L'année 2023 sera marquée notamment par :

- La mise en place d'une prestation de services sur les communes de Caen, de Troarn et de Sannerville.
- La disparition des parts délégataires sur les territoires initialement gérés en DSP (+ 2 M€).

FONCTIONNEMENT

Dépenses

Les propositions de dépenses d'exploitation gérées par la DCE pour 2023 connaissent une quasi stabilisation par rapport à 2022 (+ 4 250 €, soit +0,05%). Les variations concernent, avant tout, l'exploitation de la STEP du Nouveau Monde dont le nouveau marché, notifié en juin 2022, a vu l'offre financière diminuée (-1 165 000 €).

Cette baisse est compensée par des nouvelles prestations de service exécutées initialement soit via un contrat de DSP (Caen, Thaon et Troarn) ou en régie (Sannerville). Les nouveaux coûts d'exploitation seraient les suivants (marchés en cours de consultation):

- Entretien des réseaux Caen : + 415 000 €
- Exploitation des réseaux Troarn : + 39 000 €
- Exploitation des réseaux Thaon : + 6 000 €
- Exploitation STEP Verson : + 255 000 € (convention avec CCVOO qui a repris la compétence sur cette STEP)
- Exploitation STEP Sannerville : + 70 000 €
- Exploitation STEP Troarn : + 125 000 €

- Facturation des redevances assainissement sur Caen, Hérouville, Sannerville : + 65 000 €

Les autres dépenses de fonctionnement sont globalement stables.

Recettes

La prévision de recettes 2023 est en hausse par rapport aux inscriptions 2022 (+16%).

Malgré une baisse des dotations de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (abandon progressif de la prime épuration de 20% par an pendant 5 ans, soit -133 000 € par rapport à 2022) et la fin de la ristourne versée par VEOLIA dans le cadre du contrat de Caen (-112 000 € par rapport à 2022), les recettes progressent d'environ 3 194 000 €.

En ce qui concerne la redevance d'assainissement collectif, cette dernière est, ainsi, proposée à 16 900 000 €, soit une progression de 2 500 000 € par rapport à 2022. Cette variation s'explique :

- D'une part, par l'augmentation des tarifs de 4 % par an pour faire face aux nouveaux investissements ;
- D'autre part, par la fin des contrats de Caen, Troarn et Thaon entraînant une disparition des parts délégataires sur ces territoires, soit + 2 000 000 €.

Ainsi, l'évolution des tarifs pour la redevance assainissement collectif serait la suivante (au m³ TTC / 120 m³) :

- au 01/07/2017 : 1,76 €
- au 01/01/2018 : 1,70 €
- au 01/01/2019 : 1,66 €
- au 01/01/2020 : 1,68 €
- au 01/01/2021 : 1,70 €
- au 01/01/2022 : 1,72 €
- au 01/01/2023 : 1,79 €

INVESTISSEMENT

Hors opérations pour compte de tiers (5 527 000 € en dépenses / recettes), la proposition budgétaire 2023 voit une augmentation des crédits demandés.

Dépenses

Les dépenses d'investissement concernent principalement des dépenses de renouvellement de réseaux eaux usées ainsi que le projet STEP. Pour ce dernier, l'année 2023 sera consacrée à la poursuite des études de maîtrise d'œuvre en phase Direction de l'Exécution des Travaux (DET) et les travaux du méthaniseur (11 600 000 €).

En ce qui concerne les dépenses de renouvellement, le programme travaux 2023 prévoit :

- La fin de deux AP en cours (AP-DSP et AP-hors DSP)
- Le basculement sur une AP unique de tous les crédits d'investissements générés par la compétence assainissement collectif
- Des crédits de paiement à hauteur de 13 879 900 € pour les opérations de création et de renouvellement de réseaux dont notamment :
 - > Caen – Rue du Vaugueux : 693 000 €
 - > Biéville – Emissaire de la Vallée du Dan : 2 350 000 €
 - > Mouen – Route de Bretagne : 990 000 €
 - > Colombelles – Rue Jean Jaurès : 672 000 €
 - > Ifs – rue de Bretteville : 261 000 €

Recettes

Composées essentiellement des opérations pour compte de tiers (5 527 000 €), les recettes d'investissement concernent les subventions octroyées par l'AESN dans le cadre du programme de renouvellement, soit 1 900 000 € estimé pour 2023. Cette estimation se base sur une estimation des dépenses réalisées en 2022.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les orientations 2023 prévoient un écart entre les recettes et les dépenses d'exploitation insuffisant pour permettre au SPANC de rembourser la part de masse salariale due au budget assainissement collectif.

- Recettes d'exploitation : 162 400 €
- Dépenses d'exploitation : 164 200 €

Comme pour le budget 2022 ce déséquilibre est lié, notamment, aux prix du marché relatif au contrôle des installations non collectives dont le coût des prestations proposé par l'unique candidat a triplé par rapport au marché précédent.

Malgré l'étude des modes de gestion et le lancement d'un marché commun assainissement collectif / non collectif afin de susciter le maximum de concurrence et faire baisser les coûts, la marge nécessaire pour atteindre le financement nécessaire de la charge RH n'est pas atteinte.

En effet, quelle que soit l'offre retenue, les prix proposés ne permettent pas de dégager un excédent suffisant pour, notamment, prévoir le remboursement du budget annexe SPANC vers le Budget annexe Assainissement collectif, ce dernier prenant en charge l'ensemble de la masse salariale (établi à hauteur de 110 000 € au terme de la comptabilité analytique).

Pour 2023 et au vu de ce contexte, il est ainsi proposé de maintenir les tarifs actuels.

Dépenses

Les dépenses de fonctionnement concernent les prestations de contrôle de conformité (55 800 € comprenant notamment contrôle de bon fonctionnement) payées dans le cadre du marché de prestations de services.

Recettes

Les recettes sont constituées des prestations payées par les abonnés selon les tarifs votés par le conseil communautaire. Ces tarifs, votés en 2017, connaissent une clause de révision (+8.2 % base au 1^{er} juillet 2017).



© François Decaens - Ville de Caen

EAUX PLUVIALES

FONCTIONNEMENT

Les propositions 2023 en dépenses de fonctionnement sont en augmentation par rapport à l'exercice 2022.

Cette augmentation concerne principalement l'entretien du pluvial (entretien des postes, hydrocurage des réseaux, nettoyage des décantations des avaloirs, reconnaissance des ouvrages après orage) sur l'ensemble du territoire de Caen la mer pour lequel il est demandé un montant de 335 000 € pour 2023.

La proposition budgétaire comprend également :

- Les prestations d'inspection : 132 000 € TTC
- Des travaux sur domaine privé : Cours d'eau du Dan (30 000 € TTC), de l'Odon (50 000 € TTC), Brettelle Hamelin (276 000 €) et érosion / ruissellement (30 000 € TTC)

Recettes – TOTAL : 190 000 €

Un montant de 190 000 € est proposé en recettes. Il s'agit du remboursement par le syndicat EAU DU BASSIN CAENNAIS des frais liés à l'intervention des directions supports (convention de service commun) à hauteur de 190 000 €.

INVESTISSEMENT

Par délibération du 16 décembre 2021, il a été voté un programme annuel Pluvial et Gemapi à hauteur de 622 360 € pour 2022. Une prospective pour la compétence GEMAPI a été établie.

La deuxième AP votée concerne le bassin d'orage de Colombelles. Suite à la remise des études concernant ce bassin, il a été décidé d'annuler cette opération de construction. La solution technique qui serait validée consiste à mettre en place un réseau séparatif.

Dépenses – 937 560 €

Pour 2023, le montant des CP demandés pour le programme annuel est de 937 560 €. Ce montant comprend :

- Matériels réseaux et branchements : 205 000 €
- Frais d'études : 124 560 €
- Pluvial travaux : 608 000 €

En ce qui concerne les frais d'études, les propositions comportent :

- Le suivi du projet OSUR (3 800 € HT)
- Les études de conception du bassin Detolle (100 000 €)

Pour les travaux sur le réseau, les opérations prévues sont notamment les suivantes :

- Mouen - route de Bretagne (420 000 € HT)
- Colombelles - rue Mange Matin (90 000 € HT)
- Carpiquet - RD9 (70 000 €)

GEMAPI

Par délibération en date du 29 septembre 2022, la Communauté urbaine a décidé d'instituer une taxe GEMAPI à compter de l'exercice 2023 et ce, sur la base d'une prospective financière 2023/2030.

Avant de définir une politique globale quant à l'exercice de cette compétence, la Communauté urbaine a d'abord fait le choix de s'appuyer sur des structures existantes, compétentes sur leurs zones géographiques respectives.

Ainsi, pour la gestion des milieux aquatiques, la collectivité participe à des démarches intercommunales réparties sur son territoire :

- Le Syndicat Mixte de la Seules et ses Affluents (SMSA) qui est en cours de dissolution.
- Le Syndicat Mixte du Bassin de la Dives (SMBD).
- L'Entente intercommunale du bassin versant de l'Odon.

Pour l'autre volet de la GEMAPI (prévention des inondations), Caen la mer a décidé de s'appuyer sur le Syndicat Mixte de Lutte Contre les Inondations (SMLCI) pour la partie du territoire qui concerne le bassin versant de l'Orne (hors submersion marine).

Concomitamment aux actions menées par ces différentes structures, la Communauté urbaine entend intégrer la GEMAPI dans une réflexion globale de manière à en faire un véritable outil d'aménagement du territoire.

Conformément à la loi, cette réflexion s'est construite autour des 4 items mentionnés ci avant :

- Aménagement des bassins versants.
- Entretien et aménagement des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau.
- Défense contre les inondations et contre la mer.
- Protection et la restauration des zones humides.

Différentes actions ont été identifiées :

- Pour l'entretien et aménagement des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau :
 - > Participations aux différents syndicats intercommunaux.
 - > Travaux de restauration sur domaine privé ou public.
- Pour la Défense contre les inondations et contre la mer :
 - > Le maintien de Caen la mer au sein du SMLCI.
 - > L'entretien et la gestion des digues et systèmes d'endiguement.
 - > Des actions de sensibilisations aux risques littoraux.
 - > Le lancement d'études relatives à la réduction de la vulnérabilité des entreprises riveraines du Canal ou encore sur une réduction des risques littoraux et solutions fondées sur la nature.

Parmi les grands projets, la remise à niveau de plusieurs systèmes d'endiguement (Fleury-sur-Orne, Caffarelli-Montalivet) sera effectuée dans les années à venir afin d'assurer la protection des populations des zones protégées.

Sur la base de ces éléments, l'année 2023 sera consacrée à :

En dépenses de fonctionnement (618 000 €) :

- Participation au SMLCI : 450 000 €
- Participation Syndicat Mixte de la Seulles en fonction de la date de sa dissolution : 27 000 €
- Participation Syndicat Bassin de la Dives : 16 000 €
- Entretien des digues : 15 000 €
- Travaux divers sur domaine privé (Odon pour des travaux de continuité écologique, restauration du cours d'eau Le Dan et enfin des travaux érosion ruissellement) : 110 000 €

En recettes de fonctionnement (141 500 €) :

- Subvention pour les travaux en domaine privé sur le bassin versant de l'Odon : 40 000 €
- Subvention pour les travaux érosion ruissellement sur domaine privé : 24 000 €
- Subvention la participation à la masse salariale affectée aux techniciens rivières : 49 500 €
- Remboursement de frais par le SMLCI pour un montant de 28 000 €

En dépenses d'investissement (119 730 €) :

- Les charges transférées par Thue et Mue au titre de cette compétence (26 730 €)
- Une étude sur les digues (15 000 €)
- Des travaux de restauration du cours d'eau « la Gronde » (18 000 €)
- Des travaux sur le bassin versant de la Seulles (60 000 €)

Mis en ligne le 20/06/2023 à 16h26

REÇU EN PREFECTURE

le 20/06/2023

Application agréée E-legalite.com

21_RP-014-2114 04884-2023 0612-AP2023 0612_

